

DU
RECOURS A L'ARBITRAGE

DANS

**LES MATIÈRES COMMERCIALES A LA FIN DU XIX^e
ET AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE**

ET DE

**L'ORGANISATION DE L'ARBITRAGE COMMERCIAL
INTERNATIONAL**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 mars 1931, à 14 heures.

PAR

Robert VULLIEMIN

Diplômé de l'École libre des Sciences politiques et de l'Institut
de l'Enseignement Commercial supérieur de Strasbourg

Président : M. LEVY-ULLMAN,
Suffragants .. { *MM. BARTIN.* { *Professeurs*
 { *NIBOYET.* {

PARIS

Librairie Arthur ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{IE}, Éditeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1931

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DU
RECOURS A L'ARBITRAGE

DANS
LES MATIÈRES COMMERCIALES A LA FIN DU XIX^e
ET AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

ET DE
L'ORGANISATION DE L'ARBITRAGE COMMERCIAL
INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 mars 1931, à 14 heures.

PAR

Robert VULLIEMIN

Diplômé de l'École libre des Sciences politiques et de l'Institut
de l'Enseignement Commercial supérieur de Strasbourg

Président : M. LEVY-ULLMAN

Suffragants .. { MM. BARTIN. } *Professeurs*
 NIBOYET. }

PARIS
Librairie Arthur ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{IE}, Éditeurs
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1931



PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

Auteurs : Les noms d'auteurs se réfèrent aux ouvrages et aux articles cités dans la bibliographie.

<i>A. A. A.</i>	The American Arbitration Association.
<i>Arb. Act.</i>	The Arbitration Act, 1889.
<i>B. G. B.</i>	Bürgerliches Gesetzbuch : Code civil allemand du 18 août 1896.
<i>C. C. I.</i>	Chambre de Commerce Internationale.
<i>C. comm.</i>	Code de commerce.
<i>Clunet</i>	Journal de droit international privé.
<i>C. P. C.</i>	Code de Procédure civile.
<i>D.</i>	Recueil Dalloz.
<i>E. R. G.</i>	« Entscheidungen des Reichsgerichts in Civilsachen ».
<i>G. P.</i>	Gazette du Palais.
<i>Hans. R. Z.</i>	Hanseatische Rechtszeitschrift.
« <i>Hansabum</i> »	Marktbericht Hansabum, Beilage Gericht und Schiedsgericht.
<i>Jb.</i>	Internationales Jahrbuch für Schiedswesen in Zivil- und Handelssachen, par Nussbaum.
<i>Jp.</i>	Jurisprudence.
<i>J. W.</i>	Juristische Wochenschrift.
<i>K. G.</i>	Kammersgericht.
<i>L. G.</i>	Landsgericht.
<i>L. C. T. A.</i>	London Corn Trade Association.
<i>L. J. K. B.</i>	Law Journal reports Kings Bench.
<i>L. Z.</i>	Leipziger Zeitschrift für deutsches Recht.
<i>N. Y.</i>	New-York.
<i>Olg.</i>	Oberlandesgericht.
<i>P. A.</i>	Jurisprudence du Port d'Anvers.
<i>Pas.</i>	Pasicrisie belge.
<i>R. G.</i>	Reichsgericht.
<i>Répertoire</i>	Répertoire de Droit International de MM. de Lapradelle et Niboyet.
<i>S.</i>	Recueil de Sirey.
<i>Z.</i>	Zeitschrift für Deutschen Zivilprozess.
<i>Z. P. O.</i>	Zivilprozessordnung : Code de procédure civile du Reich.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Il a beaucoup été question d'arbitrage au cours de ces dernières années, ce terme étant entendu comme désignant une procédure que l'on envisage toujours comme particulièrement simple, et qui, suppose toujours un accord préalable des parties. Dans tout arbitrage, la bonne-foi des parties en cause joue un rôle essentiel, et cela seul suffirait à distinguer bien nettement cette notion de celle de la justice proprement dite, justice d'État des civilisations modernes, dont l'intervention revêt un caractère de sanction.

On sait la faveur dont a été entouré l'arbitrage comme procédé de règlement des litiges pouvant surgir entre deux États, qu'il s'agisse de l'arbitrage *stricto sensu*, au sens précis et technique du terme ou de « tout mode pacifique de règlement des litiges internationaux¹ ». De nombreuses conventions d'arbitrage ont été conclues dès avant la guerre. Au lendemain des hostilités, l'arbitrage a été considéré comme devant être, à côté de la Cour de Justice Internationale, l'un des fondements de la Paix. Des clauses d'arbitrage figurent dans les prin-

1. Selon la formule proposée par M. Herriot à Genève en 1924. V. le Cours de Droit international public de M. de Lapradelle, 1928-1929.

cipaux accords qui ont marqué « l'organisation juridique de la Paix » et la « liquidation de la Guerre » : accords de Locarno, Plan Dawes, Plan Young. Particulièrement intéressante à cet égard est la situation de la Banque des Règlements Internationaux, dont les modes d'action sont ceux du droit commercial¹. Nous nous bornerons dans cette étude à envisager le recours à l'arbitrage dans les rapports de Droit Privé pur, laissant entièrement de côté tout ce qui a trait au Droit International Public. Mais les expériences d'ors et déjà acquises en matière de droit privé ne peuvent manquer d'être de la plus grande utilité pour l'arbitrage des litiges entre Etats souverains.

Dans les rapports de droit privé le législateur a, de tous temps, fait une certaine place à l'arbitrage à côté de la justice d'Etat; celui-ci devait jouer un rôle subsidiaire et occasionnel. Le grand développement pris par la pratique de l'arbitrage, en particulier dans le domaine des relations commerciales, a déjà suscité un certain nombre d'études². Il nous a semblé qu'il restait à étudier un champ fort intéressant, en particulier quant à l'arbitrage des litiges d'ordre commercial présentant un caractère international.

1. V. Lévy-Ullmann, Le statut de la Banque des Règlements internationaux et le Droit international (*La France économique et financière*, 27 juillet 1929).

2. Signalons parmi les thèses récentes celles qui ont plus particulièrement trait à notre sujet, celle de Brachet (Paris, 1928), de Schwob (Paris, 1927), de Robert (Paris, 1929), et d'Ishisaki (Lyon, 1928), de F. Paris (Rennes, 1930), de Glystras (Zurich, 1916) et de Steiner (Zurich, 1925). Pour le reste, voir la bibliographie.

C'est en effet surtout en matière commerciale que la question se pose pratiquement. Une fois de plus, le droit commercial joue ici ce rôle d'initiateur qui a si souvent été le sien. C'est bien souvent en effet par la voie du commerce international que se font les apports nouveaux d'éléments empruntés à une législation étrangère; c'est également la pratique des affaires qui a provoqué spontanément dans les différents pays, des institutions juridiques semblables. En notre matière, c'est en effet un peu dans tous les pays que s'est produite la tendance vers une organisation permanente de l'arbitrage, et qu'il s'est d'abord manifesté sous un aspect nettement corporatif. La création qui se réalisait ainsi répondait sans doute à des besoins particuliers au commerce. A mesure que l'arbitrage se généralisait, son organisation se faisait de plus en plus précise. Sur ce point peut-être l'arbitrage tend-il à se rapprocher des juridictions proprement dites.

C'est ce mouvement qu'il nous a paru intéressant de fixer dans sa période actuelle.

L'intérêt pratique de cette question se marque dans la tendance d'organisations commerciales ou corporatives de plus en plus nombreuses à propager l'idée du recours à l'arbitrage et à créer le cas échéant leur propre organisme arbitral, par le mouvement concomitant qui pousse le législateur dans divers pays à revenir sur certaines dispositions peu favorables à l'arbitrage.

Il n'est pas jusqu'à la jurisprudence qui ne marque

dans les différents pays une tendance à un certain libéralisme.

Aujourd'hui l'on en arrive à la création d'organismes de plus en plus généraux spécialement dans le domaine de l'arbitrage des litiges commerciaux de caractère international. Ces créations récentes ont-elles donné toute satisfaction, quels progrès ont-elles apportés, que reste-t-il à faire dans cette voie, une organisation différente ne semblerait-elle pas plus indiquée ? telles sont les principales questions que nous avons été amenés à nous poser au cours de notre étude. Nous ne prétendons pas leur avoir donné des réponses définitives. Mais le seul fait d'avoir fixé ce qui, à notre avis, semble être la direction générale vers laquelle se portent les efforts pourra susciter l'idée d'autres recherches plus étendues qu'il ne nous était pas loisible d'entreprendre.

Ainsi entendue, notre étude devait s'appuyer avant tout sur la documentation si complète fournie par la publication de M. Arthur Nussbaum professeur à l'Université de Berlin¹. Cette remarquable « anthologie » internationale des textes légaux actuellement en vigueur en matière d'arbitrage, des décisions principales qui fixent la jurisprudence dans les différents pays, complétées d'ailleurs par les articles de collaborateurs éminents, est aujourd'hui indispensable à toute étude

1. *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen in Zivil und Handelsachen*. Deux volumes parus en 1926 (t. I) et en 1928 (t. II) auxquels nous nous référons par la suite en nous servant de l'abréviation *Jb. I, Jb. II*.

sérieuse de l'état actuel du droit et de la pratique en matière d'arbitrage.

Ayant cherché à produire une étude d'ensemble de tout un mouvement aujourd'hui bien dessiné, il ne nous est pas apparu possible de nous détacher des sources essentielles où cette évolution a pris naissance. Il était nécessaire de bien placer l'institution de l'arbitrage dans le cadre juridique total, d'en apprécier les traits particuliers, de tenter d'en faire la théorie générale. Il nous a donc fallu envisager tout d'abord une analyse tendant à dégager ses traits essentiels, et en particulier à rechercher dans la législation des différents pays les conceptions spéciales qui pouvaient s'y faire jour. Ce n'est qu'après avoir, par l'étude de cette réglementation, de la jurisprudence qui s'est formée sur elle dans des différents pays, fixé la physionomie particulière qu'impriment à notre institution ces différentes conceptions, que nous avons pu passer à l'examen du jeu de notre institution sur le plan proprement international. Nous avons alors envisagé les différents aspects du problème et les solutions qui lui ont été données soit sur le plan corporatif, soit de façon beaucoup plus large encore, par des organisations prétendant à une compétence générale. Le mouvement s'est d'abord dessiné à l'intérieur des différents pays. Les plus forts économiquement et les mieux organisés, cherchant à imposer aux autres leurs conditions, partant leurs juridictions. Des résistances devaient fatalement se produire et amener à con-

cevoir une organisation évitant cette situation. L'essai tenté en ce sens par la Chambre de Commerce Internationale, nous a paru particulièrement intéressant, et nous lui avons consacré une étude spéciale.

PREMIÈRE PARTIE

De l'arbitrage en général

CHAPITRE PREMIER

LA NOTION D'ARBITRAGE

§ I. — Définition

L'arbitrage suppose que des individus que sépare un litige aient l'idée d'y mettre fin en s'en rapportant à la décision d'une tierce personne dont l'impartialité leur inspire confiance.

Ce qui est essentiel dans la notion même de la justice arbitrale, c'est le choix du juge appelé à trancher le litige, et son investiture par les parties elles-mêmes. Mais s'il en est ainsi, il faut que l'intervention des arbitres mette fin au litige; ce qui ne peut se faire, que si les parties sont d'accord pour cela. Un accord préalable des parties est donc nécessaire, non pas sur la solution, laquelle n'appartiendra qu'à l'arbitre, mais sur l'autorité que l'on reconnaîtra à celui-ci, et sur le choix qui doit en être fait. Les parties doivent également s'engager

à exécuter la sentence qui interviendra, quelle qu'elle soit. Cet accord intervenu, l'une d'elles ne pourra prétendre ultérieurement s'en remettre aux tribunaux ordinaires du soin de trancher le litige. L'effet de la sentence doit être considéré comme irrévocable au même titre qu'un jugement de tribunal passé en force de chose jugée.

Dans un arbitrage, il est donc nécessaire de distinguer, le compromis, accord des parties en vue de s'en remettre à des arbitres pour trancher le différend, et la sentence rendue par les arbitres en suite de cet accord. Le compromis peut prendre l'aspect d'une clause compromissoire lorsqu'il est entendu par avance que toutes les difficultés qui pourraient survenir lors de l'exécution d'un contrat seraient réglées par la voie de l'arbitrage.

L'arbitrage est donc la procédure qui résulte du compromis et qui consiste dans l'intervention des arbitres pour le règlement du différend.

Cette notion doit être nettement distinguée de diverses autres avec lesquelles sur certains points, des confusions ont pu se produire. Parfois c'est la justice d'Etat elle-même qui empruntant à l'arbitrage certaines de ses formes en revêt même la dénomination; tantôt l'accord des parties intervient sans qu'il y ait recours à un arbitrage; c'est le cas de la transaction. Enfin le recours aux experts présente bien des traits commun avec le recours aux arbitres.

§ 2. — Distinction entre l'arbitrage et la justice d'Etat

Ce qui différencie essentiellement la notion d'arbitrage de celle de la justice d'Etat, c'est le rôle que s'attribuent les parties de désigner celui qui tranchera leur différend, au lieu de s'adresser à une juridiction préétablie, tenant son autorité de la puissance publique.

Sans doute peut-on relever des analogies nombreuses entre le rôle du juge et celui de l'arbitre. Comme le juge, l'arbitre est un tiers par rapport aux parties en litige¹, comme le juge il est appelé à trancher un litige d'une façon impartiale, après avoir apprécié le bien ou le mal fondé des prétentions qui s'affrontent. Comme le juge, l'arbitre jouit à l'égard des parties de la plus large indépendance, mais il est tenu de respecter les règles de procédure qui lui sont imposées, et d'assurer à chacune des parties, son droit d'être entendue. En conséquence, des faits qu'il apprécie, il rend une sentence qui lie les plaideurs au même titre qu'un jugement rendu par un tribunal. Ce sont là des similitudes bien nettes et nous n'hésitons pas à affirmer que l'arbitre est un juge et n'est pas autre chose². Seulement étant un simple particulier désigné par le libre choix des parties, à l'occasion d'un litige déterminé, il est un juge essentiellement privé, un juge par adoption³. Aussi les parties ne peuvent-

1. V. Brachet, p. 27.

2. V. Brachet, p. 75, contra.

3. « Der Schiedsrichter ist der Bruder des öffentlichen Richters, nur dass er es durch Adoption seitens des Parteien geworden ist. » (Voir Lindheim, p. 26.)

elles évidemment l'investir d'aucune des prérogatives réservées à la puissance publique. Elles seront par conséquent obligées de recourir à celle-ci lorsqu'il s'agira de forcer l'exécution de la part de celui qui s'y refuserait.

Le fondement même des deux institutions diffère donc essentiellement. L'arbitre puise son autorité dans la commune volonté des parties, le juge dans la fonction publique qu'il exerce. Par là s'expliquent les différences existant entre la mission de l'arbitre et celle du juge. La justice d'Etat, ne prend pas en considération l'intérêt des parties, ou du moins ne le considère qu'autant que la satisfaction qui lui sera donnée sera conforme à l'intérêt général et en particulier au maintien du bon ordre. Tout procès comporte en effet un trouble social, et l'Etat a un intérêt évident à y mettre fin.

Dans l'arbitrage au contraire ce sont les parties qui prévoyant un litige possible conviennent des conditions dans lesquelles le règlement en sera fait.

Le juge d'Etat, agissant au nom de l'autorité a pour fonction essentielle l'application de la loi; or, toute application de celle-ci, entraîne pour ceux qui en sont chargés l'obligation de se conformer à l'interprétation qui en est donnée par les organes qualifiés à cet effet. Cette unité d'interprétation est liée à l'idée même de toute application d'une loi et suppose l'intervention d'un contrôle. Dans toute justice d'Etat ce contrôle est assuré du fait qu'il existe une certaine hiérarchie des juridictions. Cette notion de hiérarchie est au con-

traire tout-à-fait étrangère à l'idée d'une juridiction occasionnelle investie par les parties elles-mêmes du pouvoir de trancher leur différend. Il s'agit ici d'une mission de confiance et cette confiance même implique l'indépendance de celui qui en bénéficie.

L'arbitre par conséquent agit au mieux des intérêts des parties en cause et rend la décision qui lui paraît tout à la fois la plus juste et la plus appropriée aux circonstances ainsi qu'il sied à un juge d'équité. Il n'a pas en règle générale à considérer l'extension possible de cette solution à d'autres litiges. Aussi ne saurait-il être question d'une jurisprudence arbitrale. Il n'existe aucun recueil publiant des décisions d'arbitres. C'est assurément là un des traits les plus caractéristiques, qui distinguent la justice arbitrale de celle des tribunaux.

L'arbitre ne peut donc être considéré comme ayant mission d'appliquer la loi. Celle-ci en effet, ne s'impose le plus souvent aux parties que sous réserve d'accord de volonté contraire. Rien n'empêche par conséquent les parties de permettre à l'arbitre toute dérogation à la loi que le respect de l'ordre public n'interdirait pas. Et les règles de procédure elles-mêmes ne s'imposeraient aux arbitres qu'autant que les parties l'auraient voulu.

* * *

Certaines juridictions dans l'organisation judiciaire française semblent répondre partiellement à quelques-

uns des besoins qui le plus souvent amènent des parties à recourir à un arbitrage. Dans les conflits d'ordre professionnel en effet, il y a tout avantage à faire intervenir, pour obtenir une décision donnant satisfaction aux intérêts en lutte, certaines compétences d'ordre professionnel. Les juges seront alors non des fonctionnaires, mais des particuliers investis de la fonction de juger et composant une juridiction d'Etat. Une procédure simplifiée facilitera une solution plus rapide du litige. L'exclusion ou du moins la limitation des recours possibles contribuera encore à accélérer la procédure. Il y aura pour les parties tout à la fois gain de temps, économie, et garantie d'une justice plus adaptée à leurs besoins particuliers¹.

Ces juridictions, — justice de paix, tribunaux consulaires ou des prud'hommes — dont l'organisation s'est inspirée de semblables préoccupations, n'ont cependant rien de commun avec l'arbitrage du fait qu'elles constituent des organes de la puissance publique. Il n'y a donc aucune confusion possible entre ces juridictions et l'arbitrage.

* * *

Cette distinction entre l'arbitrage et certaines juridictions d'Etat apparaît comme étant d'une application

1. De tout temps, et à commencer par l'époque des grandes foires de Champagne, les commerçants ont réclamé une justice « sans longs procès ni figures de plaids ». V. Steiner, p. 27 et Paris, p. 1 et s. « For eight hundred years merchants have cried for a speedy justice...mercantile men must be about their business — déclare un auteur anglais — for trade will not wait. » V. J. H. Cohen, préface Bernheimer, p. 2.

plus délicate¹, concernant certaines pratiques courantes de la procédure désignées sous le nom d'arbitrage forcé. Cette procédure intervient dans des cas assez différents les uns des autres. La loi parfois impose formellement aux parties le recours à des arbitres, pour trancher certains litiges. Y-a-t-il encore arbitrage en ce cas ? Malgré l'identité des termes, aucune similitude n'existe entre les deux situations. Lorsque le recours à des arbitres est imposé par la loi, il s'agit d'une délégation au profit de ces derniers, d'une partie de la puissance publique et par conséquent, « la volonté des parties élément essentiel à tout contrat fait ici absolument défaut ; les parties sont obligées de se soumettre à l'arbitrage qu'elles le veulent ou non² ».

Cet arbitrage légalement obligatoire, n'est pas chose familière en droit français³, et la loi du 17 juillet 1856, a fait disparaître du Code de commerce les dispositions⁴ qui y soumettaient les contestations entre associés. La législation du travail semble destinée à ouvrir un nouveau champ d'application à la pratique de l'arbitrage légalement obligatoire.

1. Les tribunaux arbitraux mixtes institués par les Traités de paix, émanation de la souveraineté de deux Etats différents, doivent être classés parmi les juridictions d'Etat. Il en est de même de certaines institutions telles que l'Office des hypothèques-or de Zurich, institué par une convention germano-suisse du 25 mars 1925, et qui peut être appelé à remplir des fonctions arbitrales.

2. V. Brachet, p. 18. V. également *Nussbaum Jb.*, t. I, p. 33.

3. On trouve plus facilement des exemples de telles juridictions à l'étranger, notamment en Allemagne en matière de loyers, de tarifs pour la fourniture du gaz, de l'eau ou du courant électrique. V. *Mittelstein, Jb.*, I, p. 38.

4. Les art. 51 à 63 du C. de commerce.

De cette délégation donnée par le législateur peut être rapprochée celle qui émane du juge normalement chargé de trancher le litige. Il est fréquent en effet, et en particulier à l'occasion des litiges commerciaux ou de conflits soumis aux tribunaux des Prud'hommes, de voir la juridiction renvoyer les parties devant un arbitre chargé de par une formule courante, de concilier leurs prétentions et à défaut seulement de rendre une décision dont le juge fournit par avance un certain nombre d'éléments¹. Il existe même auprès des tribunaux de commerce les plus importants de véritables compagnies officieuses d'arbitres auxquelles le tribunal accorde sa confiance.

Ici encore c'est comme représentant de la puissance publique et dans les limites où le juge la leur a déléguée que se produit l'intervention des arbitres ainsi désignés.

Par contre, il ne saurait être question d'une délégation de la puissance publique, et par conséquent de justice d'Etat, dans l'hypothèse où, l'une des parties refusant ou s'abstenant de nommer un arbitre, l'autre partie demanderait aux tribunaux de procéder à cette nomination. En désignant l'arbitre, le juge fait un acte de juridiction gracieuse n'impliquant nulle délégation de pouvoir au profit de l'arbitre nommé. Celui-ci est censé tenir ses pouvoirs directement des parties qui sont convenues de recourir à l'arbitrage.

1. Le Droit anglais connaît une procédure analogue connue sous le nom de « reference under order of the court ». V. *Arb. Act*, sect. 14.

Certaines législations prévoient expressément l'hypothèse et enjoignent au juge — en pareil cas — de suppléer à la carrence de la partie récalcitrante.

§ 3. — **Distinction entre l'arbitrage et la transaction, la médiation, la conciliation.**

Il y a dans la notion d'arbitrage substituée à celle d'une justice imposée, l'idée d'un accord des parties en vue de mettre un terme à leur différend, et cette seule idée, d'un accord des parties peut être regardée comme une invitation faite à l'arbitre de rechercher les solutions les plus aisément acceptables par l'une et l'autre parties. Or bien souvent les parties peuvent rechercher ces solutions sans ouvrir même du débat, en réglant le litige directement par voie de transaction. Il y a toutefois entre la transaction et l'arbitrage cette différence essentielle, que si les parties se mettent d'accord en vue d'une solution à apporter à leur différend, cette solution est le résultat immédiat de la transaction, alors que dans l'arbitrage l'accord ne porte que sur la procédure à suivre, pour faire valoir les prétentions réciproques des parties et non sur le fond même de la contestation. La transaction en effet, est l'acte par lequel chacune des parties persuadée que tout arrangement lui vaudra mieux que le risque d'un procès, abandonne une partie de ses prétentions pour en finir avec le différend. Un contrat intervient alors, à la suite duquel il ne reste plus de questions

litigieuses. Qui dit transaction, dit fatalement renonciation à des droits dont on prétendait soutenir le bien fondé et c'est ce qui justifie les conditions spéciales de capacité auxquelles la loi civile subordonne la validité de la transaction.

Cet accord des parties peut naturellement être spontané; mais en pratique, il sera favorisé par diverses interventions qui feront admettre aux parties ce que d'elles-mêmes elles ne seraient sans doute pas disposées à proposer. Ces interventions peuvent prendre diverses formes; il peut y avoir simples démarches officieuses faites par des tiers de bonne volonté qui offriront leurs bons offices pour éviter un procès¹; pour peu que ces tiers aient sur les parties une certaine influence leur médiation ne manquera pas d'être efficace.

C'était l'un des traits particuliers de l'idéalisme révolutionnaire que le législateur avait prétendu consacrer par la création d'une magistrature essentiellement conciliatrice dont les avis se fussent imposés de par l'autorité raisonnable d'un bon citoyen. La création des juges de paix est le résultat de cette conception. Fidèle à l'esprit de l'institution, le Code de procédure civile proclame même obligatoire, le recours à la conciliation. Mais en fait, l'autorité a manqué à cette magistrature cantonale

1. De pareilles fonctions médiatrices sont attribuées aux Chambres syndicales des bourses par un Décret de 1890, art. 21, 2°, qui leur fait un devoir « de prévenir ou concilier tous les différends eue les agents de change peuvent avoir à raison de leurs fonctions soit entre eux, soit avec des tiers, et d'émettre s'il y a lieu, un avis en cas de non-conciliation ». V. Steiner, p. 22.

pour justifier les grandes espérances qui avaient été mises en elle. Or ici malgré l'intervention d'un représentant de la justice, c'est à une transaction qu'il s'agit d'aboutir. Les parties se verront non point imposer mais proposer une solution qu'elle restent libres de discuter, de transformer, ou d'accepter ou de refuser purement et simplement. Au cas où elle acceptent un arrangement, c'est contractuellement que le litige prendra fin.

Cette conciliation peut intervenir en dehors des formes prévues par le Code de procédure civile lorsque les parties demandent d'elles-mêmes l'intervention d'un tiers pour chercher entre elles un terrain d'entente, l'hypothèse se présente fréquemment en matière commerciale et à l'occasion des conflits de travail. C'est elle que nous envisagerons désormais lorsque nous parlerons de conciliation.

Les parties qui font appel à un conciliateur témoignent par là même la confiance qu'elles mettent en lui. Or les contractants qui ont envisagé par avance un procès possible entre eux et ont décidé éventuellement de s'en remettre à des arbitres se sont également confiés à ceux-ci. La fonction d'arbitre emportera donc bien souvent et sans même qu'aucune précision ne soit intervenue à cet égard mission de rechercher entre les parties tout arrangement possible avant que les difficultés n'en arrivent à exiger l'intervention d'une sentence imposée.

Lorsque les parties ont conféré aux arbitres les fonctions d'amiables compositeurs, elles entendent pré-

cisément leur voir exercer le plus largement possible le rôle de conciliateur.

Ceci dit, il convient de ne pas perdre de vue que la mission propre de l'arbitre n'est pas celle d'un conciliateur, mais celle d'un juge appelé à départager des prétentions divergentes, en rendant une sentence qui s'impose aux parties¹.

§ 4. — Distinction entre l'arbitrage et l'expertise.

Comme la justice d'Etat s'applique en principe à tout litige il apparaît que les magistrats-fonctionnaires seront dans bien des cas dépourvus des connaissances techniques indispensables à une saine appréciation des éléments du débat. Aussi le Code de Procédure civile a-t-il prévu cette difficulté, et l'article 42 permet au juge de recourir à « des gens de l'art » pour donner leur avis sur des points qui exigeraient des connaissances qui soient étrangères au juge.

L'expertise peut intervenir devant n'importe quel tribunal, et porte sur les points techniques les plus divers; mais la loi fait une obligation au juge de préciser nettement la mission de l'expert (art. 302 C. P. C.).

L'expert judiciaire procède donc en vertu d'une délégation formelle des tribunaux pour éclairer leur déci-

1. « Das Schiedsgericht ist keine blosse Vergleichsanstalt, sondern die Schiedsrichter sollen Recht sprechen. » Cette citation — empruntée à l'exposé des motifs du Code de commerce allemand et rapportée par Krause, p. 113 — traduit bien le rôle véritable de l'arbitre.

sion, mais en aucun cas les conclusions de l'expert ne sauraient lier les juges qui conservent à cet égard toute liberté d'appréciation.

Ce que les juges peuvent ordonner, les parties peuvent le faire d'elles-mêmes en sollicitant l'avis de techniciens qualifiés. Elles conserveront à l'égard de cet avis leur liberté de décision.

Mais, ne pourraient-elles pas convenir par avance de s'en remettre aux conclusions de l'expert par elles choisies quelles que puissent être ces conclusions ?

En dehors de tout litige, l'article 1592 du Code civil prévoit une convention analogue. Aux termes de cet article, une vente peut être parfaite alors que le prix n'est pas encore fixé, si les parties s'en sont remises par avance pour cela à l'avis d'un tiers désigné à cet effet. Rien ne semble s'opposer à la validité d'une pareille convention en dehors de l'hypothèse précise envisagée par le Code civil¹.

Dans l'arbitrage proprement dit comme dans l'expertise, il y a, le plus souvent, de la part de ceux qui y recourent, appel à l'intervention de techniciens qualifiés.

1. En Droit allemand, on n'hésite pas à reconnaître la validité d'une pareille convention, connue sous le nom de « Schiedsgutachtenvertrag » ou contrat d'expertise. On lui applique les dispositions du Droit civil (art. 317 B. G. B. et s.) qui prévoient d'une façon tout à fait générale la possibilité de s'en remettre à un tiers du soin de déterminer une prestation quelconque. Le Droit anglais distingue également entre « valuer » et « Arbitrator ». (V. Kahn, *The Journal of Comp. legisl. and Intern. law*, 1930, t. 1, p. 61.) La distinction est souvent assez délicate à faire en pratique. V. Kohler, p. 259, Kisch, p. 4 et s. La jurisprudence française ne semble pas avoir toujours très nettement aperçu cette distinction. (V. la jurisprudence citée par Kohler, p. 268.)

Mais la différence se marque essentiellement selon que le technicien est expert ou arbitre.

Simple avis, l'expertise ne porte aucune conséquence en soi. Elle est ce qu'en feront les parties¹. Elles peuvent se ranger à l'avis qu'elle exprime, et alors par un nouveau contrat elles régleront elles-mêmes sur la base de ce dernier leurs rapports futurs. C'est ce contrat, et lui seul, qui fixera désormais leurs rapports. L'expert, dans ce cas, aura pratiquement fait œuvre de conciliateur. Si les parties ne s'entendent pas, on ira en justice où devant des arbitres. Ou bien elles peuvent, nous l'avons vu, convenir par avance d'accepter les conclusions de l'expert et les conséquences qui en résultent, et dans ce cas, on se trouvera en présence d'une convention très voisine de l'arbitrage.

Que leur manière de procéder et les connaissances spéciales qui motivent leur intervention puissent être les mêmes, il n'y a rien là qui soit de nature à réduire la différence fondamentale qui se marque entre la fonction de l'expert et celle de l'arbitre : l'expert constate; l'arbitre juge. Là il y a simple avis de technicien, ici il y a véritable décision judiciaire². Tandis qu'une con-

1. V. Robert, p. 48.

2. Nous ne pouvons donc pas partager l'opinion exprimée par Brachet (p. 72), d'après laquelle les experts seraient au même titre que les arbitres des « personnes appelées à trancher un litige après examen des prétentions respectives des parties ». Brachet en conclut que les arbitres n'ont point la qualité de juge. Sans doute « personne n'a jamais songé à reconnaître aux experts la qualité de juge » ! Mais ceci ne veut pas dire que les arbitres ne puissent point revendiquer cette qualité.

vention d'arbitrage doit entraîner l'incompétence des tribunaux qui seraient normalement appelés à connaître du litige, une simple convention d'expertise ne saurait emporter pareil effet¹.

1. V. Morel, p. 501.

CHAPITRE II

LES FONDEMENTS THEORIQUES DE L'ARBITRAGE

SECTION I. — LA CONVENTION D'ARBITRAGE (COMPROMIS)

§ 1. — Définition; conditions d'existence; interprétation.

L'arbitrage, nettement distinct des autres institutions avec lesquelles il peut présenter certaines analogies, apparaît donc comme une institution ayant ses caractères particuliers. Il s'agit essentiellement de soustraire à la juridiction d'Etat, un litige que les parties estiment pouvoir être tranché dans de meilleures conditions par des personnes de leur choix investies par elles-mêmes de la fonction de juge.

La juridiction d'Etat s'imposant en principe aux parties, il est nécessaire qu'une convention intervienne entre celles-ci à cet effet. Cette convention, c'est le compromis.

La définition d'une telle convention oblige à analyser ce que les parties ont eu en vue en contractant et dans quelles conditions leur convention sera susceptible de produire effet.

Dès l'instant qu'il s'agit d'un contrat, l'accord des

volontés est nécessaire. Comme tout autre contrat, le compromis suppose une volonté exempte de vices; l'interprétation s'en fera, comme pour tout contrat, conformément à la commune intention des parties, éventuellement à l'usage des lieux (art. 1134 et 1135 c. civ.).

Comme dans tout autre contrat, il faut que l'accord des volontés se soit fait sur un objet et en vue d'une cause.

L'objet du compromis, c'est l'engagement réciproque des parties de ne point porter les litiges par lui visés ou à désigner, et à s'en tenir à la sentence que ceux-ci auront rendue¹.

La cause de l'engagement c'est comme dans tout contrat synallagmatique, l'engagement correspondant de l'autre partie. Chacun des deux contractants renonce à ses juges naturels moyennant semblable renonciation consentie d'autre part. Il s'en suit que si le litige est finalement réglé d'une façon quelconque autre que l'arbitrage (transaction, désistement, remise de dette etc.), les obligations qui dérivent du compromis sont alors dépourvues de cause, et le compromis devient par cela-même caduc. De même, si l'une des parties, réussissant à échapper à ses engagements, portait le litige

1. Certains auteurs ne semblent pas vouloir admettre que le compromis comporte de la part des parties l'engagement d'exécuter la sentence. « Les parties n'y conviennent que de porter le litige devant des arbitres et non pas nécessairement d'exécuter la sentence qui en résultera » déclare Jean Robert, p. 46. C'est au même résultat que semblent devoir aboutir les doctrines italiennes analysées par Nussbaum (*Jb.*, t. I, p. 13) et par Brachet (p. 32), doctrines qui refusent de reconnaître à la sentence arbitrale l'autorité d'un jugement. Cette manière de voir ne nous semble point correspondre à la volonté des parties qui, lorsqu'elles compromettent, entendent éviter l'intervention des tribunaux.

devant les tribunaux, elle deviendrait irrecevable, si une solution intervenait par cette voie, à se prévaloir désormais du contrat qu'elle a méconnu, devant une juridiction d'appel par exemple.

Du seul fait qu'elles ont manifesté dans leurs conventions, leur commune intention de recourir à l'arbitrage, et sans qu'il y ait besoin d'autres indications à cet égard, les parties s'obligent à toutes les suites normales de la procédure d'arbitrage. Elles devront donc, s'il y a lieu, participer à la nomination des arbitres en temps voulu, se soumettre de bonne foi à toute les mesures qui deviendraient nécessaires pour faciliter aux arbitres l'instruction de l'affaire, fournir à leur demande, tous les renseignements utiles, s'abstenir de toute manœuvre dilatoire et de tous moyens évasifs enfin ne point se refuser à l'exécution de la sentence à intervenir.

Tels sont les éléments de l'engagement contenu dans tout compromis.

§ 2. — Modalités du compromis; la clause compromissoire.

Le compromis peut se présenter soit comme contrat principal, auquel cas il vise un litige bien déterminé, par conséquent litige déjà né, ayant peut-être même déjà donné lieu à certains actes de procédure, ou bien au contraire, comme clause particulière d'un contrat ayant un objet principal différend. Dans ce cas il s'agira de sou-

mettre à l'arbitrage les litiges éventuels susceptibles de naître au cours de l'exécution de ce contrat.

Ce sont là les deux modalités essentielles entre lesquelles se partagent toutes les conventions d'arbitrage, mais il convient de noter dès maintenant que la clause compromissoire adjointe à un contrat devient la règle en matière commerciale; aussi nous attacherons-nous de préférence au cours de cette étude aux arbitrages dérivant de semblables clauses.

L'arbitrage découlant de la convention des parties, c'est à celle-ci qu'on devra se rapporter pour déterminer soit le choix des arbitres, soit l'étendue de leurs pouvoirs, les limites de leurs compétences, le délai dans lequel ils auront à statuer, etc.

En un mot, la convention-compromis ou clause-constitue la charte de l'arbitrage.

Le compromis s'il intervient à titre principal sera généralement assez précis sur ces différentes questions. La clause plus éloignée du litige dont elle ne peut envisager les termes précis prêtera davantage à interprétation.

On a souvent incliné à n'y voir qu'une promesse de compromettre le cas échéant¹. Cette interprétation semble limiter arbitrairement la portée de cette clause. Les parties en effet, ont entendu s'engager

1. Cette analyse est traditionnelle en France. Voir Morel (p. 498 et s.), Robert (p. 12) et un jugement récent du tribunal de Tunis du 16 mars 1928 (J. Trib. Tunisie, 31 oct. 1928).

Voir dans le même sens la jurisprudence belge analysée par Godron (p. 91 et s.). C'est en effet sur cette même analyse de la clause compromissoire que les tribunaux belges se sont fondés pour la faire échapper aux exigences de l'art. 1006 C. P. C.

par avance et sans restrictions à recourir à l'arbitrage. La convention d'arbitrage est parfaite dès ce moment. Nous pensons donc qu'il convient d'analyser la clause compromissoire comme un compromis conditionnel, la condition éteint la survenance d'un des litiges en vue desquels elle a été conclue¹.

Simple partie d'un tout, la clause compromissoire se lie à l'ensemble du contrat où elle figure; elle en constitue une modalité spéciale. Ceci suffit à poser la question de la dépendance de cette clause par rapport à tout autre partie du contrat. La validité du contrat influe naturellement sur ce qui n'en est qu'un des aspects particuliers. Si donc un conflit vient à naître sur l'existence même du contrat ou sur sa validité l'on pourra se demander si le recours à l'arbitrage reste encore la procédure qui s'impose aux parties².

1. Aussi dans les pages suivantes ne distinguerons-nous pas chaque fois la clause du compromis à titre principal. Tout ce qui sera dit de l'un s'appliquera à l'autre, sauf réserve expresse à cet égard.

2. A en croire Morel (p. 520) la clause deviendrait inefficace chaque fois que la validité du contrat principal pourrait être mise en doute. C'est la solution qui résulte de la jurisprudence belge telle que l'analyse Godron (p. 130). En France, il n'y a pas eu, à notre connaissance, d'arrêts récents sur la question, sauf cependant en matière internationale, Cass. civ., 8 janvier 1913 (D. 1920.I.53, note Escarra). Voir également dans le même sens que la jurisprudence belge un arrêt antérieur à 1843, Cass., 2 août 1842 (S. 1842.I.824). La jurisprudence allemande, au contraire, se montre en général plus favorable à la validité de la clause dans de telles hypothèses. Elle admet bien, en principe, que la nullité du contrat principal entraîne celle de la clause qui s'y trouve insérée, mais elle admet également que les parties aient pu convenir de soumettre à l'arbitrage la question même de l'existence ou de la validité du contrat. Ceci suppose naturellement que l'accord des parties se soit produit au moins concernant ladite clause. La question s'est posée en pratique en matière d'opérations illicites, en particulier dans l'hypothèse où l'une des parties soulevait l'exception de jeu. Voir Nussbaum, *J. W.*, 1926, p. 17; Brändl, p. 209 et *R. G. Z.*, 49, 192. Le Reichsgericht a également reconnu la validité de notre clause dans une hypothèse où l'existence du contrat principal était contestée — l'une des parties soutenant qu'un accord n'était pas intervenu sur certains points — alors qu'il résultait

§ 3. — Effets du compromis.

Les effets du compromis se produisent tant à l'égard des tribunaux normalement compétents qu'à l'égard des parties elles-mêmes.

Vis-à-vis des tribunaux, l'effet normal du compromis, s'il répond à toutes les conditions de validité, c'est d'entraîner leur incompétence. Celle-ci bien entendu, n'ayant sa source que dans une convention, ne sera jamais d'ordre public, et par conséquent, ne peut être relevée d'office par les juges. Elle doit d'autre part être soulevée dès le début du litige¹.

A l'égard des parties les effets sont ceux-mêmes qu'ont voulu les contractants, autant que leur volonté n'est pas contraire à l'ordre public. Vis-à-vis des tiers le compromis comme toute autre convention, ne produit aucun effet².

La principale question qui puisse se poser ici est celle de savoir si une telle convention est susceptible, le cas échéant, de donner lieu à exécution forcée, au cas où, par exemple, l'une des parties se refuserait à la pro-

des circonstances de la cause que l'intention des parties de recourir à l'arbitrage, même pour les litiges issus des négociations du contrat, n'était pas douteuse (*R. G. Z.*, 27, 379; *J. W.*, 1924, 1182; *R. G.*, 26, 3, 26; *L. Z.*, 1926, p. 543). Cités par Richter, p. 14.

1. C'est la solution généralement consacrée en droit positif. Pour la France et la Belgique, voir Godron, p. 112; Morel, p. 519; Paris, 8 nov. 1865 (*S.* 1866.2.117).

En Allemagne, cette solution est consacrée expressément par le Code de procédure (art. 274 *Z. P. O.*).

2. Voir Morel, p. 537.

cédure d'arbitrage alors que l'autre entendrait fermement s'en tenir à la convention. L'on invoque souvent en sens contraire le texte de l'article 1142 du Code civil¹. Le compromis dit-on, s'analyse en une obligation de faire car il s'agit pour les parties de participer activement à la mise sur pied de l'arbitrage. Or, aux termes de l'article précité, toute obligation de faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur. La question s'est surtout posée dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pouvait avoir lieu par suite du refus d'une des parties de participer à la nomination des arbitres. On s'est alors demandé si en l'absence d'un texte formel à cet égard, comme c'est le cas en France, les tribunaux pouvaient suppléer à la défaillance de la partie récalcitrante en nommant d'office un arbitre. Certains tribunaux ont refusé de procéder à pareille nomination en s'appuyant sur l'article 1142. En l'absence d'aucune sanction spéciale édictée en vue d'assurer l'exécution de la clause — déclarent les arrêts — l'obligation de désigner un arbitre ne pourrait se résoudre, en cas de refus de l'une des parties, que par une action en dommages-intérêts². Cette opinion nous semble inexacte,

1. Voir Robert, p. 19 et s.

2. La Cour de cassation s'est prononcée à ce sujet le 27 novembre 1860 (D. 61.1.494; S. 62.1.159) en matière d'assurance maritime où la clause restait possible aux termes de l'art. 332 C. comm. Elle l'a fait dans un sens favorable à la désignation d'office. Par contre, depuis que la clause est valable d'une façon générale en matière commerciale, toutes les décisions dont nous ayons eu connaissance sont en sens contraire. Cf. Paris, 10 nov. 1927 (*Gaz. Trib.*, 31 janvier 1928) et 10 juillet 1927 (*J. du Trib. de comm.*, juin 1929); Comm. Marseille, 12 février 1927 (*G. P.*, 27.1.598); 7 mars 1929 (*Vente et transport*, numéro janvier-mars 1929, p. 91). Toutefois, il paraîtrait résulter d'un arrêt de la Cour de

car elle ne correspond pas à la volonté véritable des parties telle qu'elle est en général exprimée dans la convention. Il convient en effet de distinguer, dans ce qu'ont voulu les parties, l'essentiel, c'est-à-dire le recours à l'arbitrage, de ce qui n'est généralement qu'accessoire : le droit de désigner un arbitre. D'autre part, la partie qui se refuse à coopérer à la désignation des arbitres ne peut se plaindre d'une atteinte à ses droits si la désignation est faite en dehors d'elle et les tribunaux peuvent alors user des pouvoirs que la loi leur donne pour suppléer à cette carence. En assurant d'eux-mêmes cette désignation au lieu et place de la partie défaillante, les tribunaux garantissent suffisamment les intérêts de celle-ci contre une désignation unilatérale, laquelle ôterait à la sentence à intervenir beaucoup de son autorité.

§ 4. — Nature juridique et caractères du compromis

De tout ce que nous venons d'indiquer, il résulte que le compromis est une convention de droit privé, convention qui comporte des effets quant à la procédure à intervenir.

Paris du 5 mars 1929 (*Gaz. Pal.*, 1929.1.703), que si la clause compromissoire avait fixé par avance comment seraient désignés les arbitres dans l'hypothèse du refus d'une des parties, de procéder à la désignation d'un arbitre, l'arbitrage pourrait valablement avoir lieu. Comme le fait très justement remarquer Robert (p. 26) : « Cette incapacité où est la jurisprudence à sanctionner autrement que par des dommages-intérêts la défaillance d'une partie crée une situation pleine de dangers et tout à fait préjudiciable à l'institution même de l'arbitrage ». La jurisprudence belge, au contraire, n'a jamais hésité à admettre la désignation d'office, même en l'absence de tout texte. V. Godron.

Cette convention comporte, nous l'avons vu, de la part des parties, l'engagement réciproque d'accepter et d'exécuter s'il y a lieu la sentence des arbitres. L'on s'est demandé s'il n'y avait pas là une renonciation éventuelle faite par avance aux droits en litige : en un mot, s'il n'y avait pas là une transaction, transaction il est vrai d'une nature un peu spéciale, puisqu'il appartiendrait à un tiers de déterminer les bases de l'arrangement à intervenir.

Nous ne saurions nous ranger à cette opinion. Ce qu'ont voulu les parties c'est aboutir à une décision. Loin d'abandonner aucun de leurs droits en litige, ils entendent les défendre devant les arbitres. S'ils renoncent à comparaître devant les tribunaux, c'est parce que la procédure arbitrale leur paraît mieux appropriée à un règlement adéquat du litige; il y a là simple convention sur la procédure, ne préjugant en rien le fond même du litige.

Convention sur la procédure, le compromis ne se ramènerait-il pas à cette convention si fréquente qui attribue compétence exclusive pour certains litiges à tel tribunal déterminé¹. La ressemblance consiste en ce que cette prorogation de juridiction aboutit normalement à rendre compétent un tribunal qui ne l'eût pas été ou du moins exclusivement. Mais ici il s'agit de

1. Nussbaum (*Jb.* I, p. 15) s'élève avec raison contre cette assimilation qui a été faite entre autres par la jurisprudence italienne. Il déclare à juste titre, que cette confusion résulte d'une méconnaissance absolue de la nature du compromis.

bien davantage. Il ne s'agit pas de porter le litige devant une cour d'Etat déjà existante, mais bien d'investir et souvent de constituer de toutes pièces la juridiction que l'on charge de décider. Lorsqu'il y a prorogation le tribunal n'en statue pas moins en tant que juridiction d'Etat, et dans les conditions où il le ferait pour tout autre litige à lui soumis de par sa compétence normale. Les arbitres, au contraire, trouvent dans le compromis le source de leurs pouvoirs, mais aussi la définition de ceux-ci. Le compromis peut fixer par conséquent les règles de désignation des arbitres. La prorogation de juridiction est sans effet quant à la composition du tribunal: « ce tribunal est un tribunal ordinaire régulier, constitué par des juges tenant leur mission judiciaire de la puissance publique et ne devant aux particuliers qui s'y soumettent qu'une extension de leur compétence normale »¹.

*
* *

Le succès d'un arbitrage dépend avant tout de la bonne foi des parties. Le compromis serait la plupart du temps dépourvu de tout intérêt s'il ne supposait pas entre les parties l'exécution de bonne foi des engagements qui en résultent. C'est en ce sens que l'on peut dire que le compromis est une convention de bonne foi. Sans doute, en choisissant ainsi leur propre juridiction, les parties doivent-elles avoir un sens assez élevé des engagements que comporte une convention de cet ordre.

1. Voir Godron, p. 205.

Sans doute doivent-elles, au moment de contracter, prendre en considération les garanties que leur offre à cet égard la moralité de leur adversaire. On peut dès lors se demander si un acte aussi grave peut lier une partie à l'égard de tout ayant cause auquel son cocontractant viendrait à transmettre le bénéfice de son contrat. C'est là, à notre sens, une question qui ne peut être résolue qu'en interprétant dans chaque cas la volonté des parties exprimée dans le compromis. C'est ainsi que certains contrats courants de la vie commerciale comportent normalement transfert successif des obligations qu'ils impliquent sans aucun changement à leurs conditions générales¹. En ce cas la clause doit produire effet quelles que puissent être les parties en cause au moment de la naissance du litige.

SECTION II. — LA CONVENTION AVEC LES ARBITRES (RECEPTUM)

§ 1. — Définition du receptum; ses rapports avec le compromis

De par le compromis les parties ont pris l'une envers l'autre l'engagement de soumettre leurs litiges aux arbitres et d'accepter leur sentence, mais l'arbitre lui-même ne saurait être lié, sans acquiescement de sa part,

1. Voir Mathies, p. 71.

par cette convention, qu'il ignore peut-être, en tout cas à laquelle il n'a point participé.

Il est cependant indispensable que la situation de cet arbitre par rapport aux parties soit fixée.

Pour que l'arbitrage puisse être considéré comme le recours à une véritable juridiction, il faut que celle-ci ait tout à la fois autorité pour trancher le litige et obligation de le trancher. Or l'arbitre étant en principe un simple particulier remplissant ces fonctions à titre bénévole, et n'étant point partie au compromis, il est nécessaire que son agrément intervienne, qu'il accepte de se charger de rendre la décision qu'on attend de lui. Cette acceptation est un acte distinct du compromis, mais qui est nécessaire pour lui faire produire ses effets. C'est cet acte que l'on nomme « *receptum* ».

Ce *receptum* pourrait être envisagé comme une simple adhésion au compromis¹. Il semble qu'il y ait cependant plus, et que les parties contractent véritablement avec l'arbitre, comme elles avaient déjà contracté entre elles.

De par ce contrat l'arbitre se trouve investi de l'autorité nécessaire à ses fonctions.

De ce fait on ne peut cependant prétendre que l'arbitre tire avantage. L'on pourrait en effet penser à expliquer les rapports de conséquence existant entre le compromis et le *receptum* en analysant le premier comme

1. Bornhak (p. 20 et s.) va jusqu'à nier la formation d'un contrat entre les parties et les arbitres.

une stipulation par laquelle les parties s'engageraient à reconnaître l'autorité, aux fins de trancher leur litige, à l'arbitre ou aux arbitres désignés ou à désigner. Mais une telle analyse ne semble pas pouvoir être maintenue en présence de la conception française de la stipulation pour autrui. Sans doute dans le compromis retrouvons-nous l'accord de deux personnes en vue de conférer à un tiers certains droits, sans doute aussi le tiers ne sera lié que par son acceptation, et sans doute les parties au compromis ont-elles stipulé pour elles-mêmes, dans leur intérêt propre, la désignation d'un arbitre n'étant qu'une condition de cet accord; mais il ne s'agit pas là d'assurer à l'arbitre un profit; bien au contraire prétend-on lui demander d'accepter un office, une charge. L'on ne saurait donc voir dans le receptum l'acceptation d'un « bénéfice ». Mais ce qui interdit surtout d'analyser les rapports de ces deux contrats comme la simple acceptation d'une convention privée, c'est le caractère d'investiture qui résulte de la volonté même des parties par laquelle un particulier reçoit mission de dire le droit.

§ 2. — Des effets du receptum

Il s'agit dans le receptum d'un accord de volonté, impliquant des droits et des obligations réciproques.

Nous y voyons intervenir les parties qui s'obligent envers l'arbitre à lui soumettre leur différend à l'exclu-

sion de toute autre juridiction, à lui rembourser les frais exposés par lui à l'occasion de l'arbitrage, et, le cas échéant, à lui payer les honoraires qu'il aurait stipulés.

De la part de l'arbitre, il y a engagement de remplir avec toute la diligence voulue la mission de confiance qui lui a été confiée. Cette mission comporte, en particulier, l'obligation de faire tous les actes nécessaires pour être à même de rendre une sentence en pleine connaissance de cause, audition des parties, étude des documents relatifs à l'affaire, confrontation de témoins etc... Enfin l'arbitre s'oblige à rendre une sentence dès qu'il aura réuni les éléments nécessaires pour asseoir sa conviction.

Inversement, les parties ont de par l'acceptation de l'arbitre le droit d'exiger de lui une diligence toute particulière dans l'accomplissement de ses fonctions. La mission de confiance dont ils l'ont chargé implique en effet le droit pour les parties de trouver une justice aussi éclairée qu'impartiale, le droit aussi à ne point voir indéfiniment retardée la solution du litige.

Elles ont aussi le droit d'exiger de l'arbitre le respect des termes du compromis tant en ce qui touche à ses pouvoirs, aux limites de sa compétence, qu'en ce qui touche aux règles de procédure dont ils ne sauraient s'écarter.

L'arbitre a le droit de voir les parties lui maintenir les prérogatives qu'elles lui ont attribuées, mais il semble qu'il n'ait aucun droit à exiger d'elles le maintien de sa compétence, alors que, la procédure arbitrale

étant déjà entamée, elles estiment d'un commun accord préférable de soumettre le litige à un autre juridiction. En pareil cas l'arbitre ne pourrait exiger que le remboursement de ses frais et un juste dédommagement pour sa peine. En effet, nous l'avons vu, les parties recourent à l'arbitrage dans leur propre intérêt et non dans celui des arbitres; elles sont toujours maîtresses de revenir de leur commun accord sur le compromis, auquel les effets du receptum sont essentiellement subordonnés.

Par contre l'arbitre a le droit d'exiger des parties qu'elles ne contrarient en aucune façon ses efforts. L'arbitre a donc le droit de voir respecter les termes de la mission dont il s'est chargé. Il peut en conséquence soumettre son acceptation à un examen préalable de l'affaire qui lui permettra de se rendre compte des difficultés qu'elle présentera¹. En ce cas, les parties sont déjà engagées envers lui, et lui de son côté réserve son acceptation définitive. A défaut d'une pareille réserve l'arbitre ne pourrait en principe se désister s'il n'avait des motifs graves pour le faire.

L'arbitre n'est nullement tenu d'accomplir sa mission gratuitement. Le service qu'il rend aux parties justifie une rémunération. Si aucune rémunération n'a été prévue au moment du receptum, il est d'usage que l'arbitre fixe lui-même le montant de ses honoraires.

1. Voir « L'Arbitrage commercial et les Lois françaises » (brochure C. C. I., n° 65), « Refus des arbitres ».

Les deux plaideurs étant parties au receptum, il faut admettre, semble-t-il, qu'ils seront solidairement redevables de cette rémunération ainsi que des autres frais engagés à l'occasion de l'arbitrage. Cette solidarité n'empêcherait pas l'arbitre de condamner le cas échéant la partie qui succombera aux dépens, comme sont tenus de le faire les tribunaux ordinaires.

§ 3. — Nature juridique et caractères distinctifs du receptum

De l'intervention du receptum découlent, nous venons de le voir, soit pour les parties, soit pour les arbitres, des droits et des obligations dont le contenu est fort précis. Cherchons à définir maintenant avec plus de netteté la véritable nature de cette convention intervenant entre l'arbitre et les parties.

Il y a tout d'abord de la part de l'arbitre emploi de son activité dans l'intérêt d'autrui et sur l'intervention des intéressés. Il existe de ce fait certaines analogies qu'il ne faudrait pas pousser trop loin avec des contrats de droit privé, le louage d'ouvrage ou de service, ou encore le mandat¹. Mais la nécessité qu'il y a à reconnaître l'indépendance de l'arbitre à l'égard des parties,

1. Cette conception était celle de Merlin qui voyait dans la sentence « une convention que les parties ont souscrite par la main de ceux-ci » (les arbitres). Nous la retrouvons dans un jugement récent de la Cour d'appel d'Alger du 17 mars 1926 (Clunet, 1928, p. 157) : « ...attendu, en effet que la sentence arbitrale n'est point un jugement mais une convention passée par mandataire... »

fait qui ne saurait être considéré comme ayant à recevoir d'eux des instructions dans l'accomplissement de sa mission. Si les termes du compromis peuvent lui imposer certaines manières d'agir, il s'agit là des limites précises de son institution.

D'autre part, le mandataire intervient aux lieu et place du mandant et agit en son nom; or l'arbitre, investi d'une autorité en vue d'une décision à prendre, peut imposer cette décision, ce qu'il ne saurait faire au nom des parties ou de l'une d'elles.

C'est précisément cette autorité qui crée à l'arbitre une situation tout à fait différente de celle d'un mandataire. L'arbitre, nous l'avons dit, est de la part des parties l'objet d'une véritable investiture en vue d'exercer une fonction qui n'appartient d'ordinaire qu'aux juges, et par cela même son activité s'écarte des rapports habituels issus du droit privé. C'est là une conséquence qui semble s'accorder difficilement avec l'accord des volontés qui est à l'origine de ses pouvoirs, mais qui seule permet d'expliquer l'indépendance nécessaire pour les remplir. Sans doute cette indépendance suppose-t-elle que l'arbitre se voie accorder la pleine confiance des parties; et c'est en cela que le *receptum* implique une mission de confiance.

Or il est d'autres institutions qui accordent au particulier qui en est revêtu, des pouvoirs d'intervention et même de décision dans les affaires d'autrui, que justifie seule la même idée de confiance. Nous songeons

tout d'abord au « trustee » du droit anglo-américain¹. Cette idée nous la retrouvons dans notre vieille institution de la fiducie dont nous ne savons plus guère nous servir, et surtout chez l'exécuteur testamentaire qui, comme on le sait, peut imposer aux héritiers le respect des volontés du défunt.

Il y avait là un rapprochement à faire que nous ne pouvons qu'indiquer ici, mais qui mériterait d'être poussé plus avant.

L'on ne saurait donc traiter les obligations de l'arbitre comme s'il s'agissait des simples conséquences d'un rapport contractuel ordinaire. Assumant les fonctions et le rôle d'un juge, investi à cet égard d'une fonction qui postule son indépendance, sa responsabilité se modelera plutôt sur celle du juge, à raison des actes qu'il accomplira dans l'exercice de ses fonctions, que sur celles d'un simple contractant dans l'exécution de la convention.

Ce rapprochement avec la situation du juge, devrait faire admettre également la possibilité pour les parties de récuser un arbitre dans les conditions prévues pour toute autre juridiction².

Il faudrait cependant se garder de pousser trop loin l'assimilation de l'office des arbitres avec une fonction

1. Voir Lepaulle, p. 14, et Nord, p. 39.

2. C'est la solution qui a prévalu dans les législations modernes. Voir l'art. 1032 Z. P. O. La jurisprudence française semble également l'admettre; voir Trib. civ. de Toulouse, 3 mars 1892, D. P. 2, 223 cité par Robert, p. 51.

publique. Juge occasionnel et bénévole, l'arbitre ne saurait être soumis à l'ensemble des obligations imposées aux magistrats, pas plus que ne peuvent lui être étendues les règles de discipline de ceux-ci. Cette assimilation aboutirait à dénaturer l'institution et à lui enlever sa simplicité originelle et par conséquent son utilité pratique. En faisant appel à l'intervention d'un arbitre, les parties ont entendu lui faire confiance, non seulement en ce qui concerne la sentence elle-même, mais aussi pour les moyens d'y aboutir. C'est ainsi que dans l'esprit des parties qui recourent à l'arbitrage les règles formalistes de la procédure judiciaire, ne constituent pas une garantie essentielle à la sauvegarde de leurs droits. Elles entendent simplement être en droit d'exiger de l'arbitre qu'il ne restreigne pas arbitrairement leur faculté d'être entendues et d'exposer leur point de vue.

SECTION III. — LA SENTENCE ARBITRALE

§ 1. — Nature juridique de la sentence

Nous en arrivons maintenant à l'examen de la sentence arbitrale, c'est-à-dire de l'acte qui doit mettre fin au litige; l'acte par conséquent vers lequel tend l'accord des parties, l'investiture de l'arbitre, l'activité de celui-ci.

Que cette sentence soit le résultat du compromis et du *receptum*, c'est-à-dire d'accords de volonté cela est hors de doute. Faut-il en conclure que la sentence pré-

sente par là-même les caractères d'un acte contractuel ? C'est une opinion qui a été bien souvent émise, et à l'appui de laquelle peuvent être invoquées des opinions d'une autorité imposante¹. La question n'est pas d'ordre exclusivement théorique, car le caractère consensuel de la sentence arbitrale, si on devait l'admettre, entraînerait une distinction absolue dans le domaine du Droit international entre les procédures d'exéquatur des jugements étrangers d'une part, et des sentences arbitrales d'autre part. On a même dit que de cette distinction dépendait l'avenir même de l'arbitrage international (dans les matières de droit privé s'entend²). Quoiqu'il en soit on attache à notre avis trop d'importance à ces distinctions théoriques³. Ayant cru reconnaître à une institution une certaine nature, on en déduit arbitrairement toutes les conséquences que celle-ci paraît devoir comporter; inversement l'on est conduit à en fausser la nature véritable dans le dessein d'éviter certaines conséquences pratiques fâcheuses. L'analyse juridique d'une institution n'est vraiment féconde que dans la mesure où l'on ne se préoccupe que de mettre en relief les véritables caractères de celle-ci. Dans notre cas, il suffit de constater que les sentences arbitrales

1. Merlin (*Questions de Droit*, 4^e édit., Jugements, § XIV, t. IX, p. 142 et s.) fut le promoteur de cette théorie qui fut également défendue par Weiss (revue Lapradelle, 1906, p. 41), et dans une thèse de Weill. Récemment elle a été soutenue avec beaucoup de force et de talent par Nussbaum (*Jb.* I, p. 14). Elle est consacrée par la jurisprudence française. V. entre autres un arrêt récent, Cass., Ch. des Req., 9 juillet 1928.

2. V. Nussbaum, *Jb.*, I, p. 15.

3. V. Neuner.

diffèrent essentiellement des jugements de tribunaux et par le fondement du pouvoir de juger et par la nature de la mission exercée, pour admettre que leur exequatur ne doit pas nécessairement obéir aux règles prévues pour l'exéquatur de jugement étrangers.

Est-il nécessaire pour cela de se rallier à la théorie qui ne veut voir dans la sentence qu'un contrat ? nullement. Sans doute, du fait que cette sentence est la conséquence du compromis, que sans celui-ci les arbitres n'eussent pu intervenir, est-on tenté de ne voir dans la sentence que ce qui la relie au compromis. « C'est le compromis qui lui donne l'être — écrivait Merlin¹ qui fut le promoteur de cette théorie —, c'est du compromis qu'elle tient toute sa substance. Elle a donc, comme le compromis, le caractère de contrat. »

La sentence aurait donc le caractère contractuel parce que c'est de l'accord des volontés qu'elle tient sa première origine. Selon Merlin, tout se passerait comme si, de par le compromis, les parties étaient convenues de la sentence à intervenir, au même titre qu'une convention peut ne pas préciser immédiatement son objet, mais établir comment celui-ci sera déterminé.

Le compromis et la sentence en seraient donc que deux phases d'une même opération; cette dernière ferait partie d'un contrat d'arbitrage, et les rapports des parties, tels qu'ils sont fixés par cette décision, ne seraient que la conséquence du consentement donné

1. Merlin, *op. cit.*

par avance à ce contrat, la sentence n'en serait qu'une partie intégrante¹.

Il nous semble, au contraire, que l'on doive distinguer soigneusement, dans l'arbitrage, deux phases successives. La première d'ordre contractuel, correspond à l'organisation en vue de la décision, et comporte en même temps l'engagement d'exécuter celle-ci le cas échéant, engagement qui doit à son tour être distingué de la décision; quant à la seconde, elle correspond à cette décision elle-même dans laquelle l'élément essentiel est le rôle propre joué par l'arbitre; or nous avons précisé que celui-ci agit en toute indépendance. S'il a été investi par les parties, et cela par le double accord de volonté qui s'est exprimé tant dans le compromis que dans le receptum, une fois cette investiture accomplie, l'arbitre ne se réfère à ces conventions que pour apprécier les limites de ses pouvoirs et de sa compétence. Mais s'agit-il de la sentence elle-même, celle-ci est son œuvre propre. Elle ne provient pas de la volonté des parties; elle s'impose à elles.

Sentence et compromis ne sauraient donc être trop soigneusement distingués. Ce n'est pas à ce qu'ont pensé les parties que les arbitres doivent s'attacher pour décider. La sentence s'inspire de considérations de justice qui font d'elle un véritable jugement. Dans

1. Brachet, p. 81.

2. La doctrine qui attribue aux sentences arbitrales le caractère de jugement a été soutenue en France par des auteurs d'une grande autorité : *Bartin* (note 11^{ter}, *Aubry et Rau*, t. XII, p. 508, § 769^{ter}); *Lainé* (*Clunet*, 1899, p. 641); *Pillet et Niboyet* (*Manuel*, p. 721). Voir *Brachet* (p. 35).

tout jugement en effet il y a une décision entre des prétentions opposées. Or l'arbitre, quelle que soit d'ailleurs sa personnalité exerce, bien les fonctions d'un juge. Dans les limites de la dévolution à lui faire, son jugement est destiné à mettre fin au litige³.

Cela dit, il convient d'observer, que dans la conception aujourd'hui unanimement admise de la justice d'Etat, les décisions judiciaires constituent essentiellement des actes d'autorité. Mais dans l'acte du magistrat, il faut distinguer d'une part la décision par laquelle il tranche le litige, et détermine les droits des justiciables, et d'autre part, l'ordre donné à la force publique en vue de l'exécution, au cas où il y aurait lieu d'y recourir, la partie perdante ne s'exécutant pas de plein gré.

La décision forme le dispositif du jugement, quant à l'ordre d'exécution il se manifeste par la formule exécutoire.

Or les arbitres, comme les juges rendent une décision. Celle-ci comporte tout naturellement un dispositif, mais ces arbitres étant de simples particuliers, investis par le seul accord de volontés privées, ne sauraient prétendre donner des ordres à la force publique en vue de l'exécution de leur sentence, ou d'ordonner les mesures

3. Aussi ne saurait-on admettre, comme le fait dans son ensemble la doctrine italienne (voir Brachet, p. 30 et suiv., où ces doctrines sont très soigneusement analysées) que la sentence arbitrale n'est parfaite et n'est véritablement un jugement que quand elle a été homologuée par l'autorité judiciaire. L'arbitre ne se borne pas à préparer un jugement ainsi que le soutiennent Calamandrei et Chiovenda, il exerce la justice.

qui de droit commun sont la garantie normale de l'exécution (mesures provisoires, hypothèque judiciaire etc.).

Aussi les parties qui ont pu se passer quant à la décision du recours à la justice d'Etat, devront y faire appel lorsqu'il s'agira de faire intervenir la force publique. Il leur faudra recourir à l'exéquatur, c'est-à-dire faire adjoindre au dispositif de la sentence cette formule exécutoire dont l'arbitre simple particulier ne peut la revêtir.

§ 2. — Des effets de la sentence arbitrale

La sentence arbitrale se fonde sur le compromis dont l'arbitre tire son pouvoir de décision; mais comme nous l'avons vu elle est par elle-même autre chose que le contrat primitif et revêt une autorité toute particulière, à raison de son caractère de décision contentieuse.

Les effets de cette sentence doivent être rapprochés de ceux d'un jugement. Bien qu'elle soit par elle-même dépourvue de la force exécutoire, elle n'en comportera pas moins la plupart des conséquences qui découlent d'une décision rendue par la justice d'Etat.

Mais il faut aussi examiner le point de savoir si l'intervention de la décision marque la fin du compromis au point que celui-ci ne puisse désormais être invoqué, ou si au contraire, l'on ne pourrait éventuellement faire appel à la force obligatoire résultant de l'accord des volontés, lorsqu'il s'agira d'exiger de l'une des parties

l'accomplissement des obligations mises à sa charge par la sentence, et ceci en vertu de l'engagement pris à l'origine d'exécuter cette sentence quelle qu'elle puisse être.

En ce qui concerne la sentence conçue comme décision s'imposant impérativement aux parties au même titre qu'une décision de justice, il y a lieu de préciser, que la sentence, comme le jugement d'ailleurs, peut être déclarative ou constitutive de droits. Bien entendu les effets ne peuvent s'en produire qu'entre les seules parties ayant figuré au compromis et par conséquent soumises à la juridiction de l'arbitre. Entre ces parties même, il convient de n'accorder autorité à la sentence qu'autant qu'elles se présentent l'une et l'autre en la même qualité. En tous ces points nous retrouvons les règles ordinaires de l'autorité relative de la chose jugée (art. 1351 C. civ.). Sans doute le législateur pourra-t-il subordonner l'autorité de la sentence à l'accomplissement de diverses conditions de forme, mais cela ne différencie nullement la sentence des décisions de justice soumises elles-mêmes à des règles de forme rigoureuses.

A l'égard de l'exécution des sentences, nous l'avons vu, la force exécutoire ne saurait appartenir à la décision des arbitres comme telle. Cependant, il ne s'agit point ici, de considérer cette sentence comme la simple expression de volonté émise par des parties; la loi, en définissant les conditions de l'exequatur, reconnaît par cela

même que ce qui manque à la décision c'est tout simplement ce que l'arbitre ne pouvait y mettre : le pouvoir de mettre en mouvement la force publique, ou de n'ordonner aucune mesure de contrainte. L'exequatur s'ajoute à la sentence sans en changer la nature ; il permet l'exécution forcée et par conséquent tend à faire passer dans le domaine du fait la sentence des arbitres.

Cet accomplissement des obligations résultant initialement du compromis peut donc dériver de l'exécution au besoin forcée de la sentence conçue comme décision judiciaire. Mais à cette conception s'en oppose une autre, en vertu de laquelle la sentence apparaîtra comme la simple précision des obligations déjà assumées par les parties du seul fait qu'elles ont consenti à compromettre. En ce sens la force obligatoire de la sentence elle-même découlerait du compromis. Les parties, en effet, avaient pris initialement l'engagement de se soumettre à ce qui serait décidé le cas échéant par les arbitres et d'exécuter leur sentence ; et l'on conçoit dès lors que celui-ci puisse prolonger ses effets jusqu'à l'exécution de la sentence qui en détermine le contenu définitif.

C'est là une conception qui donne à l'exécution de la sentence un fondement très différent de celui que nous venons d'envisager précédemment. C'est par delà la sentence le compromis lui-même qui s'impose aux parties lorsqu'il s'agira de passer à l'exécution. Nous sommes en présence d'une obligation conditionnelle dont le compromis fixe l'étendue ; c'est à l'accomplissement

de cet engagement que tendra l'acte d'exécution. On pourrait donc concevoir l'action par laquelle ce résultat serait poursuivi comme fondée sur le compromis lui-même.

Cette action *ex-contractu* ramènerait donc devant les juges la connaissance du litige quant à l'exécution possible de la sentence. Il convient cependant de bien préciser que les tribunaux ne sauraient, s'ils sont en présence d'un compromis valable, examiner à nouveau l'ensemble du litige. Ils se contenteront de vérifier l'existence d'une convention en vertu de laquelle les parties se sont engagées à exécuter la sentence à venir. Ils constateront d'autre part l'intervention de celle-ci dans les termes mêmes prévus par le compromis; de cette comparaison résulte pour eux l'obligation de donner force exécutoire aux obligations ainsi constatées.

Il est particulièrement intéressant de donner cette analyse de la force exécutoire des sentences arbitrales lorsqu'on se trouve en présence d'une législation qui ne prévoit aucune procédure aux fins d'exequatur des décisions arbitrales, ou dans les hypothèses auxquelles ne saurait être appliquée la procédure régulièrement prévue. La question peut être particulièrement envisagée en ce qui concerne l'exécution des sentences arbitrales intervenues à l'étranger, lorsqu'aucune règle de conflit de juridiction n'a été édictée pour fixer les conditions et les formes auxquelles leur exequatur peut être soumis. Sans doute a-t-on tenté de constituer de toutes pièces

semblable procédure, en transposant certains règles édictées par ailleurs pour l'exécution des jugements étrangers. Mais ce procédé empirique semble prêter à bien des difficultés. Du point de vue théorique on peut surtout lui reprocher de faire arbitrairement en matière procédurale œuvre toute prétorienne. Il pourrait sembler plus simple et plus logique à la fois, de ne considérer la sentence que comme l'intervention d'une condition prévue par la convention des parties. D'ailleurs l'application aux sentences arbitrales des règles relatives à l'exécution des jugements étrangers, semble contestable à un autre point de vue. Les jugements sont des actes de souveraineté, et l'on conçoit dès lors que l'autorité du juge expire aux frontières du pays dont il rend la justice et que sa décision ne puisse recevoir effet dans un autre pays que si celui-ci en a expressément prévu la possibilité. Au contraire, on ne concevrait guère pourquoi l'autorité d'une sentence arbitrale, rendue par un particulier à la suite d'une convention privée, dépendrait des frontières territoriales.

CHAPITRE III

LA REGLEMENTATION LEGALE DE L'ARBITRAGE

(Droit comparé français, allemand, anglo-américain)

§ 1. — Place faite à l'institution dans les différents systèmes législatifs envisagés

Si l'on considère tout d'abord le problème en législation, avant d'examiner les solutions du droit positif, l'on peut se demander si au point de vue de l'intérêt général et de l'autorité de l'Etat, il n'y a pas de très sérieuses raisons pour interdire aux particuliers le recours à l'arbitrage, ou dans tous les cas pour en restreindre l'emploi. Les tribunaux ont été organisés dans tous les pays avec le souci d'assurer aux plaideurs le maximum de garanties d'une bonne justice, d'assurer l'application de la loi et d'éviter tout déni de justice. Dans ce dessein l'exercice de la justice a été confié à des corps de magistrats dont on s'est efforcé de garantir l'indépendance et l'intégrité par toutes sortes de mesures plus ou moins efficaces. Toute une hiérarchie de juridictions et de voies de recours correspondantes sont destinées à mul-

tiplier les garanties et à assurer une application uniforme des lois. L'arbitrage a pour but et pour effet d'éviter tout cet appareil. On peut dès lors se demander s'il n'est pas dangereux de permettre à des plaideurs de se soustraire à toutes les garanties que leur offrent les tribunaux. N'y a-t-il pas lieu de les protéger malgré eux ? On songe surtout à l'hypothèse où une partie, économiquement la plus forte, dicterait à l'autre partie, en même temps que d'autres conditions, une clause d'arbitrage que celle-ci n'eût pas acceptée si elle n'y avait été contrainte par les circonstances. D'autre part, l'arbitrage en faisant échapper toute une série de litiges à la connaissance des tribunaux d'Etat, ne contribuerait-il pas à affaiblir l'autorité de l'Etat et de ses juridictions ? L'interprétation uniforme de la loi n'étant plus assurée, ne risquerait-on pas d'aboutir à une anarchie du droit et à un morcellement de la souveraineté au profit des groupements économiques qui appelleraient le moyen-âge ?

Présentés sous cette forme ces scrupules paraissent pour le moins anticipés et exagérés ; si nous en faisons état c'est qu'il se sont fait jour, surtout en Allemagne où les groupements économiques jouent un très grand rôle, chez des auteurs qui ne manquent pas de perspicacité¹.

1. Voir Nussbaum, *J. W.*, 1926, p. 13 et s.; le projet de Heilberg, p. 14 et les résolutions du congrès des juristes allemands de septembre 1925 (*Jb.*, t. II, p. 375).

Quoiqu'il en soit, le principe de la liberté des conventions commande de laisser chacun libre de régler ses litiges de la manière qui lui paraît la plus appropriée, à condition que l'ordre social ne risque pas d'en être troublé. Or le législateur devrait favoriser un mode de règlement amiable des litiges qui loin de troubler l'ordre social, permet de trancher quantité de différends le plus simplement du monde sans même que les tribunaux aient à intervenir. Sans doute devra-t-il édicter les mesures indispensables pour que les parties qui recourent à l'arbitrage, soient assurées des garanties essentielles sans lesquelles il n'y a pas de justice, mais il devra se garder de soumettre les arbitres à des formes qui risqueraient d'entraver leur action : l'arbitre n'est en principe qu'un simple particulier, juge bénévole et occasionnel.

*
**

La consécration de l'arbitrage par le législateur se retrouve dans la plupart des pays¹. Les différentes législations n'ont cependant pas envisagé le compromis comme un contrat créant des obligations quelconques. Elle lui ont fait au contraire une place tout à fait à part que justifie la gravité toute particulière que cette convention revêt pour les parties. Dans sa réglementation législative l'arbitrage a plutôt été considéré sous l'angle de la procédure. Nous pouvons y voir la consécration implicite de cette idée que l'arbitrage n'est pas de nature

1. On trouvera sur les différentes législations des renseignements très complets dans le *Jahrbuch*.

exclusivement contractuelle et que l'accord des volontés une fois établi s'efface devant ce qui en est le résultat, c'est-à-dire l'institution d'une juridiction.

Parmi les législations qui règlent la procédure de l'arbitrage nous choisirons pour les comparer les textes les plus caractéristiques des différents systèmes qui s'affrontent. C'est ainsi que la législation française exprimée dans le livre troisième, article 1003 à 1028 du Code de procédure civile de 1806, nous semble devoir être prise comme type de l'ensemble des législations latines plus ou moins inspirées de ce code.

Ces textes se ressentent très nettement de la réaction¹ contre l'engouement² révolutionnaire, pour notre institution qui, en pratique, donna à cette époque de déplorables résultats. Gardant le silence au sujet de la clause compromissoire, ils permirent à la Cour de Cassation de la condamner quarante ans plus tard, si bien qu'il a fallu que le législateur intervînt à nouveau le 31 décembre 1925 pour qu'elle fût validée au moins en matière commerciale³.

1. « Toutes les dispositions de ce Code (le C. P. C.) respirent en quelque sorte la haine du compromis et décèlent le désir secret d'en anéantir l'usage » déclare, non sans quelque exagération, l'exposé des motifs de l'ancien Code de Genève (p. 332 cité par Hahn, I, p. 489).

2. La loi des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire prescrivait que « l'arbitrage étant le moyen le plus raisonnable de terminer les contestations entre citoyens, les législateurs ne pourront faire aucune disposition qui tendrait à diminuer soit la faveur, soit l'utilité du compromis ». Les autres textes constitutionnels de cette époque dénotent une égale faveur pour l'arbitrage. Voir André Prudhomme, *Jb.*, I, p. 69.

3. Le législateur s'est contenté de consacrer le principe de la validité en adjoignant à l'art. 631 C. comm. l'alinéa que voici : « Toutefois, les parties pourront, au moment où elles contractent, convenir de soumettre à des arbitres les contestations ci-dessus énumérées (actes de commerce), lorsqu'elles viendront à se produire. »

Nous envisagerons en outre pour les comparer du droit français deux autres lois plus récentes puisqu'elles datent du dernier quart du xix siècle. Ces lois marquent l'une et l'autre une tendance plus favorable à notre institution. Il s'agit d'une part du Livre dixième du Code de procédure Civile du Reich du 30 Janvier 1877¹ modifié à plusieurs reprises et en dernier lieu le 25 juillet 1930, et de l'Arbitration Act anglais de 1889.

Le Droit allemand présente une tentative pour donner à l'institution plus de liberté et en développer le fonctionnement¹. Quant au droit anglo-saxon sa tendance traditionnelle s'est montrée longtemps défavorable à l'arbitrage³. Le législateur anglais a réagi contre ces tendances en sanctionnant la pratique déjà courante de l'arbitrage. L'arbitration Act de 1889⁴ est le résultat de ce changement d'orientation. Enfin nous nous réservons de faire appel le cas échéant à la législation américaine. Ici la diversité des lois particulières des Etats fait que les solutions traditionnelles défavorables à l'arbitrage se sont maintenues chez la plupart d'entre eux⁵. Des tendances nouvelles ont cependant prévalu ces dernières années et ont fait à l'arbitrage une place répondant aux nécessités pratiques dans la

1. On en trouvera une traduction française dans « L'Arbitrage commercial et la loi allemande » (brochure de la C. C. I., n° 72).

2. Que notre institution n'ait pas été vue avec défaveur par le législateur allemand, voilà qui ressort très nettement des travaux préparatoires. Voir Hahn, I, p. 490-494.

3. Voir Sutton, *Ibid.*, I, p. 55-57.

4. Une traduction française de l'Arbitration Act a été donnée par Saleilles à l'*Annuaire de législation étr.*, 1890, p. 39.

5. Voir Sturges, *Jb.*, I, p. 153 et s.

législation de New-York imitée sur ce point par celles de plusieurs autres Etats. La législation fédérale lorsqu'il s'agit de litiges commerciaux survenus entre ressortissants d'Etats différents et portant sur un objet supérieur à 3.000 \$ a adopté des dispositions semblables¹.

Nous examinerons soit en Droit français, soit en Droit allemand, soit d'après l'Arbitration Act anglais, soit éventuellement d'après la loi d'arbitrage de New-York, prototype de toutes les lois américaines récentes, la réglementation légale de l'arbitrage et les sanctions qui lui sont appliquées. Nous étudierons tout d'abord les conditions de validité de la convention d'arbitrage, les qualités requises des arbitres, la procédure qu'ils auront à suivre, dans quelle mesure, à défaut de la volonté exprimée par les parties sur ce point, la loi est intervenue pour y suppléer. Il nous faut enfin envisager l'exécution forcée de la convention d'arbitrage et par suite des sentences arbitrales dans les différents pays.

§ 2. — Organisation légale de l'arbitrage.

a) *Conditions de validité de la convention d'arbitrage.*

— Sur la validité même de l'arbitrage il y a unanimité. Les différents types de législation que nous étudions reconnaissent tous cette forme de procéder avec une faveur d'ailleurs plus ou moins grande. Mais si l'arbitrage

1. On trouvera le texte de ces lois au *Jb.*, I, p. 206 et s.

est reconnu unanimement, les conditions de forme et de fond auxquelles est subordonnée la validité du compromis ou de la clause compromissoire ne sont point partout les mêmes.

Le Droit anglais¹ exige la rédaction d'un écrit signé des parties, le Droit allemand n'exige au contraire aucune condition de forme. La loi française exige aussi l'intervention d'un écrit au moins *ad probationem* (art. 1005 C. P. C.). Elle exige, de plus, que les parties désignent dans l'acte « les objets du litige et le nom des arbitres, à peine de nullité » (art. 1006 C. P. C.) Elle interdit tout compromis sur des matières touchant à l'état des personnes ainsi qu'aux questions d'aliments, elle ne permet cette procédure qu'à ceux qui sont majeurs et maîtres de leurs droits. Quant au droit allemand, il exige chez les parties la capacité de consentir une transaction. En droit anglais, il suffit de pouvoir disposer des droits sur lesquels on entend compromettre².

L'exigence dans le C. P. C. d'une désignation précise des objets en litige semble interdire la possibilité d'une clause compromissoire, tout compromis devant en effet indiquer l'objet du litige, celui-ci ne pouvait viser qu'une contestation déjà née. C'est bien ainsi que l'article 1006 du P. C. C. était interprété par la jurisprudence

1. Arbitration Act, sect. 27. Cette solution est d'ailleurs consacrée par la jurisprudence; voir p. *supra*. *Caerleon Tinplate Co v. Hughes*, 1891 (60 L. S. G. B. 640).

2. V. Kahn, *Journal of Comp. legisl.*, 1930, part. I, p. 61.

frangaise¹. Aussi a-t-il fallu qu'intervint la loi du 31 décembre 1925 pour reconnaître la validité de la clause compromissoire au moins pour les litiges d'ordre commercial. En ce qui concerne les litiges d'ordre civil, rien n'est changé à l'état de choses antérieur.

En Allemagne, la loi permet au contraire expressément une convention portant sur des contestations futures se rattachant à un lien de droit déterminé². En Angleterre, la validité de cette convention est admise dans les termes les plus larges³. Quant à la loi d'arbitrage de l'Etat de New-York, elle admet la validité de la clause d'arbitrage dès lors qu'elle se trouve insérée dans un contrat écrit.

b) *Désignation des arbitres et composition du collège arbitral.* — Les parties, de par le compromis, substituent aux juges normalement compétents des arbitres qu'elles désignent et investissent elles-mêmes. C'est donc à la volonté des parties qu'il faut s'en rapporter en premier lieu quant à la composition du collège arbitral

1. Depuis l'arrêt de cass. du 19 juillet 1843 (S. 1843.1.561).

2. Il y a lieu cependant de signaler une série de lois récentes qui sont venues apporter un certain nombre de restrictions à la faculté de compromettre. V. en particulier : la loi sur les bourses du 27 mai 1908, art. 28, la législation sur les loyers, loi du 1^{er} juin 1923, art. 49, la loi du 2 novembre 1923 sur les Cartels, et la loi du 23 déc. 1926 sur l'organisation d'une juridiction du travail, art. 91 et s.

3. « In the widest possible terms » (Butterworth ten years n° 34.) Ainsi la clause contenue dans les statuts de la Liverpool Corn trade Association (art. 17) aux termes de laquelle, « All disputes arising out of the transactions connected with the trade shall be referred to the arbitrator » est parfaitement valable et obligatoire pour les membres de ladite association. V. Steiner, p. 62.

ou au mode de désignation de l'arbitre unique s'il y a lieu.

La loi laisse, à ce point de vue, dans les différentes législations, toute liberté aux parties, et même dans la législation française, il est fait obligation aux parties de désigner dans le compromis le nom des arbitres à peine de nullité, au même titre que l'objet du litige sur lequel ils auront à statuer. Ce système cependant, supposant un compromis sur un litige actuel qu'il s'agit de régler immédiatement, ne répond pas à tous les desiderata des intéressés. Dès lors que l'on se trouve en présence d'une clause soumettant à l'arbitrage des litiges à venir et simplement éventuels, la nomination des arbitres par avance n'est pas toujours possible ni pratique. Il faut donc — et c'est ce que fait implicitement en France la loi de 1925 — admettre que les parties peuvent se borner à fixer par avance le mode de désignation des arbitres.

Mais les législations étrangères vont plus loin, admettant que les parties aient simplement prévu le recours à l'arbitrage, sans aucune indication sur la désignation éventuelle des arbitres. Dans la législation allemande, l'art. 1028 du code de procédure, dispose qu'en ce cas chaque partie désignera un arbitre, la partie la plus diligente invitant l'autre, au moment même où elle procède à cette désignation, à l'imiter dans un délai d'une semaine (art. 1029). La notification à la partie adverse d'une désignation d'arbitre, lie celui qui y a procédé (art. 1030).

Le remplacement de l'arbitre, s'il y a lieu, se fait dans les mêmes conditions (art. 1031). Les législations anglo-saxonnes prévoient la nomination d'un arbitre unique sauf la volonté contraire des parties¹.

Du fait que le litige va être soumis à l'appréciation d'un particulier, il semble normal d'exiger en la personne de celui-ci des conditions de capacité rigoureuses. Ce n'est cependant pas la solution qui prévaut en pratique. Les diverses législations se fient en principe aux parties pour le choix des arbitres, et leur laissent à cet égard une très grande liberté. C'est ainsi que les différentes législations admettent en principe la possibilité de s'adresser à un étranger². Il n'y aurait non plus aucune nullité de principe si la sentence intervenait de la part d'un incapable (mineur ou femme mariée) régulièrement désigné. Il va de soi que le cercle des personnes pouvant être appelée aux fonctions d'arbitre pourrait être restreint par la convention des parties.

La volonté des parties semble donc souveraine quant au choix des arbitres ; il n'en faudrait pas conclure qu'une partie puisse imposer à l'autre l'intervention d'un arbitre dont il y aurait juste raison de suspecter l'indépendance. C'est dans le droit de récusation que la plupart des législations ont cherché le moyen d'assurer

1. Arbitration Act 1889, first schedule (a). New-York Arbitration Law, art. 4.

2. « L'Arbitrage commercial et la Loi française », « Les étrangers arbitres », « L'Arbitrage commercial et la Loi allemande », « Choix des arbitres ». Concernant le Droit anglais, v. Kahn, *Journal of Comp. Legisl.*, 1930, t. I, p. 63.

à la juridiction arbitrale les garanties d'une justice impartiale. Cette question de la récusation présente donc ici un intérêt beaucoup plus considérable que celui qu'elle a en ce qui concerne les magistrats.

Dans les législations française et allemande, un arbitre peut être récusé pour toutes les raisons qui permettraient la récusation d'un juge¹. D'après la loi allemande, la récusation est également possible lorsqu'un arbitre, qui n'a pas été désigné dans la convention d'arbitrage, diffère indûment l'accomplissement de sa mission. De son côté, le Droit anglais admet très largement qu'un arbitre puisse être écarté ou que la sentence puisse être annulée dès lors que son impartialité pourrait être suspectée : la notion de « *misconduct* » est très largement entendue².

c) *Procédure arbitrale*. — L'intervention de simples particuliers investis du pouvoir de juger pouvait présenter quelques dangers si une réglementation précise ne venait leur fixer certaines règles de conduite destinées — comme le sont les règles de forme de toute procédure — à assurer la régularité de l'information et de la décision qui doit s'en suivre. Il apparaît en effet nécessaire, que les parties puissent se rendre compte

1. Art. 1032 Z. P. O. La jurisprudence française adopte la même solution, voir p. 62 *infra*.

2. Arbitration Act, sect. I. V. également Kahn, *op. cit.* La jurisprudence américaine semble au contraire dans ses dernières décisions tendre à limiter la portée de ce terme; v. Stefano Berizzi C°, inc v. Krauss *supr. Court*, *appellate div. New-York*, 7 mars 1924, *Ib.*, I, 346).

de la manière dont les arbitres sont arrivés à se former une conviction, et cependant, il semble bien difficile d'exiger d'un simple particulier remplissant d'une façon bénévole et occasionnelle les fonctions d'arbitre, l'observation des règles de procédure complexes auxquelles sont habitués les magistrats de profession. Le législateur doit faire le départ entre ces deux exigences contradictoires.

Le Droit anglais laisse aux arbitres la plus grande liberté dans l'instruction de l'affaire. En Droit allemand les arbitres se voient imposer l'obligation tout à fait générale d'« entendre les parties et, pour autant qu'ils l'estiment nécessaire, élucider les faits qui sont à la base du litige » (art. 1034 Z. P. O.). Quant à la procédure à suivre, la détermination en est laissée à la convention des parties, et à défaut au libre jugement des arbitres. Le Droit français, plus rigoriste en ses termes exige l'observation des délais et des formes établis pour les tribunaux, si les parties n'en ont convenu autrement (art. 1009 C. P. C.). De cette liberté qui leur est laissée les parties feront usage en particulier dans le cas où elles confèrent aux arbitres les pouvoirs d'arbitres amiables compositeurs.

Il s'agit là d'une clause spéciale du compromis en vertu de laquelle les parties dispensent expressément l'arbitre de l'application des règles ordinaires de la procédure, pour lui permettre de statuer en équité. Semblable convention s'apparente de très près à un mandat qui serait donné à l'arbitre de fixer les obligations réci-

proques auxquelles les parties se soumettraient par avance. Cependant il ne faut voir nous semble-t-il dans cette clause qu'une simple extension des pouvoirs de l'arbitre et non un changement apporté à la nature même de ces pouvoirs¹.

Le code exige de plus que le compromis impartisse aux arbitres un certain délai pour l'accomplissement de leurs opérations (ce délai est d'ailleurs susceptible d'être prolongé). Mais « le compromis sera valable encore qu'il ne fixe pas de délai; et, en ce cas, la mission des arbitres ne durera que trois mois, du jour du compromis » (art. 1007).

Il est cependant une autre limite encore qui semble s'imposer aux pouvoirs des arbitres. L'arbitre juge, nous l'avons vu, mais n'étant point dépositaire de la puissance publique, il ne peut ordonner. Lorsqu'il s'agira de contraindre des témoins à comparaître, de déférer un serment, d'ordonner une mesure provisoire, dans toutes ces éventualités, il sera obligé de recourir aux tribunaux qui seuls peuvent donner les ordres nécessaires à cet effet. Le Droit allemand prévoit expressément le recours aux tribunaux pour tous les actes judiciaires que les arbitres n'ont pas pouvoir d'accomplir (art. 1036 Z. P. O.), mais il attribue aux parties (et non à l'arbitre) la possibilité de requérir ces mesures. Une particularité spéciale aux législations anglo-saxonnes

1. La Cour Suprême de Leipzig a reconnu que l'arbitre amiable compositeur n'exédait point ses pouvoirs en vendant de son propre chef la marchandise litigieuse, et ceci parcequ'il doit être considéré comme le mandataire des parties (R. G. 30 avril 1901 cité par Haeger).

permet de se passer de ce recours aux tribunaux concernant l'audition de témoins. Toute partie à un litige peut en effet citer en justice un témoin, le faire contraindre à se présenter sous peine de poursuite pénales¹. Le droit de requérir la prestation de serment est expressément reconnu à l'arbitre, contrairement aux dispositions du Droit allemand².

Quant au Droit français, le silence qu'il garde sur ce point conduit à penser que le législateur n'a pas entendu attribuer à l'arbitre des pouvoirs de contrainte d'aucune sorte. Pratiquement la question se poserait de savoir si l'arbitre pourrait demander par la procédure de référé que soient ordonnées les mesures provisoires ou de contrainte qui s'imposeraient³.

d) *La sentence arbitrale*. — Les pouvoirs de l'arbitre semblent donc sur bien des points devoir rester inférieurs à ceux du juge, et cependant la volonté des parties pourrait lui donner des pouvoirs qui ne sauraient appartenir à des magistrats dont l'investiture ne dépendrait point de cette volonté.

Lorsqu'il s'agit de prendre une décision, l'on peut se demander si l'arbitre est toujours tenu comme le doit

1. Sect. 8 Arbitration Act.

2. Sect. 7a Arbitration Act.

3. D'après Morel (p. 532), le juge du référé ne pourrait pas intervenir dans un cas pareil. Au point de vue pratique ce serait là une solution regrettable et qui ne cadrerait, semble-t-il, ni avec l'esprit de la loi de 1925, loi de diffusion de l'arbitrage, ni avec les pouvoirs très larges que l'on reconnaît par ailleurs au juge du référé. Il est vrai que le tribunal compétent serait le Trib. de commerce. V. Cass., 27 nov. 1860.

faire un magistrat, de s'en tenir à l'application de la loi, ou s'il peut juger en pure équité, sous la seule réserve du respect des principes d'ordre public. Lorsque le juge se trouve en effet saisi d'un litige, il ne saurait se départir de la stricte application de la loi qui seule peut lui dicter les conditions d'une bonne justice. Lorsqu'il s'agit pour lui d'interpréter les textes, il ne saurait s'abstraire de la préoccupation de considérer non point seulement l'espèce en elle-même, mais également les conséquences possibles de cette interprétation pour d'autres hypothèses susceptibles de se présenter. Toute décision de justice peut être invoquée comme un précédent, et former le premier élément d'une jurisprudence.

Pour l'arbitrage il n'en va pas ainsi, nous l'avons déjà indiqué, et, de ce fait, il est possible de lui reconnaître une liberté plus grande dans l'application du droit aux faits par lui reconnus. Sa conviction n'aura point à se former selon les règles formalistes que la loi peut imposer aux magistrats quant à l'établissement de la preuve. Le Droit allemand s'en remet sur ce point à sa conscience, quant au Droit français, il n'impose à l'arbitre que le seul respect des formes de la procédure, encore que les parties puissent l'en dispenser.

Sans doute l'application de la loi peut apparaître chose plus grave encore que la libre formation de la conviction chez l'arbitre; mais là encore, à défaut de volonté exprimée par les parties, le droit allemand lui donne entière

liberté de décision¹, sous réserve du pouvoir limité de révision du juge, auquel l'exéquatur serait demandé, dans le cas où il aurait été porté atteinte à une disposition d'ordre public. La loi française oblige au contraire les arbitres à se conformer aux règles du Droit. Cette obligation est pratiquement sanctionnée par le droit d'appel ouvert aux parties quel que soit le montant du litige, mais les parties peuvent y renoncer par avance en donnant aux arbitres les pouvoirs d'amiable compositeur (art. 1019 C. P. C.). Il n'est cependant pas douteux que les parties ne sauraient prétendre donner aux arbitres la faculté de porter atteinte aux règles qui touchent à l'ordre public.

Le droit anglais soumet implicitement l'arbitre aux mêmes principes que le juge concernant l'application de la loi². S'il ne conçoit pas que l'arbitre puisse jouir de pouvoirs plus étendus, il lui permet par contre de s'en remettre pour l'accomplissement des principes aux

1. La question de savoir si l'arbitre était tenu d'appliquer la loi, a fait en Allemagne l'objet d'une polémique récente, à laquelle prirent part des auteurs tels que Etermann, Kann, Nussbaum. (V. Bibl. et Mittelstein, *Jb.*, I, p. 44, note 56. Nussbaum, *J. W.*, 1926, p. 13) qui, contrairement à la pratique suivie, contestent aux arbitres le droit de juger en équité. Il n'est cependant pas douteux que le législateur allemand ait entendu les dispenser de l'application stricte de la loi. « Les parties en compromettant veulent éviter les difficultés et les complications qui résultent de l'application du droit positif : elles entendent accepter la solution que les arbitres dicteront *ex aequo et bono* en leur conviction et conscience. Ce but ne peut, en général, être atteint que si les arbitres ne sont pas astreints à se conformer en leur sentence aux dispositions du droit civil » (Hahn, I, p. 495). On ne peut être plus clair que ce passage de l'exposé des motifs du Z. P. O.

2. V. Roger Bacon (p. 74 et s.). Aussi les arbitres anglais ont-ils l'habitude de ne point motiver leurs sentences pour que celles-ci ne donnent point prise aux critiques éventuelles de la Cour.

juge en se contentant de lui soumettre un exposé des faits auxquels cette application devra être faite.

Aux Etats-Unis, au contraire, se marque une tendance très nette à considérer l'arbitre comme un juge d'équité¹.

Lorsqu'il s'agit de statuer, les arbitres, s'ils sont plusieurs, peuvent ne pas arriver à se mettre d'accord. D'après la loi allemande (art. 1033) au cas où, conformément aux dispositions de l'article 1029, chacune des parties aurait nommé un arbitre, le compromis deviendrait caduc du fait du partage à moins que les parties n'aient prévu le cas et n'y aient pourvu en admettant la nomination éventuelle d'un tiers arbitre. Disposition peu heureuse, et qui ne correspond guère à la volonté présumée des parties qui en toute occurrence voudraient voir aboutir l'arbitrage. — Ce qui n'est en Allemagne qu'une simple faculté est la règle en droit français; en cas de partage entre les arbitres, la nomination d'un tiers arbitre est prévue par la loi qui en confie le soin aux arbitres eux-mêmes. Au cas même où interviendrait un désaccord sur la nomination du tiers arbitre, il n'y aurait pas lieu pour cela de renoncer à l'arbitrage, mais il appartiendrait au président du tribunal de procéder à cette nomination (art. 1017). Le tiers arbitre ne peut d'ailleurs que se décider en faveur de l'un ou de l'autre des avis sur lesquels s'est produit le partage (art. 1018, al. 2). En Droit allemand au contraire, si les parties

1. V. *infra*.

sont convenues d'un nombre impair d'arbitres, la décision sera prise à la majorité absolue des voix, sauf convention contraire.

La sentence à laquelle les arbitres doivent aboutir, ne saurait en principe se réduire en France à un simple dispositif. A moins que les parties n'aient donné à l'arbitre les pouvoirs d'amiable compositeur la sentence doit être motivée, ainsi que l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 en impose la stricte obligation au juge. Il en va de même en Allemagne, où les parties pourraient d'ailleurs renoncer à se prévaloir du chef d'annulation de la sentence résultant du fait qu'elle ne serait pas motivée (art. 1014 Z. P. O.). En Angleterre et en Amérique au contraire, la loi n'impose pas cette obligation et en pratique d'ailleurs les sentences y sont rarement motivées¹.

Si dans la loi française la signature de tous les arbitres n'est pas absolument obligatoire (art. 1016), la majorité pouvant constater que la minorité a refusé de signer, en Droit allemand, de par l'article 1039, obligation est faite aux arbitres de signer la sentence avec indication de la date de sa rédaction; signification en est faite aux parties. Ce formalisme de la loi allemande concernant la sentence, contraste singulièrement avec les dispositions correspondantes des autres codes, et l'ensemble des dispositions du Code de Procédure du Reich par ailleurs si libérales.

1. Voir *The practice of commercial arbitration*, p. 64.

§ 3. — Sanctions de la convention d'arbitrage

Les différentes législations que nous envisageons reconnaissent et sanctionnent le compromis et les obligations qui en résultent. Ces obligations, nous l'avons vu, sont essentiellement celles de recourir à l'arbitrage et par conséquent d'accomplir ce qui est nécessaire pour que ce recours puisse intervenir utilement, et d'exécuter la sentence que les arbitres auront rendue.

Dès avant la décision, l'une des parties peut en effet prétendre se dérober à la procédure par elle acceptée, en particulier en assignant l'autre partie devant les tribunaux compétents. Il est bien évident que le compromis perdrait toute valeur si l'on admettait la possibilité au gré d'une seule des deux parties de se dérober à la procédure d'arbitrage. Un accord de volonté est intervenu; il est conforme à toutes les règles de droit que seul un nouvel accord de volonté puisse lui enlever sa force obligatoire. Dans le droit coutumier anglais¹, encore aujourd'hui en vigueur dans de nombreux Etats des Etats-Unis d'Amérique, était cependant admise la faculté de dénoncer unilatéralement le compromis dans tous les cas jusqu'au moment où les arbitres avaient commencé leurs opérations. Il s'agit là d'une possibilité de dénoncer unilatéralement un contrat considéré comme trop exorbitant du Droit commun, du fait qu'il se pro-

1. Voir Sturges, *Jb.*, p. 12 et s.

posait de soustraire les parties à leurs juges naturels : « To oust the courts of their jurisdiction » disent les anciens « cases ». La défiance envers l'arbitrage n'allait pas cependant jusqu'à n'accorder au compromis d'autres effets que la création d'une simple obligation naturelle; la Common law se refusait à contraindre les parties à son exécution directe et ne leur laissait qu'un recours en dommages-intérêts, d'ailleurs purement nominaux. C'est une solution qui ne saurait aujourd'hui s'expliquer que comme une survivance archaïque et d'ailleurs très violemment critiquée de l'autre côté de l'Atlantique¹ où des lois récentes tendent à exclure de plus en plus².

Le compromis exclut sans doute le recours aux tribunaux; mais cela n'implique pas que lorsqu'il y a lieu de forcer la résistance de l'une des parties les tribunaux n'aient à intervenir. Leur rôle consistera à forcer l'exécution du compromis tout en maintenant à l'arbitrage le caractère d'impartialité sans lequel il ne saurait avoir d'autorité.

Si l'une des parties saisit les tribunaux en assignant son adversaire devant eux, il suffira au défendeur de se prévaloir du compromis en tant qu'exception de compétence. Cela ne fait aucun doute en droit français, ainsi

1. Voir J. H. Cohen.

2. Voici la liste des Etats qui ont légiféré dans ce sens : New-York (1920); New-Jersey (1923); Oregon (1925); Massachusetts (1925); Territoire de Hawaii (1925); Californie (1927); Pensylvanie (1927); ajoutons la loi fédérale entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1926. D'autre part dans deux Etats, le Washington et le Colorado, les Cours suprêmes ont sanctionné pleinement la clause d'arbitrage de leur propre mouvement, sans que le législateur soit intervenu. Voir Sturges, *Jb.*, II, p. 104.

qu'en droit allemand¹; mais en droit anglais une très grande latitude était accordée au tribunal qui pouvait se déclarer compétent. Il refusait en particulier de se désaisir si le litige soulevait une difficulté de droit sérieuse². Mais en vertu d'un amendement récent³, intervenu à la suite de la ratification par l'Angleterre du Protocole de Genève⁴, le juge anglais est en principe tenu de renvoyer les parties devant les arbitres en pareil cas.

*
**

Sans violer directement la convention d'arbitrage, l'une des parties peut cependant faire preuve de mauvaise volonté lorsqu'il s'agit de la mettre en pratique, en particulier elle peut se refuser à nommer un arbitre, ou différer indéfiniment cette nomination. L'autre partie peut alors saisir le tribunal de l'incident et lui faisant constater qu'il a de son côté rempli ses obligations, lui demander d'intervenir, pour achever la constitution de la juridiction arbitrale. En droit allemand, dans le cas où l'une des parties désigne un arbitre, l'autre s'abstient de faire de même, la partie la plus diligente signifiant à son adversaire la nomination par elle faite, le somme de procéder à semblable désignation dans le délai d'une semaine. Ce délai passé, il peut être demandé au tribunal compétent de procéder à la désignation d'un

1. Voir note 1, p. 33 *supra*.

2. Voir sect. 4 Arbitration Act (« The court *may* make an order staying the proceedings »). Butterworth, ten years n° 38 et Sutton, *Jb.*, I, p. 58 *in fine*.

3. V. The Arbitration Clauses (Protocol) Act, 1924, v. *Ib.*, t. I.

4. V. *infra*.

arbitre aux lieu et place de celui que devait nommer la partie défaillante (art. 1029 Z. P. O.). Le même pouvoir est également reconnu aux tribunaux par les législations anglo-saxonnes, mais ici le litige sera soumis à un seul arbitre nommé par le tribunal à moins que les parties n'en aient convenu autrement¹. Mais l'Arbitration Act contient une disposition tout à fait remarquable (art. 6) aux termes de laquelle et si après mise en demeure préalable, l'une des parties néglige de procéder à la désignation de son arbitre dans les sept jours, le litige sera soumis au seul arbitre nommé par l'autre partie. L'arbitre ainsi nommé pourrait d'ailleurs, être révoqué par le tribunal.

En droit français, le code de procédure semble exclure la question en imposant à peine de nullité du compromis, la nomination des arbitres dans cet acte même; mais la loi de 1925 qui permet l'usage de la clause compromissoire en matière commerciale, sans imposer l'indication du nom des arbitres, n'a prévu aucun procédé pour suppléer à la négligence ou à la mauvaise volonté de l'une des parties. La difficulté avait été aperçue lors de la discussion du texte nouveau au Sénat, mais pour ne pas faire revenir le projet devant la Chambre des députés, l'on a renoncé à le compléter sur ce point². C'est donc à la libre convention des parties ou à défaut

1. Voir p. 65, note 1.

2. Voir deuxième rapp. Catalogne, Sénat, Doc. parlement., *J. O.*, du 27 nov. 1925, annexe 44; cf. Robert, p. 21.

à la jurisprudence¹, qu'il appartient de trouver une solution répondant aux besoins pratiques.

L'obligation qui est faite aux arbitres d'entendre les parties, peut également se heurter au refus de comparaître opposé par l'une d'elles; l'arbitre en ce cas peut-il passer outre et rendre sa sentence ? La loi ne prévoit pas le cas. Il ne saurait ici être fait une stricte application des règles de la procédure par défaut devant les tribunaux. Mais l'arbitre ayant toute latitude pour apprécier le bien fondé des prétentions respectives des parties sur le vu des documents de la cause, pourra sembler-il, rendre une décision valable, s'il ne peut amener la partie récalcitrante à comparaître de bon gré.

*
**

La sentence intervenue, les parties doivent s'y soumettre et l'exécuter de bon gré. L'on obtiendra ainsi ce qui est le but même de l'arbitrage, la solution complète d'un litige sans l'intervention de l'autorité publique. Mais là encore, cette bonne volonté peut manquer chez la partie condamnée. Le fait que c'est un particulier non investi de la puissance publique qui a rendu la sentence offre en effet une certaine tentation d'en contester le bien fondé ou la régularité. Or nous savons que si les arbitres, de par leur institution, ont pouvoir de juger, ils n'ont point celui de donner des ordres et en particulier de mettre en mouvement la force publique; leur décision en elle-même serait donc dépourvue de sanctions

I. Voir p. 34 *supra*.

pratiques si la loi ne prévoyait une procédure particulièrement simple, grâce à laquelle, sur simple visa de l'autorité judiciaire, la sentence serait revêtue de la force exécutoire.

Toutes les législations sont d'accord sur ces principes, toutes s'efforcent aussi de faciliter la procédure grâce à laquelle la sentence sera susceptible d'exécution forcée, mais il s'en faut et de beaucoup que cette procédure soit partout pratiquement agencée.

Sans vouloir entrer dans le détail de cette question capitale mais que d'autres¹ ont étudiée d'une façon plus approfondie, que nous ne pourrions le faire ici, qu'il nous suffise d'indiquer en deux mots les solutions du droit positif.

Le droit français réduit l'exequatur à un simple contrôle de forme de la part du président du tribunal². En Droit anglais la sentence est susceptible d'être rendue exécutoire par une procédure sommaire dans les mêmes conditions qu'un jugement de tribunal.

La vérification du juge aura une portée plus considérable que celle prévue par la loi française. En effet, s'il apparaît qu'un principe de droit a été violé, ou que certains faits ont été méconnus par les arbitres, l'exequatur ne doit pas être accordé. Toutefois il résulte d'une jurisprudence récente que si la sentence est valide en apparence le tribunal ne l'infirmes point. Dès lors

1. V. l'excellente thèse de Brachet.

2. V. « L'Arbitrage commercial et la Loi française », E, formule exécutoire.

qu'une des parties ne réside point dans le ressort de la Cour (cour du banc du roi, ou juge de référé) chargé de l'exécution, il devient nécessaire d'intenter une véritable action en justice¹.

En Allemagne, une loi de 1924 avait introduit une procédure simplifiée par ordonnance (Beschlussverfahren), mais laissait subsister la procédure par jugement dès lors que l'une des parties invoquait la nullité de la sentence, de ce fait la procédure d'exequatur devait être suspendue par cette demande. Cette disposition qui avait prêté à de très vives critiques fut modifiée tout récemment par la loi du 25 juillet 1930, qui maintient pour l'exécution une procédure simplifiée même lorsque la nullité de la sentence n'est pas invoquée. Cette loi apporte une amélioration très sensible en liant les deux procédures, et en permettant au juge de rejeter une demande d'annulation qui ne lui paraîtrait pas fondée, enfin en prescrivant l'exécution provisoire de la sentence². Mais sur d'autres points elle marque une réaction très nette dans le sens d'une sévérité plus grande envers les sentences arbitrales³. Le Droit français dispose également que les règles sur l'exécution provisoire des jugements des tribunaux sont applicables aux jugements arbitraux (art. 1024).

1. V. Bellot, Clunet, 1923, p. 797 et s.; et *Butterworth's ten years*, 1898-1907, n° 21. « When an arbitrator has gone wrong in a point of law, and his error in law appears on the face of the award, it is a good ground for setting it aside. »

2. V. Jonas, *Die Novelle zum schiedsrichterlichen Verfahren*, etc.

3. V. Prager, *Die Reform des Schiedsverfahrens*.

*
* *

Les sentences peuvent prêter à contestation lorsque les parties invoquent la méconnaissance par l'arbitre d'une disposition légale qui s'imposait à lui, soit quant à la forme de la procédure, soit quant à la décision sur le fond. Elles peuvent aussi lui reprocher d'avoir excédé les pouvoirs que le compromis lui avait limitativement attribués; en ce cas le refus de s'incliner devant une telle sentence doit être apprécié par les tribunaux, et si ceux-ci le déclarent fondé, il y aura annulation de la sentence reprochée.

En Droit allemand, cette action en nullité doit en principe être intentée avant que la sentence n'ait reçu force exécutoire; l'on peut même prendre les devants en saisissant le tribunal, avant tout dépôt de la sentence, d'une demande en nullité fondée sur l'un des motifs énumérés par la loi, nullité du compromis, irrégularité de la procédure, illicéité de l'acte auquel on prétend contraindre la partie condamnée, non représentation régulière d'une partie à l'instance, à moins qu'elle n'en ait approuvé la marche; requête civile dans les termes du droit commun; défaut d'audition de l'une des parties; défaut de motifs de la sentence; les parties pouvant, d'ailleurs, renoncer par avance à se prévaloir de ce dernier moyen (art. 1041 Z. P. O.). Cette énumération est limitative, mais ces termes sont assez compréhensifs pour garantir très largement la régularité de la procédure arbitrale. L'appel au contraire est formellement

exclu¹. Tout au plus les parties pourraient-elles prévoir un recours éventuel devant une cour arbitrale supérieure; en aucun cas l'appel ne pourrait être porté devant les tribunaux ordinaires.

En Droit français, en principe la sentence arbitrale n'est pas susceptible d'opposition; mais les parties peuvent s'opposer à l'obtention de l'exequatur (ou à son refus). Cette opposition doit intervenir dans la huitaine, pour excès de pouvoir des arbitres, irrégularité de la forme de la sentence; aucune contestation sur le fond n'est admise (art. 1028 C. P. C.).

Mais s'il fait peu de place à la procédure d'opposition, le Droit français ne considère la sentence que comme une décision. En tous cas par conséquent, l'appel sera possible, soit devant les tribunaux de première instance, si le litige eût été de la compétence du juge de paix, soit devant la cour d'appel, si un tribunal eût dû en connaître (art. 1023 C. P. C.). L'appel est admis quelle que soit la valeur du litige, mais les parties peuvent y renoncer lors et depuis le compromis (art. 1010 C. P. C.²). Elle le font d'ailleurs tacitement lorsqu'elles confèrent à l'arbitre les pouvoirs d'amiable compositeur.

Un pourvoi en cassation peut intervenir également.

1. Cela résulte implicitement de l'art. 1040 Z. P. O. qui assimile la sentence arbitrale à un jugement passé en force de chose jugée, et n'a d'ailleurs jamais été contesté. V. Mittelstein, *Hans. R. Z.*, 1925, p. 9.

2. Aussi semble-t-il bien que le pacte de renonciation à l'appel contenu, non dans le compromis, mais dans la clause compromissoire serait nul; v. Pozzi, brochure C. C. I., n° 13, p. 12. Cette solution accentuerait encore les inconvénients de ce droit d'appel qui nous paraît assez peu en harmonie avec l'esprit même de l'arbitrage et tend à en restreindre la valeur pratique.

lorsque l'ordonnance d'exécution est attaquée ou (art. 1028 *in fine*) contre la décision d'appel intervenue sur une sentence arbitrale. La requête civile est également admise dans les termes du droit commun (art. 1020), mais c'est là une procédure qui pratiquement ne s'exerce jamais.

Quant au Droit anglais, il présente au point de vue des recours possibles des particularités lui donnant une physionomie tout à fait particulière. Le législateur anglais a cherché les garanties d'une bonne justice dans la possibilité donnée aux parties de s'en rapporter aux tribunaux pour trancher les questions de droit pouvant surgir au cours de l'arbitrage. Il a craint à tort ou à raison que les arbitres qui ne sont généralement pas des juristes fassent une fausse application du droit, et il a jugé utile de prendre des précautions qui permettent aux parties de faire redresser par les tribunaux les erreurs commises.

Les dispositions édictées à cet effet sont de deux ordres¹. Tout d'abord, aux termes de la section XIX de l'Arbitration Act, chacune des parties a le droit au cours de l'instruction de l'affaire d'obliger les arbitres à demander l'avis du tribunal sur tel point de droit qu'elles jugeront utile. L'arbitre sera tenu de s'incliner², et sera lié par la décision du juge auquel il

1. V. Pierre Gide, *Clunet*, 1926, p. 874 et s. « Les articles VII et XIX de l'Arbitration Act 1889 ».

2. Si l'arbitre ne donnait pas suite à cette demande, il risquerait d'être destitué, ou de voir annuler sa sentence pour cause de « misconduct ». V. *Arb. Act*, sect. X.

en aura été référé. L'arbitre n'en restera pas moins saisi du litige et maître du débat; il pourra rendre une sentence en fait et non motivée sans recours possible de la part de la partie perdante. D'autre part, il s'agirait là d'une procédure rapide qui ne paraît pas être de nature à retarder beaucoup la solution du litige¹.

A cette possibilité réservée aux parties de demander, au cours de l'arbitrage, l'avis du tribunal sur un point de droit déterminé, s'en ajoute une seconde; celle de demander aux arbitres de rédiger leur sentence sous une forme particulière prévue par la section VII de l'Act de 1889. (*Special case for the opinion of the court*). Cette disposition permet à l'arbitre de ne pas trancher tous les points de droit dont dépendrait la solution du litige. Il rendra la sentence sous la forme d'une alternative dont la solution dépendra des questions de droit sur lesquelles il n'aura pas pris position. L'une ou l'autre partie pourrait alors porter la sentence, comme une affaire ordinaire devant la « *Kings Bench Division* », premier degré de juridiction. La Cour prendra position sur la question de droit restée entière, et tranchera par là-même l'alternative laissée ouverte par l'arbitre. La décision de première instance est susceptible d'appel et pourrait même rebondir jusqu'à la Chambre des Lords. Quoiqu'il en soit, en demandant le « *special case* » les parties se

1. Déclaration de M. Burgin au Comité d'Etude de l'arbitrage de la C. C. I, 5^e session, 17 mars 1930. Toutefois le tribunal qui statuera, au lieu d'être composé d'un seul juge comme il est coutume en Angleterre, comprendra trois juges. V. P. Gide, Clunet, 1926, p. 877.

réservent la faculté de discuter les conclusions de la sentence devant les tribunaux. Toutefois le tribunal ne saurait revenir sur les conclusions de fait de l'arbitre. Le rôle de l'arbitre se borne ici à être celui d'un expert élaborant un projet de sentence, auquel le tribunal aura à faire l'application des règles de droit.

Toutefois, à la différence de la section XIX, la section VII de l'Arbitration Act, n'oblige point l'arbitre à donner suite à la demande d'une des parties à cet égard¹. Mais il est rare en pratique qu'un arbitre invité à rédiger sa sentence sous la forme d'un « special case », s'y refuse. Il préférera d'ailleurs en général soumettre sous cette forme le point de droit contesté au tribunal, plutôt que d'interrompre ses opérations avant d'avoir élucidé tous les faits qui sont à la base du litige.

Si au contraire la section VII n'a pas été invoquée, et si l'arbitre s'est senti en mesure de rendre une décision définitive et inconditionnelle, aucune voie de recours ne sera plus recevable. Sans doute la partie perdante pourrait-elle opposer au cours de la procédure d'exequatur la violation d'une règle de droit ou une faute lourde de l'arbitre (misconduct), mais la sentence ne pourra pas être révisée au fond. Tout au plus le tribunal pourrait-il renvoyer les parties à se pourvoir à nouveau de-

1. Sect. VII Arb. Act : « The arbitrators... *have power... b)* to state the award... in the form of a special case... » V. Ralph Sutton, *Jb.*, I, p. 60; Gide, p. 877.

vant les arbitres afin que ceux-ci complètent ou modifient leur décision¹.

Tel est dans son ensemble le système de l'Arbitration Act. On peut se demander quelle est la valeur pratique d'un tel système. On peut penser que le contrôle toujours possible des tribunaux constitue la meilleure des garanties des droits des plaideurs, qu'il n'est pas mauvais d'autre part que l'arbitre, qui parfois est un profane en matière de droit, se limite aux questions de fait et s'en remette aux tribunaux du soin de décider le droit². Enfin, si l'arbitrage connaît en Angleterre une faveur si grande, n'est-ce point que l'on y recourt, souvent précisément à raison des garanties qu'offre une intervention toujours possible des tribunaux³. Ces raisons que l'on invoque en faveur des dispositions de la loi anglaise, méconnaissent nous semble-t-il l'esprit et la nature véritable de l'arbitrage. Qu'il suffise à une partie de mauvaise foi de poser au tribunal une question de droit quelconque à un moment quelconque de l'instance pour mettre l'arbitrage en échec, voilà qui paraît peu compatible avec l'esprit de notre institution. Le principal intérêt de l'arbitrage n'est-il pas, pour la plupart de ceux qui y recourent, d'éviter l'intervention des tribunaux et d'obtenir la solution rapide d'un litige ?

Cela est si vrai que les grandes associations sous les

1. Arb. Act, sect. X.

2. Déclaration de M. Lévy-Ullmann au Comité d'étude de l'arbitrage, *op. cit.*

3. Ralph Sutton, *Jb.*, I, p. 59.

auspices desquelles l'arbitrage fonctionne pratiquement en matière commerciale usent de leur influence pour éviter le plus possible l'intervention des tribunaux. Si une question de droit particulièrement délicate venait à surgir, l'arbitre demanderait aux parties de la soumettre non au tribunal mais à un « lawyer », pour éviter les frais et les lenteurs d'une action en justice¹.

D'ailleurs les juges eux-mêmes ont reconnu les inconvénients d'une telle procédure au cas où elle serait mise en mouvement par une partie de mauvaise foi², à des fins dilatoires et évasives. Il a été jugé qu'une demande fondée sur les sections VII et XIX ne saurait être accueillie par le tribunal si elle s'inspirait du seul désir d'ajouter la décision et s'appuyait sur des motifs futiles (frivolous³).

Ceci dit, il n'en reste pas moins vrai que les tribunaux peuvent être appelés à intervenir dans une très large mesure dans la procédure arbitrale. Ce contrôle des tribunaux, dès qu'un point de droit prête à difficulté, cette espèce de tutelle que les parties peuvent toujours mettre en mouvement, exercée par les tribunaux sur les arbitres, est, sans nul doute, l'un des traits les plus caractéristiques du Droit anglais. Nous y retrouvons

1. *Re Wulff c. Louis Dreyfus et Co*, Arb. (1917) 86 L. J. H. 1368 C. A.

2. Lord Justice Scrutton et Atkin in *re Aronson v. Mologar Holzindustrie*, 138 Law Term Report, 470. Citée par le Dr Marx au Comité d'étude de l'arbitrage. V. *supra*. Le juge aurait déclaré dans cette affaire, qu'il ne concevait pas l'intérêt que pouvaient trouver des parties à recourir à l'arbitrage, si elles étaient décidées à évoquer à nouveau le litige devant les tribunaux.

3. *Re Burged et Co*, v. *Barnette* (1920), 89 L. J. K. B. 161.

cette idée qui domine tout le système anglais d'après laquelle les tribunaux conservent toujours en principe pleine juridiction, l'arbitrage étant censé se dérouler sous leurs auspices et leur contrôle.

Au contraire, dans le Droit français, nous voyons l'arbitre muni sans restrictions du pouvoir de prendre une décision sur l'ensemble du litige; par contre, cette décision reste en principe une décision de premier ressort susceptible d'appel, sauf renonciation des parties.

Quant au Droit allemand, il va plus loin encore dans la faveur faite à l'arbitrage, puisqu'il reconnaît aux arbitres en tous cas le droit de juger les contestations qui leur sont dévolues sans que des voies de recours judiciaires puissent être exercées. Il réserve cependant le cas de nullité de la sentence soit pour des raisons d'ordre public, soit pour la violation des termes du compromis.

CHAPITRE IV

DE LA JURISPRUDENCE SUR L'ARBITRAGE

§ 1. — Attitude générale des tribunaux vis-à-vis de l'arbitrage

Si le législateur a eu à s'occuper de l'arbitrage à raison des multiples difficultés résultant de l'investiture donnée par des particuliers à d'autres particuliers pour trancher des litiges, la jurisprudence a eu, elle aussi, à décider, à interpréter les dispositions légales, ou à suppléer à leurs lacunes, sur un certain nombre de points particulièrement importants pour la pratique de l'arbitrage.

Il peut sembler étonnant tout d'abord que les tribunaux d'Etat dont précisément l'arbitrage avait pour but d'exclure l'intervention, aient pu cependant avoir à connaître de semblables contestations. Mais il convient de remarquer que la loi elle-même a prévu certains cas où les tribunaux pourraient être appelés à prêter un concours actif en vue d'assurer l'exécution d'une convention d'arbitrage, soit qu'il s'agisse d'affirmer leur incompétence et en présence d'une telle convention de

renvoyer les parties aux arbitres, soit qu'il soit nécessaire de nommer un arbitre d'office aux lieux et place d'une partie défaillante, soit, ainsi que le Droit anglais en prévoit la possibilité, qu'il y ait lieu d'interpréter un point de droit surgissant en cours d'arbitrage, soit, enfin et surtout, que l'on demande à l'autorité judiciaire de poursuivre l'exécution de la sentence. De plus un contrôle judiciaire est expressément réservé, soit que les parties fassent usage des voies de recours (Droit français), soit qu'elles invoquent un cas de nullité de la sentence (Droit allemand). Enfin la convention d'arbitrage elle-même peut donner lieu à difficulté quant à sa validité, ou quant à sa portée.

Il ne faut donc pas s'étonner que les tribunaux aient été saisis de ces questions lorsque des personnes ayant accepté une convention d'arbitrage, cherchent à s'y dérober. A plus forte raison lorsque les effets de la convention se produisent en un temps éloigné du moment où cette convention est intervenue, des difficultés sont-elles susceptibles de s'élever entre les parties. Aussi est-ce pratiquement, surtout à propos des clauses d'arbitrage figurant à titre accessoire dans des contrats commerciaux quelconques, que les tribunaux ont été appelés à se prononcer. L'on conçoit dès lors que le développement du recours à l'arbitrage en matière commerciale puisse dépendre pour une large part de l'attitude plus ou moins favorable qu'adoptent les tribunaux des différents pays à l'égard de notre institution.

Les décisions judiciaires sont, dans les différents pays, comme un reflet des tendances générales du système législatif.

La loi anglaise, nous l'avons vu, tout en admettant très largement le recours à l'arbitrage, a institué un contrôle très étendu, une véritable tutelle des magistrats sur l'activité des arbitres. En Droit français, le législateur, tout en consacrant l'arbitrage, a voulu l'inclure dans les juridictions ordinaires. L'assujettissement des arbitres aux règles ordinaires de la procédure, et la soumission de la sentence aux voies de recours ordinaires en sont la preuve : le Droit allemand, le plus favorable de tous à l'institution de l'arbitrage, en admet très largement l'emploi, et laisse aux arbitres une liberté de conduite et de décision qui exclut toute tutelle judiciaire. Aussi l'ensemble des décisions du Reichsgericht et les juridictions inférieures d'Allemagne, marquent-elles une tendance très nette à éviter le plus possible de s'immiscer dans les affaires soumises à l'arbitrage, et dénotent-elles, somme toute, une attitude très favorable au développement de cette pratique¹. Il est particulièrement intéressant, à raison de leur netteté, de relever ici les motifs d'une décision récente de la cour d'appel de Breslau². « ... Il n'est pas du devoir

1. Voir Nord, p. 6, note 3 et p. 31.

2. A. G. 2 W. 170 (1926) cité dans *Hansablum*, 1926, n° 162. La question qui se posait en l'espèce était de savoir si un tribunal pouvait ordonner certaines mesures destinées à permettre l'exécution d'une sentence à l'étranger, alors que la loi était muette à ce sujet. Le tribunal de première instance (Breslau) s'était prononcé pour la négative (*J. W.*, 1926, p. 2147), en invoquant des motifs diamétralement opposés à ceux qui

des tribunaux d'exercer une tutelle sur les institutions que le commerce s'est créées à lui-même, et de s'efforcer d'amener le plus de litiges possibles aux tribunaux ordinaires... L'on ne saurait faire grief aux parties de recourir à l'arbitrage... dont la procédure est bien plus rapide et efficace que celle des tribunaux ordinaires tenus à l'observation stricte des prescriptions légales, et qui par suite travaillent par trop lentement ».

Toute autre nous apparaît la jurisprudence française qui s'est formée sur les règles du code de procédure. Ces textes, en exigeant que tout compromis visât un objet précis en litige et nommât les arbitres, semblaient ne pas permettre de soumettre à l'arbitrage autre chose que des litiges isolés et déjà nés. Des doutes s'étant élevés sur ce point, la Cour de Cassation a adopté la solution la plus défavorable à la pratique courante et étendue des clauses compromissoires, en invoquant des motifs où se marque la conception d'après laquelle seule la justice d'Etat, spécialement instituée pour la protection des intérêts des particuliers est qualifiée à cet

prévalurent devant la Cour d'appel. « ...Les tribunaux d'Etat n'ont nulle raison de donner une interprétation extensive aux dispositions de la loi (art. 1036-1045 Z. P. O.) au profit de la justice privée... Si les parties au litige désirent bénéficier de la protection légale renforcée résultant de moyens dont disposent les tribunaux d'Etat, ils n'ont qu'à leur soumettre leurs litiges ». Un jugement récent de la Cour d'appel de Dusseldorf du 7 janvier 1927 (7 U. 31-26) rapporté par Trops, p. 289, marque la même tendance favorable à l'arbitrage. Ici l'arbitre n'avait point pris en considération l'un des moyens invoqué. La Cour a estimé que ce n'était pas là un motif suffisant pour infirmer la sentence. Il ne faut point — fait-elle valoir — se montrer trop exigeant envers une forme de justice dont l'intérêt principal est la rapidité et le bon marché.

Par contre, la jurisprudence allemande se montre très sévère en ce qui concerne l'observation des formes de l'article 1039 Z. P. O. V. Nussbaum, Z. P. O., t. 42, p. 260.

égard. L'arbitrage lui apparaissait donc comme une institution dangereuse dès lors qu'il n'était pas maintenue dans les limites extrêmement étroites. « On ne trouve pas chez les arbitres les qualités qu'on est assuré de trouver chez les magistrats, la probité, l'impartialité, la compétence, la délicatesse de sentiment nécessaires pour rendre des jugements ». Tels sont les motifs qu'invoquait la Cour Suprême lorsqu'elle condamna en 1843 la clause compromissoire¹.

C'est le même sentiment que nous trouvons à l'origine du « Common Law » anglo-américain, et qui s'est traduit par la fameuse « Revocability rule² ». Les tendances nouvelles qui se sont manifestées dans la législation semblent également prévaloir dans la jurisprudence. Cette tendance est particulièrement nette aux Etats-Unis où l'on voit se dessiner une politique nouvelle, « a new policy » favorable à l'arbitrage³.

1. 10 juillet 1843 (S. 1843.1.561). Voir Robert, p. 7.

2. Cette jurisprudence remonte au « Vynior's Case » (Coke Reports, VIII, p. 80). Elle repose sur l'idée que les clauses d'arbitrage ont pour effet de priver les tribunaux de leur juridiction (« to oust the courts of jurisdiction »); voir Sturges, *Jb.*, I, 153 et surtout J. H. Cohen, qui critiquant la règle, démontre que l'explication historique doit en être cherchée dans l'ancien système des « épices ».

3. Voir une décision de la Cour suprême de l'Etat de New-York (appellate Division) du 7 mars 1924, Stefano Berizzi C^o v. Kraus reproduite dans le *Jb.*, I, p. 346 avec une note du Dr Fritz Oppenheimer. Les dispositions de la Loi d'arbitrage de New-York (1920) doivent être interprétées dans un sens favorable à la pratique de l'arbitrage (« ...the section above quoted permitting the court to vacate an award should be strictly construed in favour of the award... »). Voir également une décision d'une juridiction fédérale antérieure à l'U. S. Arbitration Act (District Court of New-York, Southern District), 23 janvier 1915. United States Asphalt Refining C^o v. Trinidad Lake Petroleum C^o Ltd. 222 Federal Reporter 1006) reproduite au *Jb.*, I, p. 331 avec une note de Nussbaum. Ici le juge, tout en se conformant aux précédents, n'en critique pas moins violemment le principe de la révocabilité.

§ 2. — De quelques aspects particuliers de la jurisprudence

Si, du point de vue pratique, les décisions relatives aux cas de nullité de la sentence et aux questions d'exécution sont les plus importantes, d'autres décisions mettent mieux en lumière les tendances des différentes jurisprudences. Ce sont en particulier celles qui sont relatives à la validité du consentement au compromis, à sa portée et à ses sanctions.

a) *Le consentement dans le compromis.* — La clause, peut, tout d'abord, avoir été expressément stipulée en termes plus ou moins précis, suffisants en tout cas pour faire corps avec l'ensemble du contrat. Les deux parties auront ici expressément marqué leur accord. Il ne saurait être question de trouver en ce cas de difficultés spéciales à cette clause. Tout se ramène aux questions posées pour tout contrat, par la théorie générale des obligations. Mais l'adhésion peut aussi être un mode d'acceptation de la clause. Pratiquement en effet, en envoyant ses offres ou ses prix, un commerçant mentionne le plus souvent en marge, tout un ensemble de « conditions générales de vente » parmi lesquelles figurera, comme autrefois, une clause de compétence, aujourd'hui une clause d'arbitrage.

On sait quelles difficultés ont soulevées les contrats qui se forment par adhésion, dès lors que le consentement

de la partie adhérente semblait avoir été forcé par l'autre partie; ainsi lorsque certaines clauses de grande importance étaient perdues au milieu d'un texte compact imprimé en tout petits caractères et pouvant par conséquent avoir échappé à l'attention.

Plus délicate encore peut sembler l'admission par le juge d'un usage obligatoire, sauf stipulation contraire des parties, et d'après lequel une clause serait sous-entendue pour toutes difficultés à l'occasion des contrats relatifs à certaines branches de l'activité commerciale. Ici en effet, il ne s'agit plus de savoir si le consentement a été plus ou moins effectivement donné puisque l'usage supplée ce consentement au moins en ce qui concerne notre clause.

Les tribunaux anglais se montrent particulièrement stricts quant à la question de preuve du consentement. Pour eux en effet, seul semble compter l'échange exprès de volonté, soit dans un contrat signé des deux parties, soit par échange de lettres, l'une et l'autre partie faisant mention de la clause¹.

1. Voir Roger S. Bacon, « Commercial Arbitration » : « ...Where a contract note which is delivered to and accepted by a buyer or seller of merchandise bears a printed notice that disputes shall be referred to arbitration, such clause is not binding on the recipient unless it can be shown that it was actually brought to his notice. » La jurisprudence américaine récente semble au contraire tenir mieux compte des nécessités commerciales. V. en particulier deux décisions dans *Practice of Commercial Arbitration*, p. 75. *Matter of Shepard and Morse Lumber Co* etc. (N. T. *Law Journal*, 29 juillet 1925. Sup. Ct. Spec. Term, Part I), et *Giant Silk Manufactures, Inc.*, (N. Y. *Law Journal*, 2 fév. 1927, *ibid.*). Dans la première espèce, il s'agissait d'une clause d'arbitrage figurant

La jurisprudence française, refusant toute valeur à la clause compromissoire, sauf dans le cas prévu par l'article 332, C. comm. ou lorsque cette clause figurait dans un contrat soumis à une loi étrangère, n'a pu fournir sur ce point de solutions bien nettes qu'après la loi du 31 décembre 1925.

Mais à partir de la promulgation de la loi nouvelle, sont intervenues tout d'abord une première décision de la Cour de Cassation (Wallenborn c. Anirépoque) du 18 juin 1927 cassant un arrêt de la Cour de Bordeaux du 18 juin 1924, d'où il résulte que les tribunaux doivent tenir comme valablement engagé celui qui a passé commande sur le vu d'une lettre comportant en marge une clause portant qu'« En cas de différends le Bureau d'Arbitrage de la Bourse de commerce de Strasbourg serait seul compétent ». Deux autres décisions de la Chambre civile sont intervenues dans le même sens, le 28 octobre 1929¹. Il s'agissait précisément de la même clause stipulée par le même commerçant.

La Cour de Cassation admet donc qu'il y a adhésion suffisante du fait de la simple connaissance donnée des conditions générales mises au contrat.

La jurisprudence française n'a pas eu à se prononcer sur la question de savoir si l'existence de la clause peut

au verso d'un contrat, alors qu'au recto se trouvait la mention suivante : « Printed matter on the back of this stipulation is hereby made part of this contract ». Dans l'autre espèce le contrat était conclu aux conditions de la « Silk Association of America » sans qu'il fût spécifié que ceiles-ci comportassent une clause d'arbitrage.

1. *Gaz. du Palais*, 25 nov. 1929, Wallenborn c. Janot.

résulter d'un simple usage professionnel. L'article 1160 C. civ. fait au juge une obligation d'interpréter les contrats, en suppléant ce qui n'y est pas formellement exprimé et en leur faisant produire toutes les conséquences que commande l'usage et l'équité. Il semble cependant douteux dans l'état actuel de la jurisprudence, qu'un tribunal prenne sur lui de suppléer la clause promissoire lorsque les parties ne l'ont point exprimée, alors même qu'il existerait un usage constant à cet égard.

Le souci de maintenir les garanties judiciaires, si nettement affirmé par la Cour de Cassation depuis 1843, semble dans tous les cas devoir dicter cette solution.

Sur ce point, il est intéressant de rapprocher la jurisprudence belge de la nôtre, car se fondant sur les mêmes textes, elle n'a pas considéré que le Code de procédure prohibât formellement notre clause; aussi présente-t-elle de nombreuses décisions de justice, et dans l'ensemble ces décisions s'en tiennent à l'exigence d'une stipulation expresse de cette clause, et n'admettent pas que les parties puissent se trouver obligées par l'effet d'un simple usage¹.

Dans la jurisprudence allemande, au contraire, l'usage est reconnu comme s'imposant aux parties². La clause

1. Anvers, 17 juillet 1875 précité.

2. Voir une décision du Reichsgericht (*J. W.*, 1922, p. 707), citée par Nord, p. 51. En l'espèce, la Cour d'appel estima que l'appelant, ignorant l'usage en question, ne pouvait être considéré comme s'étant soumis à la compétence de la juridiction arbitrale. La Cour suprême se prononça en sens contraire. « Quiconque traite sur un

compromissoire résulte donc non seulement d'une convention expresse mais aussi du fait que les parties ont passé un contrat commercial qui de par les habitudes courantes de la profession comporte le recours à l'arbitrage. Les tribunaux allemands vont très loin dans ce sens : à plus forte raison les tribunaux tendent-ils à suppléer cette clause lorsque l'interprétation du contrat semble le supposer¹, ou encore dans le cas où, en l'absence de toute clause l'une des parties ayant soumis le litige à des arbitres, l'autre partie ne rejette pas formellement la compétence de ceux-ci².

b) *Des appels en garantie.* — L'obligation faite aux parties de se soumettre à l'arbitrage peut sembler limitée par les règles de droit commun de la procédure ordinaire, lorsque celle-ci prévoit la jonction de deux instances pour cause de connexité ou à raison d'un appel en garantie (art. 181 C. P. C.).

M. Janot ayant acheté à M. Wallenborn des pommes de terre de semence dont lui-même avait reçu commande,

marché, — fit-elle valoir, — doit tenir compte des usages qui y ont cours, et n'est pas excusable de les avoir ignorés. » Une décision récente du Reichsgericht (*J. W.*, 1928, p. 3109) semble confirmer cette jurisprudence. Il est vrai qu'ici la Cour n'admit pas la compétence de la juridiction arbitrale, mais uniquement à raison des circonstances de l'espèce : l'une des parties était étrangère et semblait excusable d'ignorer l'usage en question. Voir encore une décision du 28 octobre 1928, signalée par Nord, p. 52.

1. Reichsgericht, 11 juillet 1925, *L. Z.* p. 1082 citée par Nussbaum, *J. W.*, 1926, p. 17. Hans. Olg. Hans. Recht Ztschr., 1927, p. 25 citée par Nord, p. 53.

2. Voir R. G., 29.II.1922 citée par Richter, p. 18. E. R. G., 116.88 citée par Nord, p. 53. Stein Jonas, § 1041, III (note 37, et la jurisprudence qui s'y trouve citée).

se vit assigner devant le tribunal de Villefranche-sur-Saône par ses acquéreurs à raison du défaut de qualité de la livraison. Il appela en cause son vendeur. M. Wallenborn opposa l'exception d'incompétence, en se fondant sur la clause compromissaire figurant aux conditions générales de vente imprimées en marge de sa correspondance, et tacitement acceptées par M. Janot. Le tribunal de Villefranche admet l'exception⁷. La Cour de Lyon se prononça au contraire pour la possibilité de l'appel en garantie devant les tribunaux. La Cour de Cassation par deux arrêts du 28 octobre 1929¹, a censuré les décisions de la Cour de Lyon, comme elle l'avait fait précédemment dans une hypothèse identique à l'égard d'un arrêt de la Cour de Bordeaux.

Ces trois décisions successives semblent bien devoir fixer la jurisprudence sur ce point. Il en résulte que les règles ordinaires de la procédure en matière d'appel en garantie, ne sont pas de nature à paralyser le recours à l'arbitrage prévu entre garant et garanti.

Or le recours en garantie porté devant le juge de l'action principale est une solution procédurale, qui tend à permettre d'embrasser l'ensemble d'un débat et à éviter des décisions contradictoires. C'est pour les mêmes raisons que le code de procédure admet la jonction de causes connexes. Les décisions de la Cour de cassation que nous venons de rappeler devraient donc avoir

1. Voir *supra*, p. 96.

égale autorité dans l'un et l'autre cas. Il convient cependant de noter que dans un domaine tout particulier, celui de l'article 332 du C. de comm., la jurisprudence semblait au contraire, alors que ce texte restait le seul à permettre l'usage de la clause compromissoire et cela en matière d'assurance maritime, considérer que la clause cessait d'avoir effet lorsque le litige se trouvait être connexe à un autre relevant des tribunaux ordinaires¹. C'était d'ailleurs la solution qui semble prévaloir en Belgique². La jurisprudence allemande³, semble au contraire adopter un point de vue semblable à celui que les décisions récentes de la Cour de Cassation française ont proclamé.

c) Portée de la clause d'arbitrage; compétence des arbitres.

Récusation. — La clause compromissoire s'imposant aux parties, il ne saurait faire doute que les tribunaux sont tenus d'accueillir l'exception d'incompétence qui leur serait opposée par l'une des parties sur la base de celle-ci. Mais en dehors de toute contestation sur la validité de l'obligation de recourir à l'arbitrage, le tribunal peut être appelé à apprécier la portée de la clause⁴. Ici

1. Douai, 27 déc 1901 (D. 1904.5.135); Cass. Req., 25 nov. 1902, Marseille 19 oct. 1891 cités par Godron, p. 122.

2. Bruxelles, 6 août 1874; Pas. 1875.2, p. 49; Cass., 10 juillet 1875; P. A., 1876, I, p. 100 et la jurisprudence citée par Godron, p. 124.

3. Voir von Staff, p. 104; Richter, p. 62.

4. Voir Mittelstein, Hans. Recht Ztschr., 1925, p. 659. Il s'agit de l'interprétation de la clause « Arbitrage amiable à Hambourg ». Interprétée naguère comme une simple clause d'expertise n'excluant pas la compétence des tribunaux ordinaires, cette clause est reconnue aujourd'hui comme clause compromissoire. Voir sur ce point une étude détaillée de Pinckernelle. Voir également Hansablum, 1928, n° 139, une

encore la jurisprudence allemande, à la différence de la jurisprudence des autres pays envisagés¹ interprète de la façon la plus large la portée de toute clause compromissoire.

L'arbitre lui-même peut voir s'élever devant lui une contestation sur les limites de ses pouvoirs. La jurisprudence allemande lui reconnaît le droit de trancher souverainement cette question, au moins lorsqu'il semble résulter des circonstances de la cause que les parties ont entendu lui conférer ce droit². Au contraire les tribunaux français et belges se réservent à eux seuls la décision en dernière analyse de cette question de compétence³. Ils refusent ce droit à l'arbitre, car, disent-ils, l'arbitre n'a de pouvoir de décision que dans la mesure où ces pouvoirs sont fondés par la convention des parties; Il ne saurait donc décider valablement sur le fondement même de ses propres pouvoirs. Théoriquement ce rai-

décision où la compétence des arbitres a été reconnue sur la base d'une clause compromissoire figurant dans un contrat, quoique les droits résultant de ce contrat aient été novés entre temps par l'effet d'une transaction intervenue entre les parties.

1. Anvers, 13 nov. 1909 (*P. A.*, 1910, I, p. 80), 25 nov. 1910 (*P. A.*, 1911, I, p. 82). Et les autres décisions citées par Godron, p. 118 et suiv., p. 132 et suiv.

2. Soit que les parties aient expressément conféré aux arbitres la « *Kompetenz-Kompetenz* », c'est-à-dire le droit de décider souverainement de leur propre compétence (v. *Kammergericht Berlin*, 6 février 1924, 29 U, 11407.23), soit que les parties se soient soumises sans faire de réserves à la compétence des arbitres après la naissance du litige; v. *Gaupp Stein Z. P. O.*, sous le § 1037, note 1, et une décision du *L. G. Brückeburg* du 22 février 1927 relevée par *Prytek*, « *Hansablum* », 1928, 54. Récemment la Cour d'appel de Cologne, puis celle de Breslau semblent avoir reconnu sans restrictions aux arbitres le droit de décider souverainement de leur propre compétence. V. « *Hansablum* », 1927, n° 186.

3. Voir Morel, p. 523 et Cass., 7 nov. 1865 (*S.* 1866.1, p. 113; *D.* 1866.1, p. 204).

sonnement est inattaquable; il n'en est pas moins vrai qu'il pourrait aboutir à des solutions peu favorables à la pratique de l'arbitrage, s'il suffisait à une partie en quête de moyens dilatoires, de contester la compétence des arbitres, pour obliger l'autre partie à faire décider la question par le tribunal¹.

Les tribunaux allemands, très favorables à la libre décision des arbitres, semblent se montrer également peu sévères quant à l'exercice du droit de récusation. Une décision² est même allée jusqu'à dire que les parties, en choisissant des arbitres de compétence professionnelle spéciale, attachent plus de prix à leurs connaissances techniques qu'à leur impartialité même, et que par conséquent il n'y a pas lieu d'être trop exigeant à cet égard. Une telle solution sous sa forme absolue n'a pas manqué de soulever en Allemagne même les critiques les plus vives et les plus justifiées³.

Le Code de procédure française, par une formule géné-

1. La décision de Berlin (K. G., 6 février 1924) citée *supra*, reconnaît à l'arbitre le droit de décider souverainement de sa compétence, « même concernant la question de savoir s'il y a eu ou non formation d'un contrat » (pourvu toutefois, semble-t-il, que la volonté commune de recourir à l'arbitrage résulte suffisamment des négociations ayant eu lieu à l'occasion du contrat, ou d'un usage commercial). « La conception contraire, poursuit cette décision, en limitant les pouvoirs des arbitres conduirait à des résultats peu pratiques. Elle ne tiendrait pas compte de la volonté des parties qui, lorsqu'elles recourent à des arbitrages, entendent leur soumettre l'ensemble des contestations auxquelles ont donné lieu leurs relations d'affaires. Il est vrai que dans le cas particulier les parties avaient expressément convenu que le tribunal arbitral déciderait de sa propre compétence.

2. V. une décision du Reichsgericht du 30 janvier 1914 dans « Recht », 1914, n° 964.

3. Nussbaum, *J. W.*, 1926, p. 15.

rale, soumet les arbitrages aux règles de la procédure. En ce qui concerne les garanties d'impartialité que les textes requièrent de la part des juges ordinaires, le Code les impose également aux arbitres. En particulier l'exercice du droit de récusation pour cause de parenté d'un arbitre et d'une partie ou de deux arbitres entre eux est expressément reconnue. S'il existe peu de décisions sur ce point, nous trouvons cependant cette solution formellement affirmée par le tribunal civil de Toulouse (3 mars 1892, D. 93. II. 223), dans une hypothèse où deux arbitres s'étaient trouvés alliés au degré de gendre et de beau-père¹. La netteté de cette décision doit être approuvée dans l'intérêt même de l'arbitrage, dont la pratique ne peut se développer que si la sentence des arbitres ne prête pas à des critiques au point de vue de l'impartialité et de l'indépendance de chaque arbitre.

1. V. Robert, p. 51.

CHAPITRE V

L'ARBITRAGE EN DROIT INTERNATIONAL

Les difficultés pratiques auxquelles l'arbitrage donne lieu dans les différentes législations internes, apparaissent également avec une acuité toute particulière, lorsqu'on se trouve dans le domaine du droit international privé, soit qu'il s'agisse de la validité d'un compromis intervenu dans les termes d'une loi étrangère, soit qu'il s'agisse de l'exécution d'une sentence arbitrale en dehors de son pays d'origine. Ces deux problèmes sont les mêmes que nous avons déjà eu l'occasion d'examiner dans les différentes législations précédemment envisagées.

Il s'agit tout d'abord de savoir à quelles conditions doit être soumise dans un pays déterminé, la validité d'une convention d'arbitrage souscrite à l'étranger, ou dans laquelle les parties ont fait appel aux principes d'une loi étrangère.

D'autre part, si en droit interne, les diverses législations reconnaissent effet aux sentences arbitrales intervenues dans le pays même, sous l'empire de la loi

nationale, il reste à savoir, si elles feront accueil à une sentence émanant de l'étranger. L'étude de l'arbitrage dans le domaine du conflit des lois ou des juridictions, présente donc un double aspect. Laissant de côté la question de savoir dans quelles conditions le compromis peut être soumis à l'empire de telle ou telle législation nationale, nous nous attacherons plus spécialement à la double question de savoir dans quelles conditions un compromis peut être valable hors du pays aux principes duquel il fait appel, à quelles conditions la sentence arbitrale émanant d'un pays déterminé peut avoir autorité et force exécutoire dans des pays différents.

Nous aurons tout d'abord à indiquer les solutions qui ont été données à ce problème par la jurisprudence dans les différents pays, puis et surtout à rechercher dans quelle mesure il peut être considéré comme résolu par l'intervention de conventions internationales sur la matière.

SECTION PREMIÈRE. — VALEUR INTERNATIONALE DE LA CLAUSE COMPROMISSOIRE

§ 1. — Les solutions jurisprudentielles.

Dans les diverses législations internes, nous l'avons vu, la valeur de la clause d'arbitrage est partout consacrée, sauf aux Etats-Unis où la plupart des lois en vigueur considèrent encore la clause d'arbitrage comme essentiellement révocable.

En France même, où jusqu'à ces dernières années, cette clause était considérée comme proscrite par l'interprétation du texte de la loi, sa valeur obligatoire est aujourd'hui expressément proclamée, au moins en matière commerciale.

Quant à la valeur internationale de notre clause, il convient pour l'apprécier, de s'en référer aux diverses sources ordinaires du droit international privé.

Dès lors qu'une question de conflit de loi se pose, il est essentiel de rechercher tout d'abord si elle a reçu une solution précise ou même implicite dans un texte de loi nationale du pays où le conflit s'élève. Or, en la matière, nous ne trouvons dans notre législation aucune règle de cet ordre, touchant la valeur de la clause compromissoire. Dans les autres pays il en est d'ailleurs de même, de sorte que, la question demeure entière.

Seuls peuvent donc être invoqués en la matière les solutions jurisprudentielles intervenues à l'occasion des espèces qui se sont présentées. De ces solutions fragmentaires un système peut se dégager.

D'autre part, des conventions internationales peuvent intervenir sur un point dont l'importance pratique se manifeste par le fréquent recours aux tribunaux pour en connaître. Ces conventions à leur tour peuvent devenir source d'interprétation en dehors même des points sur lesquels elles fixent des solutions précises.

En France, il semble que la question aurait pu être complètement exclue par les tribunaux du fait que

ceux-ci considéraient que l'article 1006 du C. P. C. interdisait — jusqu'à la loi du 31 décembre 1925 — toute clause compromissaire. Cependant il est très remarquable que cette solution n'a pas été étendue au cas où l'on se trouvait en présence d'une clause intervenant sous l'empire d'une loi étrangère. L'article 1006 où l'on prétendait trouver la prohibition formelle de notre clause était en effet considérée comme n'étant pas d'ordre public international¹. Cette prohibition était donc strictement maintenue dans le cadre du droit interne, et ne trouvait pas application dans le domaine du droit international. Ici la règle de l'autonomie de la volonté reprenait tout son empire²; le juge français ne se croyait pas tenu de protéger ses nationaux contre la stipulation d'une semblable clause, dans un contrat soumis à une autre loi que la sienne. La question se posait, en particulier, lorsque à la suite d'un tel contrat, l'une des parties prétendait se dérober à l'exécution de son obligation, l'autre prétendant l'y contraindre, et que le tribunal français avait à décider sur sa propre compétence, ou même à l'occasion d'une demande aux fins d'exequatur d'une sentence intervenue en vertu d'une telle clause, lorsque le débiteur français contre lequel l'exécution était demandée, opposait devant le tribunal

1. Cass. (Chambre civile), 21 juin 1904 (Benard c. General Mercantil C^o), Clunet, 1904, p. 888; Cass.(req.), 8 déc. 1914 (Hales c. Salle); Clunet, 1916, p. 1219.

2. Cass. (Req.), 8 juillet 1924, Clunet, 1924, p. 974. Pour plus de détails sur cette jurisprudence, v. André-Prudhomme, *Jb.*, t. I, p. 70, Brachet, Répertoire, n° 10.

français, la nullité de la sentence arbitrale comme une conséquence de la prohibition contenue à l'article 1006.

Dans la jurisprudence allemande aucune difficulté de cet ordre ne se posait, puisque l'on ne se trouvait pas en présence d'une semblable prohibition : Aussi, n'est-il pas étonnant que la solution n'ait point prêté à contestation. On a toujours admis¹, que la clause compromissoire insérée dans un contrat soumis à l'empire d'une loi étrangère devait recevoir application au même titre que celle qui serait fondée sur le droit allemand.

Dans la jurisprudence anglaise, la valeur internationale de notre clause semble également consacrée en principe. Cependant, le désir des juges de ne point abdiquer leur droit de contrôle, les amena en l'espèce à faire une distinction entre les clauses contenues dans un contrat soumis à la loi anglaise, et celles qui relèvent d'une loi étrangère ou qui prévoient un arbitrage hors d'Angleterre.

L'hypothèse s'est présentée notamment, d'un étranger demandeur résidant hors d'Angleterre, et invoquant les dispositions de l'Arbitration Act, pour solliciter du juge la nomination d'office d'un arbitre². Dans une hypothèse semblable le juge aurait dû, s'il s'était agi d'un contrat passé entre deux Anglais, satisfaire à la demande après simple contrôle de la validité de la con-

1. V. Stein-Jonas, *Kommentar zur Z. P. O.*

2. Court of Appeal, 30 avril 1924, *Re Bjornstadt and another v. Ouse Shipbuilding Co Ltd.* (Law Times Reports, t. 131 (p. 663.) Décision reproduite au *Jb.*, t. I, p. 296.

vention. En l'espèce, le juge se fondant sur le fait qu'il s'agissait d'un étranger non résidant en Angleterre, déclara n'être point lié par l'interprétation courante de l'Arbitration Act, et pouvoir imposer au demandeur l'accomplissement de diverses conditions tendant à garantir au besoin l'exécution d'une décision de l'arbitre qui lui serait défavorable (*caution judicatum solvi*).

En Droit américain, à raison même des changements survenus à une époque récente dans la législation de certains des Etats et dans la législation fédérale, la jurisprudence présente des vicissitudes dont on ne saurait être étonné. En principe, nous l'avons vu, la *common law* considérerait toute clause d'arbitrage comme essentiellement révocable. Cet état de droit s'est d'ailleurs perpétué dans un assez grand nombre d'Etats. Or contrairement à ce qu'admettait à la même époque la jurisprudence française, cette révocabilité était considérée par les tribunaux américains comme étant d'ordre public international¹.

Depuis l'intervention des lois nouvelles sanctionnant la clause d'arbitrage dans plusieurs Etats, la jurisprudence a changé dans ces Etats, et s'est montrée disposée à reconnaître la valeur internationale de la clause. Toutefois les tribunaux se refusent d'ordonner à une

1. District Court of New-York (23 janvier 1915) in re U. S. Asphalt Refining C^o v. Trinidad Lake Petroleum C^o (Federal Reporter 222, p. 1006). Cette décision est reproduite au *Jb.*, t. I, p. 331, avec une note de Nussbaum. V. encore *Meacham v. Railway C^o* (1914), 201, N. Y. 346, 105 N. E. 653. *Aktieskabet Korn og Foderstof Kompagniet v. Rederiaktiebolaget Altanten* (1918) 250 Fed 235, citées par Brachet, Répertoire, n^o 40.

partie de se soumettre à la juridiction d'un tribunal arbitral siégeant à l'étranger. Ils ne pouvaient que surseoir à prononcer jusqu'à ce que l'arbitrage ait eu lieu¹.

C'est de ce principe qu'une cour fédérale a fait application à tort, dans une décision récente², qui semble marquer un retour vers les conceptions primitives. La cour a déclaré en l'espèce ne pas pouvoir ordonner un arbitrage à l'étranger, alors que la partie requérante imposait simplement une exception d'incompétence fondée sur la clause d'arbitrage. Cette décision qui paraît ainsi fondée sur une erreur initiale, semble s'accorder difficilement avec la législation fédérale dont elle prétend faire application, et qui semble bien impliquer la valeur obligatoire de la clause d'arbitrage. Il semble bien que cette solution d'ailleurs critiquée aux Etats-Unis³ ne puisse être considérée que comme un cas d'espèce qui ne saurait faire autorité.

§ 2. — Le protocole de Genève du 24 septembre 1923⁴

Tel était l'état du droit en la matière dans les pays que nous avons envisagés, lorsqu'est intervenu en 1923 un pro-

1. Supreme Court Appellate Division, New-York (2 nov. 1923 in le *Inter-Ocean Food Products Inc.* 201 N. Y. Suppl. 536. Décision reproduite au *Jb.* t. I, p. 343. V. encore *Danielsen v. Enter Rios railway C° Ltd and Argentine North Eastern Railway C° Ltd.*, Am. M. L. (1927), p. 1800, *Bull. de l'Institut intermédiaire international*, t. XVIII, p. 283.

2. District Court for the Eastern District of Louisiana, case of *Silverbrook* (1927), 18 F (2) 444.

3. V. *Sturges*, *Jb.*, II, p. 112 et 36 *Jale Law Journal* 1016.

4. V. Brachet, Répertoire, n° 26 et *Jb.*, t. I, p. 215, le texte de ce Protocole.

tole élaboré sous les auspices de la Société des Nations, signé par de nombreux Etats et ouvert à la ratification de tous ceux qui n'en faisaient pas partie à l'origine, qu'ils soient ou non membres de la S. D. N. Antérieurement à ce traité plurilatéral il n'existait aucun texte conventionnel sur la matière. Les solutions auxquelles on était arrivé dans les différents pays n'avaient d'autre fondement que la pratique jurisprudentielle, laquelle était donc susceptible de modifications éventuelles.

Ce protocole porte la date du 24 septembre 1923; il résulte du développement pris au cours des dernières années qui l'avaient précédé par l'arbitrage. A ce développement de l'arbitrage dans les rapports du droit privé avait contribué la création d'organismes tels que la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale. La question de la validité internationale des clauses d'arbitrage fut mise à l'étude par le Comité Economique de la S. D. N. et le protocole fut élaboré par un comité d'experts¹.

Le principe de la validité internationale de la clause compromissoire est posé dans l'article premier, et cela quelque soit le pays où l'arbitrage doit avoir lieu. Le principe ainsi formulé d'une façon générale reçoit ce pendant une restriction importante du fait que chaque Etat contractant se voit reconnaître le droit de restreindre, lors de la ratification, cette reconnaissance aux con-

1. La S. D. N. s'est reconnue compétente pour se saisir de la question en vertu de l'art. 23 (c) du Pacte.

trats considérés comme commerciaux de par son droit national.

Le protocole contient en outre une disposition supplétive de volonté quant à la procédure de l'arbitrage (art. 2 al. premier), et comporte, de la part des Etats contractants, l'engagement, soit de faciliter les actes de cette procédure (art. 2, al. 2^o), soit d'assurer l'exécution des sentences rendues sur leur territoire (art. 3). Les tribunaux des Etats contractants se voient imposer l'obligation de renvoyer les intéressés sur la demande de l'un d'eux au jugement des arbitres, sans préjudice à leur compétence pour le cas de caducité du compromis, de la clause compromissoire ou de l'arbitrage (art. 4).

Ce protocole ne contient aucune disposition réglant la question de savoir à quelle loi il convient pour le juge de se référer, pour définir les conditions d'existence et de validité des conventions d'arbitrage. Sans doute l'article 2 prévoit-il qu'il convient, à défaut d'expression de la volonté des parties, de s'en référer à la loi du pays sur le territoire duquel l'arbitrage doit avoir lieu; mais ce texte ne vise expressément que la seule question de la procédure arbitrale, et de la constitution du tribunal arbitral. Il ne semble pas toucher à la question des conditions d'existence et de validité de la clause.

Dans ce domaine limité, le protocole ne faisait que consacrer les solutions auxquelles dans le domaine du droit international, la jurisprudence des divers pays signataires était déjà parvenue. D'autres pays, certaines

puissances, où ces solutions n'étaient pas générales — et nous songeons surtout aux Etats-Unis d'Amérique —, n'ont point adhéré à la convention. Tel que, ce traité plurilatéral présente toutefois cet intérêt de faire passer dans le domaine des textes, ce qui jusqu'alors n'était que solution jurisprudentielle, de donner par conséquent plus de fixité aux principes déjà consacrés par les tribunaux. D'autre part, l'engagement pris par les Etats de faciliter la procédure arbitrale sur leur territoire, est susceptible de déterminer une attitude plus favorable de la jurisprudence.

Bien entendu les effets du protocole ne peuvent être invoqués que dans les rapports entre les différents pays qui l'ont ratifié¹.

En ce qui concerne la France, il convient de remarquer que la ratification de ce protocole prêtait à difficulté du fait qu'à la date où il est intervenu (24 septembre 1923), la validité même de la clause compromissaire était expressément déniée par les tribunaux. Sans doute cette exclusion n'était point considérée comme d'Ordre Public International, et ne visait-elle que les purs rapports de droit interne; il n'y en avait pas moins là une situation choquante, et l'on peut penser que cette convention n'a pas été sans effet sur le vote, le 31 décembre 1925, par le Sénat, devant lequel le projet était pen-

1. Le Protocole a été ratifié jusqu'à ce jour, par l'Albanie, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, le Danemark, l'Espagne, l'Esthonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irak, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, Monaco, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et leurs colonies, le Portugal, la Roumanie, le Siam, la Suède et la Suisse.

dant depuis 1908, d'une loi proclamant la validité de la clause compromissoire en matière commerciale. La France a d'ailleurs usé de la faculté que les Etats contractants s'étaient réservée, de ne se lier aux obligations précisées par le Protocole, qu'en se qui concerne les seules clauses compromissoires contenues dans des contrats touchant à des matières considérées comme commerciales d'après le droit français.

SECTION DEUXIÈME. — EXÉCUTION INTERNATIONALE
DES SENTENCES ARBITRALES¹.

§ 1. — Les solutions jurisprudentielles.

En ce qui concerne l'exécution des sentences arbitrales émanant d'un pays étranger, on ne trouvait non plus aucune solution précise dans les diverses législations nationales. Là aussi la jurisprudence était arrivée à des solutions d'ensemble que certaines conventions diplomatiques bilatérales et une convention multilatérale toute récente sont venues consacrer.

La question pouvait se poser ici, de savoir à quels caractères l'on devait s'attacher pour définir ce qu'il faut entendre par sentence arbitrale étrangère : nationa-

1. Sur cette question voir Brachet, le remarquable article de Nussbaum (*Jb.*, t. I), les articles de Neuner et de Steiner.

2. Sauf cependant en Italie, où le décret-loi du 20 juillet 1919, modifiant l'art. 941 C. P. C., assimile expressément les sentences arbitrales étrangères à des jugements étrangers au point de vue de la procédure d'exequatur. Et maintenant en Allemagne (loi du 25 juillet 1930).

lité des parties ou bien des arbitres, ou encore pays dans lequel est intervenue la sentence. L'on ne saurait attacher à aucune de ces circonstances un caractère suffisamment décisif pour trancher la question. Il convient semble-t-il, de s'en référer à la loi que les parties ont eue en vue lors du compromis. C'est du moins la solution qui tend à prévaloir dans les différents pays et que consacre implicitement le protocole de 1923.¹

Lorsqu'il s'agit de passer à l'exécution en pays étranger d'une sentence ainsi réputée étrangère, la première difficulté pratique résulte de ce que en général les actes d'exécution sont requis à l'encontre d'un ressortissant du pays où il s'agit d'exécuter. L'on conçoit que dans ces conditions les tribunaux aient marqué quelque timidité à admettre une procédure d'exequatur trop aisée.

Sur certains points il ne pouvait guère y avoir difficulté. La jurisprudence se refusera à considérer comme susceptible d'exequatur une décision qui n'aurait point acquis autorité de chose jugée dans son pays d'origine. Elle réservera son appréciation sur les questions touchant à l'ordre public international, tel qu'il est conçu dans les différents pays.

Mais l'on peut exiger de la part de la sentence à rendre exécutoire des conditions plus ou moins sévères considérer

1. Cette conception paraît également être celle de la Cour de cass., Cass., 17 juillet 1889, Clunet, 1899, p. 1024. Pour plus de détails, v. Brachet, thèse, p. 9-17, Répertoire, n° 42.

d'autre part que la procédure même de l'exéquatur peut réclamer un examen plus sévère de cette sentence que s'il s'agissait d'une sentence rendue conformément aux dispositions de la loi nationale.

En ce qui concerne la France, la question s'est posée si l'exéquatur d'une sentence étrangère était susceptible d'intervenir en la forme très simplifiée prévue par l'article 1020 C. P. P. à l'égard des sentences françaises¹.

C'était la solution à laquelle la jurisprudence s'était tout d'abord arrêtée sous l'influence de Merlin, et nombre d'arrêts l'avaient proclamée depuis une décision de la cour de Montpellier du 18 août 1838². En 1899, un jugement du tribunal de la Seine³ se mit en désaccord avec la longue suite de décisions qui l'avaient précédé; il fut confirmé par la Cour de Paris⁴. Depuis lors, et malgré la résistance de la majeure partie des Cours d'appel surtout de celle de Douai, ce revirement s'est confirmé, et la Cour de cassation elle-même s'est ralliée le 8 décembre 1914⁵. Conformément aux termes mêmes d'une consultation de M. Lainé⁶ qui est à l'origine de ce mouvement, il est admis que les sentences arbitrales étrangères doivent être assimilées aux jugements étrangers en ce

1. Brachet, thèse, p. 94. Steiner, *op. cit.*, p. 285 et s.

2. Sirey, 1840, t. I, p. 584. V. également la jurisprudence citée par Brachet, p. 96.

3. Trib. de la Seine, 6 mars 1899 (Clunet, 1899, p. 743).

4. Cour de Paris, 10 décembre 1901, Clunet, 1902, p. 314 et D. 1905. 2.128.

5. Req., 8 déc. 1914 (Clunet, 1916, p. 1218).

6. V. Brachet, p. 34, note 2.

qui concerne l'exéquatur. Quelque soit le caractère contractuel qu'on lui reconnaisse, la sentence doit en tous cas être rendue exécutoire par le tribunal tout entier, et non par le président seul. Le tribunal civil est seul compétent à cet égard même si la sentence est d'ordre commercial. Une réserve cependant doit être faite qui vient de se préciser dans le texte de l'arrêt de cassation du 9 juillet 1928¹ d'après lequel il ne saurait être question de révision au fond de la sentence de la part des tribunaux, pas plus que ceux-ci ne pourraient réviser un contrat entre particuliers. Le contrôle de la régularité de la sentence en la forme et par rapport à l'ordre public, ne laisse pas cependant de poser des questions assez délicates pour que l'intervention du tribunal tout entier ait paru justifiée.

Une condition particulière est parfois exigée. Il s'agit de la force exécutoire de la sentence obtenue tout d'abord dans son pays d'origine². Sur ce point cependant³ la jurisprudence est contradictoire. Malgré l'avis d'éminents auteurs, il semble que la solution la plus favorable à l'autorité de la sentence arbitrale doive être adoptée sur ce point⁴. En Allemagne lorsqu'est intervenue la loi du 13 mai 1924 qui cherchait à établir une procédure

1. V. Brachet, Répertoire n° 58bis note 1.

2. Exigent que la sentence ait été préalablement rendue exécutoire dans son pays d'origine : Cass. Req., 15 nov. 1922 (*G. P.*, 1923.2.176). En sens contraire, Douai, 24 janv. 1928 (*Revue Lapradelle*, 1928, 664 et note de M. P. Brachet, *G. P.*, 1928.1.768).

3. V. Bartin, *D. I. P.*, p. 619.

4. V. Krauss, p. 123.

simplifiée pour l'exécution des sentences arbitrales en droit interne, la question s'est posée de savoir si les formes en étaient applicables aux sentences émanant d'un pays étranger. Elle a donné lieu à une controverse qui a été tranchée de façon définitive par la loi du 25 juillet 1930¹ qui résout expressément la question en assimilant quant à la procédure d'exequatur, les sentences arbitrales intervenues à l'étranger à celles intervenues en Allemagne. Les conditions auxquelles l'exequatur des premières est subordonné sont celles prévues par la convention de Genève du 26 septembre 1927².

Dans la jurisprudence anglaise, il semble que la question de l'exequatur de sentences arbitrales étrangères se soit posée fort rarement à raison de l'importance même et de l'autorité des organismes arbitraux anglais, auxquels les parties ne manquaient pas de s'en rapporter, avant la création d'organismes internationaux, dès lors qu'un Anglais se trouvait intéressé³.

De déclarations officielles⁴ faites lors de la discussion de la loi d'introduction de la Convention de Genève de 1927, il résulte qu'il existe en Angleterre deux voies

1. V. art. 1044 nouveau et Jonas, *Die Novelle zum schiedsrichterlichen Verfahren*, etc.

2. V. *infra*.

3. Brachet, 132 remarque très justement que l'arbitrage étant en Angleterre une institution très ancienne et profondément entrée dans les mœurs, il est exceptionnel qu'un Anglais refuse d'exécuter une sentence arbitrale. Les déclarations du Lord Justice Scrutton manifestant son étonnement qu'une société anglaise refuse d'exécuter une sentence arbitrale sans motif sérieux, sont significatives à cet égard.

4. V. l'article de M. René Arnaud « l'Angleterre et l'Arbitrage international », *l'Économie internationale*, janvier 1930, p. 39.

possibles d'exécution pour une sentence étrangère. Si aucune difficulté n'est soulevée, la sentence arbitrale sera exécutée dans les mêmes conditions qu'une sentence arbitrale anglaise, en vertu d'une ordonnance d'un tribunal ou d'un juge, conformément à l'Arbitration Act 1889. Si par contre, l'exequatur se heurte à une difficulté quelconque — et il suffirait pour cela que la partie défendue conteste la validité de la sentence — alors, une action « *ex contractu for the breach of the agreement to carry out the award* » devra être engagée¹.

C'est ainsi qu'une décision récente (20 mai 1927²), proclame qu'une sentence arbitrale intervenue en Norvège peut être rendue exécutoire en Angleterre en vertu d'un véritable jugement qui ne saurait être confondu avec une simple procédure d'exequatur.

A plus forte raison en Amérique, où la législation interne ne reconnaissait récemment encore aucune force obligatoire à la convention d'arbitrage, ne trouve-t-on aucune décision sur le point de savoir si une sentence d'origine étrangère peut être déclarée exécutoire³.

Si donc en France et en Allemagne, l'exécution des sentences arbitrales étrangères est suffisamment assurée, il ne semble pas en être de même dans les pays anglo-

1. *Bankers and Shippers Insurance Co of New-York v. Liverpool Marine & General Insurance Co Ltd.* Cette décision a été cassée par la Chambre des Lords, mais sur un moyen indépendant de la question de principe qui n'a pas été évoquée devant la Cour suprême. V. *Jb.*, t. II, p. 312, Brachet, p. 142. V. également Brachet, p. 138 à 145.

2. High Court of Justice, Kings Bench Division (27 mai 1927) (43 Times Law Reports, 1927, 541). *Jb.*, t. II, p. 312.

3. Sturges, *Jb.*, t. I, p. 167 *in fine*, pense qu'une sentence arbitrale étrangère serait exécutable aux Etats-Unis, même dans les Etats qui consacrent encore la « *Revocability rule* ».

saxons. D'autres pays d'ailleurs, se montrent encore plus défavorables à l'exécution. De nombreux pays en particulier subordonnent celle-ci à la réciprocité de la part du pays d'origine de la sentence, la Roumanie, la Suisse, la Tchécoslovaquie, l'Autriche. Encore faut-il pour ces deux derniers pays que cette réciprocité résulte de traités internationaux ou d'une déclaration du gouvernement rendue à cet effet, et publiée au bulletin des lois¹.

§ 2. — Les conventions internationales

A) *Les conventions bilatérales*

L'arbitrage ne pouvait que se trouver entravé, par l'insécurité qui résultait soit de la difficulté qu'il y avait à obtenir l'exécution dans un grand nombre de pays des sentences arbitrales rendues en dehors de leurs frontières, soit en tous cas par l'incertitude et les complications qui résultaient du flotement de la jurisprudence quant aux conditions et aux formes nécessaires à la reconnaissance en tel ou tel autre pays de la force exécutoire. L'intervention de conventions internationales était le seul moyen pratique de mettre fin à de semblables difficultés.

Des conventions bilatérales, relativement en petit nombre d'ailleurs, sont intervenues entre certains pays

1. Brachet, p. 55.

déterminés. Elles figurent en général comme clauses spéciales dans des conventions d'ordre beaucoup plus général. Deux de ces conventions intéressent spécialement la France. Elles figurent d'ailleurs parmi les plus anciennes. Il s'agit du traité franco-suisse du 15 juin 1869¹, et de la Convention franco-belge du 8 juillet 1899.

De l'examen de l'ensemble de ces conventions, il résulte que certaines conditions sont toujours imposées pour que la force exécutoire puisse être reconnue à une sentence arbitrale étrangère. Il faut que la sentence ait été rendue par des arbitres compétents qu'elle soit passée en force de chose jugée que les droits de la défense aient été respectés, qu'aucune atteinte n'ait été portée à l'ordre public ou à des principes du droit public de l'Etat où l'on demande l'exécution, enfin que la sentence soit prouvée par la production de telles justifications prévues par les différentes conventions.

Certaines de ces conventions prévoient des conditions spéciales d'exequatur. C'est ainsi que dans les conventions passées par l'Italie la révision au fond est toujours réservée, au contraire, la plupart des autres conventions rejettent expressément cet examen au fond de la sentence.

En ce qui concerne la compétence de l'arbitre, l'on voit parfois en réserver l'appréciation d'après les règles de compétence judiciaire internationale admises là où

1. V. Brachet, Répertoire, n° 70.

la décision est invoquée. Une seule convention admet que la sentence puisse être susceptible d'exécution provisoire alors que des voies de recours seraient encore ouvertes¹.

Il semble que dans l'esprit de toutes ces conventions, une sentence ne puisse devenir exécutoire en pays étranger que si elle a reçu déjà, dans le pays où elle a été rendue, l'exequatur de l'autorité compétente².

La plupart de ces conventions s'en remettent pour la procédure à suivre et pour déterminer l'autorité chargée d'accorder l'exequatur, aux prescriptions particulières du pays où l'exécution est poursuivie. Certaines cependant précisent ce point, et en particulier les deux conventions qui intéressent la France³.

En somme ces conventions, si leur utilité est incontestable dans les rapports des pays entre lesquels elles interviennent ne peuvent résoudre l'ensemble du problème, et se contentent d'apporter quelques solutions d'ordre particulier.

Il convient de signaler l'importance toute particulière attribuée à l'arbitrage comme procédé de solution des litiges de droit privé par le traité Germano-Russe du 12 octobre 1925⁴. Le but en est manifestement d'éviter autant que possible le recours à la justice des

1. Convention Belgique-Pays-Bas du 28 mars 1925, art. 11, 2°.

2. Au sujet de la Convention franco-belge, v. Brachet, Répertoire n° 72 et 73.

3. Brachet, Répertoire, n° 78.

4. Ce Traité est reproduit au *Jahrbuch*, t. I, p. 216. V. également l'art. de Nussbaum, p. 36, *ibid.*

tribunaux soviétiques. Ce traité établit une réglementation spéciale de l'arbitrage dans les rapports germano-russes. Il prévoit dans tous les cas l'intervention de trois arbitres, et il régleme très soigneusement leur mode de nomination, les conditions de l'exequatur qui doit en principe intervenir dans les mêmes conditions que pour les sentences arbitrales internes.

En fait, l'application de ce traité n'a pas donné toute satisfaction¹, les tiers arbitres devant être — à défaut d'entente entre les deux arbitres choisis par les parties — un ressortissant du pays où l'arbitrage devait avoir lieu. Or pratiquement ce pays s'est toujours trouvé être la Russie, de telle sorte que la commission arbitrale comprenait toujours une majorité de Russes.

B) *La Convention de Genève du 26 septembre 1927.*

La Société des Nations a établi une convention du 26 septembre 1927, qui tend à assurer l'exécution des sentences étrangères dans les pays qui y adhéreront, de même que le Protocole de 1923 comportait engagement d'assurer l'exécution des sentences rendues sur le territoire-même de l'Etat où elles devaient s'exécuter.

Cette convention applicable aux sentences intervenues à la suite d'une clause compromissoire ou d'un compro-

1. V. Jonas, *Die protokollarischen Aeusserungen zu einigen Fragen des deutsch-russischen Schiedsgerichtsabkommens* (J. W., 16 février 1929), Rabinovitch, *Deutsche Juristen Zeitung*, 1927, p. 459.

mis visé aux Protocole de 1923, sur le territoire d'un pays ayant ratifié le dit Protocole, précise les conditions que doit remplir la sentence pour être susceptible d'exequatur.

Elle exige que le compromis ou la clause compromissoire ait été valable, d'après la loi les régissant¹ et que le pays d'exécution admette que l'objet de la sentence puisse être matière à compromis. Il faut, d'autre part, que les arbitres soient bien compétents de par l'accord des parties et les règles de droit applicables à l'arbitrage, que la sentence ne soit plus susceptible dans le pays d'origine ni d'opposition, ni d'appel, ni de pourvoi en cassation, qu'aucune procédure tendant à contester sa validité ne soit en cours, enfin le respect des dispositions d'ordre public du pays d'exécution est formellement réservé. L'exequatur ne peut intervenir s'il est établi que le droit de la défense n'a pas été respecté, si les arbitres ont excédé les termes du compromis, si la sentence a été annulée dans le pays d'origine. Il peut être sursis à l'exécution si la sentence n'a pas tranché

1. Mais pas plus que le Protocole, la Convention ne donne de règle permettant de préciser quelle sera cette loi. La Commission de la S. D. N. n'a pas cru pouvoir fixer ces règles; il en résulte une insécurité tout à fait regrettable car les jurisprudences des différents pays présentent fatalement des divergences à cet égard. « Le Gouvernement allemand, déclare le Dr Leitmaier, rapporteur du Comité des Experts juristes (v. Public. S. D. N., A. 106, 1927), avait proposé une disposition spécifiant quelle était cette législation. La Commission n'a pas méconnu l'intérêt que présenterait une telle précision pour le juge à qui l'on demande l'exécution d'une sentence arbitrale étrangère. Mais il lui a semblé que cette détermination ne pouvait se faire sous une forme simple et qu'elle posait les problèmes les plus ardues du droit international privé. » C'est donc au juge du for qu'il appartiendra de faire cette détermination par l'application des règles ordinaires du droit international privé.

toutes les questions soumises aux arbitres, ou si l'une des parties invoque devant le tribunal chargé de l'exécution l'existence d'une cause de nullité admise par la législation régissant la procédure d'arbitrage.

La justification de la sentence doit être faite par la production de l'original ou d'une copie authentique, la preuve du caractère définitif de la sentence, la preuve de la compétence des arbitres et de la régularité de leur procédure. Par ailleurs, la convention réserve expressément les dispositions plus favorables qui pourraient résulter du droit particulier des divers pays contractants ou des traités spéciaux.

Il convient en présence des termes de cette convention de constater que les conditions auxquelles l'exequatur est soumis, sont dans l'ensemble — parce que formulées en termes trop vagues — plus sévères que celles adoptées par les conventions particulières que nous avons signalées, et dont l'article 5 réserve l'application. L'on a voulu, en présence des exigences d'un très grand nombre de pays dont l'adhésion était envisagée, ne définir que des engagements qui soient susceptibles d'être assumés par tous. La plupart des pays qui ont ratifié la convention¹ adoptaient déjà dans leur propre droit les règles auxquelles ils ont souscrit à l'égard des autres pays qui l'auront également ratifiée. Il en est de même

1. La Convention a déjà été ratifiée par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, le Danemark, l'Espagne, l'Esthonie, l'Italie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la Suède et la Suisse.

de la France dont la ratification déjà acceptée par la Chambre des Députés¹ ne sera, souhaitons-le, longtemps différée. Il convient d'ailleurs de signaler que l'Angleterre qui a effectivement ratifié la convention, n'en a introduit chez elle les dispositions que par une loi qui définit sous prétexte de traduction les conditions auxquelles elle soumet l'exéquatur des sentences étrangères visées par ladite convention². Or ce texte contient des dispositions qui s'écartent de celles de la Convention ratifiée. Parmi ces divergences, il en est une en particulier qui soumet l'exéquatur à cette condition, qu'il ne soit point contraire, non point seulement à l'ordre public, ou au principes du droit public du pays, mais plus généralement à la loi anglaise. Il convient de bien remarquer que l'Angleterre, était précisément un des pays à l'égard duquel la convention de Genève pouvait produire les plus heureux effets. Or, précisément, la loi d'introduction de cette convention, en constitue en réalité la modification unilatérale. Il reste à ce demander si une telle ratification est bien conforme à l'esprit dans lequel l'on prétend établir des ententes internationales.

Une Convention germano-suisse est intervenue le 2 novembre 1929³, qui s'inspire des dispositions de la convention que nous venons d'analyser. Elle vise l'en-

1. Le vote à la Chambre est intervenu le 26 juin 1930.

2. Voir René Arnaud, *l'Economie internationale* janvier 1930.

3. 3. V. Jonas, *Die Novelle zum schiedsrichterlichen Verfahren*, etc.

semble des sentences rendues, soit dans l'un, soit dans l'autre pays, lorsque l'exécution doit intervenir dans le pays contractant. Enfin, tout récemment la Convention de Genève est passée dans la loi allemande (loi du 25 juillet 1920), qui en applique les dispositions de façon très générale à toutes les sentences arbitrales intervenues à l'étranger, sans distinguer entre les pays adhérents ou non à la convention.

Celle-ci semble donc pouvoir exercer une certaine influence sur la législation interne de certains pays, et sur les conventions bilatérales à venir, en dehors même de toute adhésion expresse de certains pays à la Convention.

CHAPITRE VI

ORGANISATION PRATIQUE DE L'ARBITRAGE DES LITIGES D'ORDRE COMMERCIAL

§ 1. — De l'arbitrage commercial en général.

Ainsi donc, de la législation interne, l'on en est passée à une époque d'ailleurs toute récente à quelques essais d'entente internationale par la voie de conventions diplomatiques. Il faut voir là l'expression d'un besoin assez généralement ressenti.

Avant de passer à l'examen du problème de l'organisation pratique de l'arbitrage dans les relations commerciales internationales, problème que nous nous proposons d'étudier tout spécialement, nous croyons utile de donner quelques indications sur le mouvement arbitral, et sur le fonctionnement de l'arbitrage commercial en général.

Le champ que nous abordons maintenant appartient donc avant tout à la pratique commerciale. Il est naturel en effet que ce soit en matière commerciale que l'on ait ressenti de la façon la plus impérieuse la nécessité d'une organisation de l'arbitrage

Sans insister sur les avantages que l'on reconnaît communément à l'arbitrage, solution rapide et adéquate des litiges, sans frais, sans procès, sans publicité, avantages plus ou moins réels d'ailleurs, et que compensent souvent largement les inconvénients d'une procédure empirique et rudimentaire, qu'il nous suffise d'indiquer que les litiges commerciaux se prêtent, en général, mieux à un règlement par voie d'arbitrage que les litiges du droit civil.

En matière civile, les relations d'affaires sont beaucoup moins fréquentes, et surtout tendent moins à se couler dans un moule uniforme. Les contrats commerciaux au contraire se ramènent en règle générale à certaines catégories essentielles. Entre deux parties ce seront toujours les mêmes qui interviendront. Entre un commerçant de gros et un détaillant, entre un importateur et un exportateur, s'établit ainsi un courant d'affaires qui se traduira en pratique par une série de ventes commerciales. Les questions qui se présenteront à propos de ces contrats, sur lesquels un litige est susceptible de s'élever, ne seront point en nombre illimité. En fait, ce seront presque toujours les mêmes contestations qui se produiront à propos de telle ou telle livraison, à propos des conditions d'une promesse, à propos d'un paiement. Presque toujours, il n'est question que de la vérification de l'exécution plus ou moins correcte d'un contrat, et en particulier de la conformité de la marchandise livrée avec la qualité stipulée. Il en

est d'autres sans doute qui varieront selon les contrats, mais, en règle générale, l'on peut affirmer, que les litiges de droit commercial présentent, à l'inverse de ceux du droit civil, le caractère spécial de ramener toujours les mêmes questions en discussion.

Dès lors, le recours à des juges non professionnels, choisis parmi les commerçants eux-mêmes, peut paraître d'autant plus indiqué que les litiges porteront bien souvent sur l'interprétation d'un usage commercial, parfaitement connu de tous ceux qui sont mêlés à telle ou telle activité commerciale, et qu'aucune question de droit proprement dite ne sera le plus souvent soulevée.

C'est dans ce sens que l'arbitrage présente son maximum d'utilité, puisqu'il évite d'avoir, avant toute solution, à mettre le juge au courant de questions que les intéressés connaissent parfaitement du fait d'une pratique constante. Un arbitre informé de ces usages semble être beaucoup mieux à même de donner rapidement une solution à de tels litiges.

C'est là ce qui a permis à l'arbitrage de prendre en matière commerciale un développement considérable, et tout récemment encore, la loi du 31 décembre 1925 est venue sanctionner cet état de fait en reconnaissant en cette matière la validité de la clause compromissoire qui en matière civile continue aux termes d'une jurisprudence constante à ne pas être admise.

En matière commerciale comme en matière civile,

l'arbitrage suppose à l'origine une convention des parties qui peut intervenir sous la forme d'un compromis ou d'une clause compromissoire. Mais si en matière civile, le compromis signé après la naissance d'un litige est en principe la règle, à tel point que le législateur 1806 n'a envisagé que ce cas et n'a pas fait mention de la clause compromissoire; en matière commerciale, au contraire, l'arbitrage intervient en règle générale à la suite d'une clause compromissoire contenue dans le contrat litigieux. Il arrive que des parties n'ayant rien stipulé à cet égard dans leur contrat, s'entendent après coup pour régler par la voie de l'arbitrage le litige qui les sépare. Mais le cas est peu fréquent. A ce moment-là en effet, le litige s'est envenimé et il se trouve toujours au moins l'une des parties pour décliner l'intervention d'arbitres. Au contraire, au moment de contracter, on envisagera volontiers ce mode amiable pour le règlement de litiges, qui paraissent alors purement hypothétiques. Disons dès maintenant que la clause compromissoire figure dans un très grand nombre de contrats commerciaux. Elle est surtout fréquentée dans les pays comme l'Allemagne qui en ont de tous temps reconnu la validité. Aussi a-t-on pu dire avec beaucoup de raison que le développement de l'arbitrage en matière commerciale est essentiellement lié à l'emploi de cette clause.

Les parties pourraient, au moment de contracter, convenir d'un recours éventuel à l'arbitrage sans plus. Elles

pourvoiraient alors d'un commun accord à la mise sur pied de cet arbitrage au cas où un litige viendrait à s'élever entre elles. Mais un tel procédé ne peut donner lieu qu'à des applications pratiques fort insuffisantes. En effet, à défaut d'un accord sur la personnalité d'un arbitre, et sur la manière de procéder, accord, qui à raison même du litige qui sépare les parties, n'interviendra point aisément, il n'y aura d'autres ressources que de s'en rapporter au texte de la loi. Or la loi du 31 décembre 1925, qui s'est bornée à faire une déclaration de principe, ne contient aucune disposition supplétive de la volonté des parties et l'on sait qu'à plusieurs reprises déjà des tribunaux français ont refusé à procéder d'office à une nomination d'un arbitre¹, l'obligation de compromettre ne pouvant à leurs yeux se résoudre qu'en une action en dommages-intérêts. Mais même dans les pays comme l'Allemagne où la loi a pourvu à pareille éventualité, les résultats pratiques n'en seront guère plus satisfaisants. Aux termes de la loi allemande chacune des parties sera appelée à désigner un arbitre, le tribunal pouvant le cas échéant suppléer à la carence d'une des parties en nommant d'office l'un des arbitres. Avec tel système, il arrivera le plus souvent que chacune des parties cherche à s'assurer que l'arbitre par elle désigné défende exclusivement son propre intérêt. On conçoit que dans ces conditions une sentence puisse diffi-

1. V. p. 34 *supra*.

cilement intervenir. Or le droit allemand¹ dispose qu'à défaut d'entente entre les arbitres le compromis sera caduc. Pour éviter un tel résultat, les parties n'auront d'autres ressources que de pourvoir à la nomination d'un tiers arbitre qui départagera les deux arbitres précédemment nommés. Il est à craindre que cette nomination n'intervienne pas sans difficulté, n'entraîne une intervention de la justice d'Etat, ou si elle doit être le fait d'une personne complètement étrangère au litige, la présence même des deux arbitres déjà nommés peut apparaître superflue.

Nous avons indiqué les inconvénients des dispositions de la loi allemande, parce que celles-ci ne font que consacrer un usage qui s'exprime dans de nombreuses clauses de la pratique aussi bien en Allemagne que dans d'autres pays. Ces clauses d'ailleurs qui prétendent pourvoir entièrement et par elles-mêmes à l'organisation de l'arbitrage, présentent d'autres aléas. Elles entraîneront l'intervention d'arbitres qui n'auront pas toujours l'expérience voulue pour exercer utilement la délicate mission qui leur incombe. Or l'arbitrage vaut surtout par la personnalité même des arbitres. De plus le caractère occasionnel de leur mission ne leur permettra pas de se créer une compétence véritable donnant à leur intervention toute l'autorité et l'efficacité désirables. La nécessité d'observer des dispositions légales souvent peu pratiques sera encore de nature à entraver leur action.

I. V. Mathies, p. 3 et s.

Ainsi donc les clauses se bornant à prévoir le principe du recours à l'arbitrage et la désignation éventuelle des arbitres par les parties elles-mêmes, sont-elles, à raison même de ces inconvénients, peu susceptibles de jouer un très grand rôle dans la pratique commerciale.

Il en irait différemment de clauses prévoyant l'intervention éventuelle d'arbitres particulièrement qualifiés ou habitués à trancher certaines difficultés pratiques, et confiant l'organisation éventuelle de l'arbitrage à des organismes permanents qui grouperaient éventuellement ces arbitres pour les mettre à la disposition des parties. Il y a à cela d'incontestables avantages. Les parties lorsqu'elles contractent peuvent se rendre compte de l'autorité de l'organisme arbitral auquel il sera éventuellement fait appel. La permanence même de ces institutions semble devoir être une garantie de leur bon fonctionnement. Elles feront appel à des arbitres particulièrement qualifiés, un secrétariat prendra en main la correspondance et veillera à la bonne marche de l'affaire. Elles auront un règlement d'arbitrage connu des parties et auquel celles-ci se référeront de par leur convention.

Il est donc nécessaire de bien distinguer d'une part l'arbitrage purement occasionnel même lorsqu'il intervient à la suite d'une clause compromissoire, et celui qui comporte l'intervention d'une organisation quelconque qui se charge de mettre sur pied l'arbitrage le cas échéant, Or la création de semblables organismes

est apparue depuis un certain temps comme répondant à une véritable nécessité. Il s'en est créé un peu partout, le plus souvent sous le contrôle d'importants groupements professionnels. C'est donc sous une forme nettement corporative que sont apparues les premières chambres d'arbitrage, et qu'à pris naissance le grand mouvement arbitral auquel nous assistons. C'est à un bref aperçu de ce mouvement, dont il nous a paru intéressant de fixer les étapes successives, que nous consacrerons les pages suivantes. Il convient de bien préciser en outre comment est conçue l'organisation de ces chambres arbitrales, comment elles fonctionnent en pratique, quelles sont les tendances et l'importance du mouvement qui a conduit à leur création.

De semblables organismes ne pouvaient manquer de naître un jour dans les relations internationales d'ordre privé, et c'est cet aspect de la question que nous nous proposons d'étudier tout spécialement par la suite.

§ 2. — Le développement des organismes d'arbitrage à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle

Au début du XIX^e siècle la clause compromissoire, ni même le compromis subséquent à la naissance d'un litige, n'étaient nulle part d'un usage très fréquent¹, sauf peut être dans certaines circonstances particulières,

1. « Pareil à une vieille armure reléguée à l'arsenal, l'arbitrage trouve encore sa place dans les codes, afin qu'il soit à la portée de main pour le cas où il viendrait tout de même à l'idée de quelqu'un d'en faire usage ». V. Krause, p. 90.

litiges entre associés, difficultés auxquelles pouvait donner lieu un contrat d'assurance etc.

Il convient toutefois de noter que dès le début du xix^e siècle, l'exemple des tribunaux de commerce français incita dans plusieurs villes allemandes les commerçants à créer des commissions arbitrales, à défaut des juridictions particulières qu'ils réclamaient. C'est ainsi que fonctionna à Berlin, à partir de 1820 une commission arbitrale de sept membres élus chaque année par les commerçants eux-mêmes. Cette commission connaissait de tous les litiges qui lui étaient volontairement soumis quelque soit leur nature. Elle fonctionna pendant plus de cinquante ans¹. Cette commission semble avoir donné en pratique d'excellents résultats. Voici ce qu'en disait en 1869 un homme de loi qui en faisait partie : « On y évoque les affaires les plus compliquées et les plus intéressantes, et en fait il est tout-à-fait remarquable de voir comment les commerçants savent débrouiller les cas les plus épineux, en particulier là où l'homme de loi avec la seule connaissance des textes se trouverait fort emprunté ».

Voici quelques chiffres rapportés par Krause et qui permettent de se faire une idée de l'activité de cet organisme véritable précurseur des Cours d'arbitrage commercial modernes :

Années	Litiges
1864	97
1865	98
1866	129
1867	106
1868	139
1869	260
1870	483

Krause cite encore une Chambre arbitrale fonctionnant de même depuis 1842 à Stuttgart. Elle connaissait des litiges survenus dans le commerce des livres. Mais il s'agit là d'exemples tout à fait isolés.

A partir du dernier quart du ^{xix}^e siècle, le commerce d'importation, spécialement en ce qui concerne certaines denrées alimentaires et certaines matières premières nécessaires à l'industrie, prend une énorme importance avec l'industrialisation croissante de l'Europe. L'on voit alors se créer des groupements de commerçants auprès des bourses de commerce ou des marchés les plus importants. L'autorité de ces groupements leur permet de proposer de façon générale à leurs adhérents, les modalités uniformes selon lesquelles seront effectuées les opérations de vente ou d'achat sur le marché, et le règlement des litiges par voie d'arbitrage. Il se créa ainsi des organismes spécialisés particulièrement aptes à répondre aux desiderata des commerçants qui avaient recours à eux.

Les plus anciens de ces groupements sont apparus sur les grandes places importatrices, Londres, Hambourg, Anvers, Liverpool, Brême le Havre, etc. vers 1870. A Hambourg¹, la création du premier organisme permanent d'arbitrage coïncide avec la constitution d'une association des négociants en céréales près la Bourse de Hambourg. En 1872, cet exemple fut suivi par le commerce des alcools, en 1879 par celui des dérivés de la pomme de terre,

1. V. Mathies.

en 1888 se crée sous les auspices de la chambre de commerce un tribunal arbitral dont la compétence s'étendait à toutes les branches du commerce. En 1900 apparaît sur cette même place une chambre arbitrale du commerce des fruits secs, des épices et des drogues (Waren-Verein). En 1901 un tribunal arbitral pour le commerce des fourrages, en 1907, le commerce des métaux se donne à son tour un organisme arbitral, le commerce du caoutchouc l'imite en 1911, le commerce des beurres en 1913. Le mouvement se poursuit après la guerre, et l'on voit apparaître une chambre arbitrale pour le commerce des résines, essences et vernis, un nouveau tribunal arbitral pour les caoutchoucs (opérations au comptant), une organisation semblable pour le commerce des riz etc.

Il existe aujourd'hui à Hambourg plus de vingt chambres arbitrales différentes¹. En 1872, se crée à Brême un comité pour le commerce du coton, qui, à l'imitation de la Liverpool Coton Association qui lui est antérieure, comporte parmi ces organes une chambre arbitrale. Ce comité devait par la suite prendre la forme officielle de Bourse du coton de Brême.

Même évolution à Londres où se constitue en 1877

1. Les chiffres suivants établis d'après une estimation de Mathies donneront une idée de l'activité de ces organismes.

Années	Nombre de litiges soumis à l'ensemble des chambres ar- bitrales de Ham- bourg.
1911.....	2.500
1912.....	3.300
1913.....	3.400

la London Corn trade Association, dont les contrats types et les arbitrages devaient par la suite prendre une si grande importance dans le commerce des blés¹. Puis, tour à tour, on voit se fonder la London Oil Seed Association, Oil and Tallow Association, Refined Sugar Association, London Jute Association, etc., qui toutes prévoient dans leurs clauses et conditions générales, le recours à un organisme corporatif d'arbitrage en cas de différend.

En France, il n'a pas fallu attendre la promulgation de la loi du 31 décembre 1925 pour que se créent des organisations semblables². Tantôt ces chambres arbitrales groupèrent tous les litiges auxquels pouvait donner naissance le commerce des différentes matières et denrées traitées sur la place, tantôt elles étaient spéciales à un commerce déterminé. La plus ancienne de ces chambres arbitrales est celle de Dunkerque créée en 1890. Celle de Paris est beaucoup plus récente. Elle semble destinée à prendre un grand développement. La plus importante est aujourd'hui celle de Strasbourg fondée en 1900 sous le régime de la loi allemande³.

1. V. Schwob, *Les contrats de la L. C. T. A.* La L. C. T. A. procède à environ 4.000 arbitrages par an, mais bon nombre de ceux-ci se résument à une simple expertise.

2. Il n'en reste pas moins que le développement de l'arbitrage est lié à l'emploi de la clause compromissoire, et que la nullité de cette clause en a retardé le développement en France. Ainsi les tentatives faites au Havre en vue d'une organisation de l'arbitrage échouèrent-elles de ce fait. V. Steiner, p. 69.

3. Voici les chiffres cités par Robert p. 123 au sujet de l'activité de ces Chambres arbitrales. La Chambre de Strasbourg a commencé en 1900 par une affaire. Ce chiffre était de 200 en 1913; il est actuellement de 400. La Chambre de Paris fondée en 1926, a réglé 250 affaires en 1928.

C'est le commerce des grains qui donna lieu à la plus grande partie des arbitrages de la Chambre de Dunkerque, et à une bonne partie de ceux de Paris¹. C'est par le commerce des grains qu'à commencé en France le mouvement arbitral. Le recours à l'arbitrage y est généralisé, à tel point qu'aujourd'hui l'on voit très rarement les tribunaux saisis de litiges nés à l'occasion de ce commerce.

Si, en France, le commerce des grains reste de beaucoup celui où l'arbitrage joue le plus fréquemment², dans d'autres pays, notamment en Angleterre et en Allemagne, de nombreux organismes se sont créés qui tendent à procurer semblable règlement aux professionnels des branches les plus diverses du commerce. Et l'on peut dire qu'il n'existe plus guère aujourd'hui tant en Angleterre³ qu'en Allemagne⁴ de commerce ayant un marché organisé, où les transactions s'opèrent selon des conditions générales identiques pour toute la profession, qui ne prévoit parmi celles-ci le recours en cas de litige, à un organisme professionnel d'arbitrage.

1. V. Robert, p. 93.

2. Parmi les autres branches du commerce où les Chambres arbitrales jouent un certain rôle, en France il y a lieu de signaler le commerce des pierres précieuses (Chambre Syndicale des Négociants en diamants, perles, pierres fines et des lapidaires (v. Hugues Citroen), et le commerce de la soie. Ainsi le Bureau de l'Union lyonnaise des marchands de soie a eu à connaître, en 1923, de 15 demandes d'arbitrage, en 1924 de 20 et en 1925 de 22 demandes. V. Ishisaki, p. 253.

3. V. Sutton, *Jb.*, I, p. 62 : Trade arbitration exists in most if not all the important industries, trades and mercantile enterprises in the country, coal, cotton, wool, grain, shipping and the like.

4. Nous avons constaté que près des trois-quarts des contrats-type qui se trouvent réunis dans le recueil de Hellauer, et qui ont été choisis à dessein dans les branches les plus diverses de l'activité commerciale contiennent une clause d'arbitrage.

Mais la plupart de ces chambres syndicales, groupant exclusivement les professionnels d'une activité déterminée ne sont pas susceptibles de prendre un grand développement. En effet les personnes exerçant le même métier ne sont en général guère appelées à contracter les unes avec les autres. D'autre part on conçoit que leurs clients ou leurs fournisseurs hésitent à se soumettre à la compétence de la chambre syndicale de leur adversaire éventuel dont ils suspecteront l'indépendance. Aussi n'est-ce que dans les commerces dont les professionnels contractent habituellement entre eux que l'arbitrage est tout d'abord apparu sous sa forme corporative. Il en est ainsi des professionnels de bourses de marchandises ou des valeurs¹. Le règlement de ces établissements ou des syndicats qui groupent leur clientèle, prévoient d'une façon tout-à-fait générale le recours à l'arbitrage pour le règlement des litiges auxquels pourraient donner lieu les opérations qui s'y effectuent. Le recours à l'arbitrage tend même à y devenir pratiquement obligatoire.

Mais en dehors de ces cas, l'arbitrage corporatif ne semble destiné à prendre une réelle importance que s'il repose sur une organisation inter-syndicale. En effet la tendance est actuellement à la création de chambres arbitrales groupant tous les syndicats se rattachant à un produit ou à un objet unique, et dont les membres exerçant des activités complémentaires sont appelés

1. V. Steiner, *Die Börsen Schiedsgerichte*.

à contracter habituellement entre eux. L'organisation de ces chambres intersyndicales s'inspirera du souci de ne point favoriser l'une des parties aux dépens de l'autre.

Les chambres arbitrales de Paris et de Strasbourg qui sont une émanation des Bourses et des Chambres de commerce, et par là groupent les syndicats d'un très grand nombre de commerces, présentent sous une forme déjà complexe ce caractère intersyndical. Un exemple plus récent et plus topique est fourni par la Chambre Intersyndicale de Conciliation et d'Arbitrage des Industries Electriques¹, un accord intervenu entre le Syndicat des Fabricants de Soieries de Lyon, et la Chambre Syndicale des Acheteurs de Soieries pour la France et l'exportation pour l'organisation d'une commission permanente d'arbitrage pour les litiges entre fabricants et commissionnaires lyonnais² nous en fournit un autre. Ces organismes sont trop jeunes pour qu'on puisse déjà apprécier leurs résultats. Certaines créations intersyndicales de l'étranger méritent cependant d'être signalées. Qu'il nous suffise d'indiquer le Tribunal arbitral des Théâtres (Bühnenschiedsgericht) de Berlin, dont l'activité est très grande, et qui connaît des litiges survenus dans l'industrie du spectacle, soit entre directeurs, soit entre ces derniers et les artistes et le Tribunal arbitral Allemand de la Mer (Deutscher Seeschieds

1. V.. Robert, p. 134.

2. V. Ishisaki, p. 354.

gericht), émanation des armateurs, affréteurs, et assureurs de Hambourg et de Brême, et qui connaît des affaires d'abordage et d'assistance en mer qui lui sont soumises¹. Il convient de rapprocher de cette institution la Chambre arbitrale maritime créée récemment au Comité central des armateurs de France et qui a rendu le 1^{er} mai 1930, sa première sentence².

Ce qu'ont réalisé des organismes essentiellement corporatifs, ou ayant un caractère intercorporatif, a été également tenté par des institutions de portée plus générale. L'on a vu en particulier des chambres de commerce créer des bureaux d'arbitrage qui ne s'attachaient point aux litiges afférents à certains genres de commerce, mais pouvaient connaître de toutes les affaires qui leur seraient soumises, tel a été le cas à New-York³, à Berlin, à Hambourg⁴, à Manchester. Une place à part doit être faite ici à la London Court of Arbitration⁵ fondée en 1892 par la Chambre de Commerce et la Corporation de Londres. L'intervention de cette Cour est particulièrement appréciée dans les branches du commerce où il n'existe point d'organisme spécialisé d'arbitrage.

1. V. Krause, p. 94.

2. V. Paris, p. 90.

3. V. J. H. Cohen et *Jb.*, I, p. 361.

4. Le bureau d'arbitrage de la C. C. de Hambourg a eu à connaître de 1900 à 1911 en moyenne 25 affaires par an (v. Mathies, p. 121), en 1912 de 90 affaires, en 1913 de 116; son activité s'est beaucoup développée au lendemain de la guerre, mais nous n'avons pu recueillir aucun chiffre précis.

5. V. *Jb.*, I, p. 357.

Il convient enfin de dire deux mots de l'organisation arbitrale de la Chambre de Commerce de Berlin. On sait la part active prise par cette Chambre dans la codification des usages locaux¹. Ces usages prévoient d'une façon tout à fait générale le recours à l'arbitrage pour le règlement des litiges. Mais lors de la rédaction de ces usages, la Chambre de Commerce a pris soin de se réserver une part plus ou moins active dans l'organisation pratique de chaque arbitrage, soit qu'elle en assure la direction, soit qu'elle en confie l'exercice à des personnes nommées, par elle. Il existe ainsi une quinzaine de Chambres arbitrales rattachées à la Chambre de Commerce, et qui avant guerre connaissaient en moyenne mille affaires par an.

Dans les divers pays, certaines associations se sont même créées tout spécialement dans le dessein de favoriser le recours à l'arbitrage, et à cet effet de mettre des arbitres et leurs services à la disposition des parties. Citons : en France, l'Institut privé de Conciliation et l'Arbitrage², en Allemagne, le Comité allemand pour l'Arbitrage (Deutscher Ausschus für Schiedsgerichtswesen³), fondé en 1920 par la Fédération des associations techniques et scientifiques allemandes (D. V. T. W. V.), qui groupe trente-six associations techniques, avec plus de cent

1. V. p. 147, note I.

2. V. Robert, p. 129.

3. V. *Jb.*, II, p. 291.

mille membres, et enfin aux Etats-Unis la très active American Arbitration Association¹.

Nous nous trouvons ici en présence de deux conceptions différentes. D'une part un organe de métier; de l'autre une organisation d'intérêt général, mettant son autorité au service de la cause de l'arbitrage, sans distinguer l'objet des litiges pour lesquels l'on peut faire appel à ses bons offices. Les Chambres de Commerce étaient tout particulièrement qualifiées pour tenter semblable expérience.

Lorsque sont intervenus des accords, ententes ou des cartels, tendant à réglementer les conditions de la production, on a également prévu dans ces accords le recours à l'arbitrage pour le règlement des litiges².

Malgré cette extension de l'arbitrage organisé, il reste cependant, que c'est surtout dans le domaine corporatif que les réalisations pratiques ont été les plus nombreuses et les plus importantes. Il y avait là, en effet, au premier chef, réunion de tous les éléments que nous avons ci-dessus analysés : le contrat portant sur certaines transactions toujours les mêmes, faisant appel à certains usages familiers à tous ceux qui pratiquent ce genre de commerce, dont il était question. D'où la facilité qu'il y avait à la désignation d'arbitres dans la corporation.

1. En 1927, l'A. A. A. a eu à connaître de 245 demandes d'arbitrage. V. *Jb.*, II, p. 379.

2. V. appendice *in/ra*.

§ 3. — Fonctionnement pratique de l'arbitrage corporatif.

Ainsi donc un peu partout les groupements corporatifs se sont organisés en vue de faciliter à leurs adhérents le recours à l'arbitrage. Il reste à se demander comment l'arbitrage est pratiquement agencé au sein de ces groupements. Nous ne voulons donner ici qu'un très bref aperçu du fonctionnement pratique de ces chambres d'arbitrage corporatives, nous réservant d'examiner de plus près par la suite la procédure, adoptée ici, de certains organismes de caractère international.

a) *Compétence des chambres corporatives d'arbitrage.*
— La compétence des chambres d'arbitrage se fonde — comme pour tout arbitrage — sur la convention des parties en cause. Cette convention intervient en règle générale au moment où les parties contractent, sous la forme d'une clause compromissoire qui figure ou est censée figurer dans le contrat même qui a donné naissance au litige.

Entre adhérents de ces divers groupements se crée la coutume de faire appel pour tous litiges à l'arbitrage de la corporation. Cet usage se concrétise en clauses formelles qui sont conseillées, parfois même imposées à ses adhérents par la corporation organisée¹. Il s'agit

1. Pareille obligation est expressément formulée en Allemagne par la plupart des règlements du commerce des grains. V. Trops, p. 279.

là, le plus souvent, de clauses-types auxquelles les parties se soumettent chaque fois qu'elles contractent sans pouvoir rien y changer. Ces clauses figurent en général parmi les « clauses et conditions générales » d'un formulaire de contrat créé par la corporation elle-même, et dont les parties feront usage pour chacune de leurs transactions². Parfois même la clause ne figure pas en termes exprès au contrat. Elle fait partie des « clauses et conditions générales » du marché s'incorporant à la convention des parties par une simple référence qui y est faite. Il arrive même que ces clauses soient sous-entendues. Elles sont passées en usage¹. Il y a là une extension curieuse de la clause de style qui peut être sous-entendue et doit être suppléée.

Elle n'y a aucune valeur légale car elle ne vise pas un contrat particulier. Elle est également formulée dans les statuts des bourses des valeurs de Londres et de New-York pour les litiges entre membres de ces établissements. V. Steiner, p. 96. La Chambre arbitrale de Paris avait cherché à rendre obligatoire le recours à ses services pour tous litiges entre membres du Syndicat des Négociants à la Bourse de Paris dont elle émane; mais le ministre du Commerce dont l'homologation était nécessaire refusa de la donner. Il n'en faut pas moins aux termes du règlement actuel une convention expresse pour écarter la compétence de la Chambre.

1. La force de loi reconnue aux usages commerciaux ne se justifie que si ceux-ci sont le produit spontané d'une longue pratique. Or l'on voit notamment en Allemagne (à Berlin) les commerçants chercher à créer en quelque sorte artificiellement des usages professionnels. La procédure utilisée à cet effet, et à laquelle la Chambre de Commerce prend une part active, comporte les trois étapes suivantes :

1° Codification des conditions que l'on désire voir adopter comme « usage ».

2° Diffusion de ces « clauses et conditions » parmi les intéressés.

3° Proclamation de celles-ci comme « usage » dans les « avis » donnés par la Chambre de Commerce dès que leur emploi est suffisamment généralisé. Cette procédure a été très vivement critiquée par Schreiber. V. Bibl. Les usages ainsi élaborés comportent presque toujours une clause compromissaire. La jurisprudence allemande admet que la compétence d'un organisme corporatif d'arbitrage puisse se fonder sur l'existence d'un tel usage. V. p. 7.

2. Au cours de l'année 1927, la London Corn Trade Association a vendu plus de 320.000 formules de contrats ! Voir Robert, p. 149.

La clause compromissoire recommandée par la corporation, ou figurant dans ses formulaires de contrat, contient toujours un engagement aussi général que possible de recourir, pour tous litiges éventuels auxquels le contrat pourrait donner lieu, à l'arbitrage de la corporation¹. Cette clause comporte souvent engagement de considérer la sentence qui sera rendue comme définitive et renonciation à toute voie de recours judiciaire². De cette clause il résulte également que les parties acceptent par avance tous les termes du règlement d'arbitrage de la corporation.

Il n'y a donc pas entre les parties discussion des conditions dans lesquelles en cas de litige un compromis interviendra. La clause compromissoire n'est pas une simple « promesse de compromettre » éventuellement. C'est en même temps la fixation *ne varietur* des conditions de ce compromis. Nous sommes donc en présence d'un contrat par adhésion, contrat qui fait entrer le règlement d'arbitrage dans la convention des parties du fait que celle-ci comporte la clause-type que nous venons de caractériser.

Supposons maintenant qu'un litige vienne à s'élever entre les deux parties liées par une telle clause. Comment

1. Voici la clause qui figure dans les contrats de la L. C. T. A. : « Tous différents qui surgissent de temps à autre de ce contrat, y compris toute question de droit soulevée dans la procédure, soit entre les parties, soit entre l'une des parties et le syndic de la faillite de l'autre partie, seront soumis à l'arbitrage conformément aux règles d'arbitrages ci-contre ». V. Schwob.

2. « Les parties s'engagent à accepter la décision en renonçant à toute exception et tous remèdes légaux » (art. 13 du règlement milanais (soie), cité par Ishizaki p. 10).

la chambre d'arbitrage en sera-t-elle saisie ? Il suffira en général que l'une des parties lui adresse une simple lettre l'informant du litige, lettre qui devra contenir toutes les indications nécessaires à l'instruction de l'affaire, nom de la partie adverse, exposé du litige et des prétentions que l'on fait valoir, documents à l'appui, etc. Cette demande d'arbitrage sera notifiée à la partie adverse qui sera alors invitée à faire valoir son point de vue dans un délai, souvent très bref¹. Mais certains règlements, d'ailleurs peu nombreux, exigent que la Chambre soit saisie par la voie du compromis². L'intérêt de ce procédé est de couper court à toute difficulté sur la compétence de la Chambre arbitrale. Cette compétence peut en effet prêter à contestation. L'une des parties pourrait prétendre par exemple n'être point liée par la clause figurant sur les papiers d'affaires de son adversaire. Et la première chose serait, évidemment, de décider si la Chambre peut intervenir dans le litige qui lui est soumis. La plupart des règlements délimitent très soigneusement leur champ d'application. Ils se refusent en général à intervenir dans tous les cas où l'une des parties au moins ne serait pas membre du groupement ou d'un des groupements dont ils émanent³. Certains règlements exigent une soumission formelle

1. Ce délai est de six jours à la Chambre de Paris (art. 25), ailleurs il est plus bref encore. V. Mathies, p. 79.

2. V. Robert, p. 109; Ishizaki, p. 264 (Silk Ass.).

3. C'est le cas de l'Union Lyonnaise des Marchands de soie, v. Ishizaki, p. 247.

à l'arbitrage de la corporation de la part des personnes qui n'en feraient point partie¹.

b) *Les arbitres.* — Dans tout arbitrage il y a lieu, avant toute chose, de choisir et de nommer les arbitres auxquels il sera fait appel. Ici selon les termes admis par les différents règlements l'on peut se trouver en présence de solutions tout à fait différentes. Tantôt les parties se voient reconnaître le droit de choisir des arbitres parmi ceux qui ont l'agrément de la corporation². Celle-ci se réservant alors de désigner un sur-arbitre en cas de partage, ou de suppléer, le cas échéant, à carence de l'une des parties. Tantôt les arbitres ne sont pas du tout désignés par les parties et l'organe corporatif intervient seul. C'est vers cette solution que tendent d'ailleurs les règlements les plus récents³. Enfin l'on a vu la corporation confier à son bureau le soin de procéder à l'arbitrage⁴.

La multiplicité des arbitres apparaît aujourd'hui comme plus gênante qu'elle n'est utile, et les préférences vont de plus en plus au système de l'arbitre unique⁵.

Qu'il y ait collège arbitral ou arbitre unique, il y a

1. V. Rule 77 du Stock Exchange de Londres v. Steiner, p. 100.

2. Tantôt seuls les membres de la corporation peuvent exercer les fonctions d'arbitres (par exemple les contrats de la L. C. T. A.), tantôt les seules personnes figurant sur une liste d'arbitres élaborés par la corporation (exemple le Règlement de Paris, art. 67).

3. V. Mathies, p. 36.

4. Ainsi l'Union Lyonnaise des Marchands de soie. V. d'autres exemples chez Mathies, p. 38; Steiner, p. 62.

5. Le système de l'arbitre unique a donné d'excellents résultats dans le commerce des grains où il intervient pour les litiges peu importants. V. Morgenroth, p. 635.

lieu de se demander quel est le rôle qui est attribué par le compromis à la corporation elle-même. Si l'on prétend analyser juridiquement ce rôle, deux conceptions peuvent être mises en avant. Il peut en effet s'agir d'un simple mandat qui serait donné par les parties à la corporation aux fins de désignation d'arbitres. Mais il semble que ce n'est pas ainsi que les intéressés entendent les effets de cette clause. Pour eux, c'est à la corporation elle-même que l'on fait appel aux fins d'arbitrer le litige. Elle reçoit donc les pouvoirs nécessaires à cet effet et les exerce par l'intermédiaire des arbitres qu'elle désigne. Ceux-ci agissent non point comme de simples arbitres désignés par l'intermédiaire d'un tiers, mais comme organe de la corporation elle-même.

Il reste à se demander si le rôle d'arbitre ainsi dévolu à la corporation est susceptible d'être exercé par elle conformément à la volonté du législateur¹.

Quoi qu'il en soit, le caractère nettement corporatif de cet arbitrage est de nature à éveiller les plus graves soupçons quant à l'indépendance de ceux-là même qui en sont chargés. En effet les personnes qui figurent soit dans les organes de la corporation, soit sur les listes d'arbitres sont généralement celles-là même que les membres de la corporation ont choisies pour défendre leurs intérêts professionnels. C'est là un inconvénient auquel parent, théoriquement du moins, les or-

1. V. Robert, p. 72 et s.

ganismes interprofessionnels où les différents intérêts en conflit se trouvent représentés. La preuve qu'une organisation ne représentant que l'intérêt de l'une des parties en présence est incompatible avec une saine notion de l'arbitrage, nous la trouvons dans certains règlements qui prévoient que leurs listes d'arbitres devront comprendre des personnes étrangères à la corporation et appartenant aux différents commerces intéressés¹.

Même si le litige s'élève entre deux parties ayant exactement les mêmes intérêts professionnels, deux négociants en Bourse par exemple, il peut y avoir de très sérieux motifs de suspecter la parfaite indépendance de celui qui sera appelé à trancher le litige. Et en effet la plupart des règlements prévoient un droit de récusation, dont les modalités varient d'ailleurs. Mais il est un chef de récusation qui est toujours prévu, le cas où l'arbitre aurait un intérêt quelconque à l'issue de l'affaire².

c) *Règlement du litige.* — Jetons maintenant un coup d'œil sur la procédure arbitrale telle qu'elle se déroule en pratique. Pour être à même de rendre une sentence valable, les arbitres devront tenir compte à la fois des

1. Ainsi la Silk Ass. (v. Ishizaki, p. 259), de même le Règlement de la Fédération allemande du commerce des pommes de terre prévoit qu'il pourra être fait appel à des cercles agricoles pour la désignation d'un arbitre chaque fois que le litige concernera un producteur. V. Handbuch, p. 582.

2. V. en particulier l'art. 27 du règlement de Paris.

dispositions légales et de la volonté des parties, telle qu'elle est exprimée dans le règlement d'arbitrage, qui, comme nous l'avons vu, vient s'incorporer dans le compromis. Sous cette réserve, les arbitres pourront procéder à leur gré.

Or, le Code de procédure dispose, nous l'avons vu, que sauf convention contraire les arbitres devront suivre dans leurs opérations les délais et les formes établis pour les tribunaux. L'on conçoit que les règlements se servent de cette faculté reconnue aux parties pour faciliter la tâche des arbitres en leur accordant la plus grande liberté compatible avec le respect des droits de la défense¹. Les règlements n'en sont pas moins d'une extrême diversité. Les uns prescrivent une procédure orale², la comparution des parties, l'audition des témoins; d'autres s'en tiennent en principe à la production de pièces, un accord des parties étant alors nécessaire pour qu'un débat oral ait lieu³. Certains mêmes, dans un souci de plus grande impartialité, se refusent à communiquer aux arbitres le nom des parties en cause⁴. La plupart des règlements reconnaissent aux parties la faculté de se faire représenter par un mandataire, ou assister d'un avocat, mais certains règlements de l'étranger s'y opposent⁵. D'autres reconnaissent aux arbitres le droit d'exiger la comparution personnelle des parties. A tort

1. V. *ibid.*, art. 32.

2. Ainsi le règlement de la Silk Ass.; v. Ishizaki, p. 266.

3. A Berlin, dans le commerce des grains, v. Morgenroth, p. 639.

4. Ainsi dans le commerce de la soie à Zurich; v. Ishizaki, p. 287.

5. V. Mathies, p. 88; et Brandt, p. 624. En pratique, d'ailleurs, il est rare que les parties aient recours à un avocat.

ou à raison on pense que l'intervention d'un avocat est de nature à entraver la solution du litige.

De par les fonctions qui leurs sont attribuées, les arbitres ont pouvoir de procéder ou de faire procéder à toute enquête ou expertise qu'ils jugeront utile¹. Certains règlements précisent même les formes qui devront être observées, en particulier pour les constatations de fait, les prises d'échantillon, etc².

S'il y a plusieurs arbitres la direction des débats sera confiée à l'un d'eux. Il devra veiller à ce qu'une solution intervienne dans le plus bref délai possible³. Fréquemment un délai maximum est fixé par avance. Quant à la correspondance avec les parties, le plus souvent les bureaux de la corporation en prennent soin. Ils se chargent également du procès-verbal des débats, des formalités qu'il y aurait lieu d'accomplir par la suite, dépôt de la sentence, calcul des frais, etc. La régularité de la procédure s'en trouve évidemment accrue.

L'on en arrive ainsi à donner au litige sa solution. Celle-ci peut tout d'abord intervenir sous la forme d'une transaction. En fait, les arbitres s'efforceront de concilier les parties chaque fois que cela est possible⁴ et ce n'est qu'à regret qu'ils rendront une sentence. Prati-

1. V. Règlement de Paris, art. 13.

2. *Ibid.*, art. 14.

3. Un délai minimum de trois mois est en général fixé. V. Règlement de Paris, art. 33.

4. *Ibid.*, art. 12.

quement d'ailleurs un grand nombre de litiges se terminent par un procès-verbal de conciliation¹.

A défaut de conciliation, les parties se voient imposer la sentence. La plupart des règlements disposent que les arbitres devront fonder leurs décisions sur l'équité et les usages corporatifs². Le règlement de la Chambre arbitrale de Paris³ leur enjoint cependant de décider d'après les règles du droit, à moins qu'il n'aient reçu des parties les pouvoirs d'amiabes compositeurs. Cette disposition est parfaitement conforme à la loi. Certains règlements prévoient que les arbitres pourraient avoir recours au conseil d'un juriste pour élucider les points de droit qui pourraient prêter à difficulté; ce juriste étant souvent le secrétaire ou le syndic de la corporation. Il y a assurément là une disposition qui, pratiquement, peu avoir les plus heureux effets⁴.

La sentence rendue, celle-ci s'impose aux parties. Bon nombre de règlements prévoient cependant la possibilité d'un recours à une cour d'arbitrage supérieur⁵.

La sentence étant devenue définitive chacune des parties n'a plus qu'à exécuter les obligations mises à sa charge. Le plus souvent elle s'y prêtera de bonne

1. La proportion des transactions varie de 20 à 50 pour cent selon les Chambres.

2. Cette obligation est expressément formulée par les règlements du commerce de la soie. V. Ishizaki, p. 12.

3. Art. 34 du règlement.

4. V. Mathies, p. 40.

5. Ainsi le Règlement de Paris, celui de la L. C. T. A., etc. Cette Cour d'appel arbitrale comprend en général cinq membres. Aux termes de certains règlements elle doit être présidée par un juriste désigné une fois pour toutes. V. Brandt, Handbuch, p. 624.

foi¹ sans même qu'il soit nécessaire d'établir une sentence formelle répondant à toutes les exigences de la loi².

Ceci suppose évidemment chez la partie perdante, un sens assez élevé de la probité et de la solidarité commerciale et un certain respect de la parole donnée³.

A défaut d'exécution volontaire il y aura lieu de faire jouer les sanctions corporatives⁴. Les sanctions prévues diffèrent assez peu, mais sont d'une efficacité très variable. Tantôt c'est une pression morale, la publication du nom de la maison qui a refusé d'exécuter; tantôt le commerçant récalcitrant se voit interdire à l'avenir l'accès à l'arbitrage corporatif, ou menacée d'être exclue de la corporation elle-même. Ces sanctions ont surtout un caractère comminatoire, et supposent pour être efficaces des liens corporatifs assez étroits.

Des frais sont évidemment à prévoir, et le règlement ne manque pas de s'expliquer à leur sujet. Parmi ces frais peut figurer une indemnité pour les arbitres, celle-ci, lorsqu'il en est, est en général assez minime⁵. Les

1. Toutes les informations que nous avons recueillies tendent à le confirmer. V. en particulier Ishizaki, p. 321.

2. A Paris on communique d'abord aux parties un « projet de sentence ». C'est seulement à défaut d'exécution dans les huit jours qu'une sentence formelle sera rendue. Ce système a l'avantage de réduire les frais au minimum.

3. Il a été jugé en Allemagne en matière boursière, que le fait de ne point reconnaître une sentence régulièrement rendue constituait une atteinte à l'honneur professionnel, et comme tel un délit pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires. V. une note de Nussbaum, *Jb.*, II, p. 311.

4. V. en particulier le règlement de Paris, art. 42.

5. V. Robert p. 121; Paris, p. 73.

parties sont en général solidairement responsables du paiement de ces frais. Les parties attachent pratiquement une grande importance à cette question. C'est souvent la raison qui les fait préférer l'arbitrage à la justice d'Etat, mais c'est souvent là un mauvais calcul.

En recourant à l'arbitrage les parties obéissent également au désir d'éviter la publicité dont s'accompagne un procès devant les tribunaux. Il est cependant apparu aux corporations que tout en préservant le huis clos de leurs arbitrages, il pourrait être intéressant de porter à la connaissance des intéressés certaines décisions présentant un intérêt général, soit qu'elles fixent l'interprétation d'un texte, des conditions ou usages en vigueur, soit qu'elles tranchent une question neuve. Un certain nombre de corporation assurent cette publication dans leur bulletin sous forme d'exposés clairs et abstraits où ne figure pas le nom des parties. D'autres les portent à la connaissance exclusive de leurs membres sous la forme de feuilles dactylographiées¹.

§ 4. — Caractères et tendances de l'arbitrage corporatif.

Ce qui doit tout d'abord nous frapper si nous prétendons mesurer l'ampleur du mouvement dont nous ve-

1. V. Ishizaki, p. 252.

nons de fixer quelques aspects, c'est la fréquence croissante de la clause compromissoire dans les contrats de la pratique commerciale. C'est également le fait que les clauses prévoyant l'intervention d'un organisme corporatif tendent à prévaloir, par rapport aux clauses prévoyant la constitution d'une commission arbitrale « ad hoc » de caractère purement occasionnel, sans intervention d'aucune sorte¹. C'est d'autre part la multiplicité des organisations arbitrales existantes, et le petit nombre de litiges dont elles ont à connaître²; c'est enfin le caractère conciliatoire que revêt pratiquement la procédure arbitrale, et le fait que, si sentence il y a, celle-ci intervient en général rapidement et est exécutée sans intervention des tribunaux³.

Cet ensemble de constatations en apparence divergentes s'explique fort bien par le caractère très particulier de l'arbitrage corporatif. Nous avons déjà indiqué que la clause d'arbitrage figurait en règle générale dans les formulaires de contrats-types élaborés par la corporation à l'usage de ses membres. L'emploi de ces formulaires présente d'incontestables avantages. Il

1. Aux Etats-Unis la proportion serait de 75 %. V. *Jb.*, II, p. 3.

2. Constatant ce fait dans la très remarquable préface qu'il donna à l'annuaire de l'American Arbitration Ass. en 1927, le Président Hoover ajoutait : « ...and yet the machinery appears not to be idle, for it seems that the mere existence of the facilities has made their use unnecessary through the developpement within the trade its elf of a better spirit... obviously arbitration performs an ethical function hardly second in importance to its economical object. »

3. De nombreux litiges sont tranchés en moins de quinze jours. La durée moyenne des arbitrages ne dépasse guère quinze jours. V. « *Jb.*, II, p. 382.

évite la nécessité de reprendre à l'occasion de chaque contrat la discussion des conditions du marché autres que le prix. Les opérations commerciales qui toutes tendent à s'effectuer selon un mode déterminé par avance s'en trouvent ainsi simplifiées. L'on en arrive à réduire au minimum les questions qui peuvent faire l'objet d'un litige, partant des litiges eux-mêmes¹. C'est ici que nous pouvons saisir sur le vif le véritable caractère de cet arbitrage corporatif, qui n'est qu'un aspect particulier de l'organisation du négoce dans une branche déterminée². Le commerçant, l'homme d'affaire déteste les litiges, il les considère comme un gaspillage de temps et d'argent. Tous ses efforts tendent à éviter qu'il s'en produise. Aussi préférera-t-il en général une mauvaise transaction à un bon procès. Dans cette organisation corporative du marché, l'arbitrage n'est autre qu'un des moyens auxquels on a recours pour faire la guerre aux procès³, moyen qui s'est montré fort efficace partout où se sont développés des liens de solidarités commerciale suffisamment étroits.

Ce qu'il y a de tout à fait remarquable dans cette organisation corporative de l'arbitrage, c'est la tendance que marquent les règlements — qui d'année en année

1. Aucun litige n'ayant été soumis à l'arbitrage de la « Seiden Industrie Gesellschaft » de Zurich en 1909, le rapport de cette association en attribue la cause au caractère explicite des nouvelles conditions. V. Steiner.

2. Steiner (p. 13) cite le cas de la Bourse des houblons de Nuremberg, dont le maintien fut décidé, non qu'il s'y traitât beaucoup d'affaires — en fait l'activité y était nulle — mais uniquement à raison des services d'arbitrage que rendait cet établissement.

3. V. Ishizaki, p. 10.

subissent des refontes et des modifications — à pousser de plus en plus loin la précision dans leurs prévisions. Non seulement l'on voit apparaître des voies de recours au sein de la procédure arbitrale et la possibilité de juger une affaire par défaut, mais l'on voit se créer des procédures spéciales dont l'organisation s'est révélée utile, procédure d'urgence¹ pour le cas où la marchandise litigieuse serait périssable, procédure spéciale et particulièrement simple dès lors que le litige ne met en jeu qu'une question de qualité de la marchandise (expertise)² possibilité d'une jonction d'instances³, dont l'intérêt pratique ressort surtout dans le commerce de Bourse où une même marchandise peut faire l'objet d'un grand nombre de transactions successives. Très caractéristique à cet égard est également la tendance que marquent des corporations à assurer la publication des décisions les plus intéressantes et à se départir de ce caractère secret que l'on a tant reproché à la justice arbitrale.

La tendance de la corporation à réglementer d'une façon de plus en plus précise, non seulement la procédure arbitrale, mais également les autres conditions du contrat et partant le marché lui-même, est tout à fait remarquable. Il y a là l'institution d'une sorte de loi privée, supplétive de la volonté des parties, et à laquelle le plus souvent cette volonté n'est pas en état de déroger. L'arbi-

1. V. art. 41 du Règlement de Paris. A Strasbourg, une procédure analogue a d'ores et déjà donné d'excellents résultats. V. Paris, p. 73.

2. V. Mathies, p. 50; Brandt, p. 624.

3. Mathies, p. 70.

trage ainsi prévu échappe entièrement à la libre organisation par les parties telle que le législateur l'avait envisagée. La permanence de son organisation contraste avec le caractère tout occasionnel qui devait être le sien et nous avons vu que l'on tendait de plus en plus à considérer l'arbitrage comme dévolu à la corporation elle-même, non aux arbitres comme tels, agissant en leur nom propre. L'arbitrage dans cette organisation de la corporation prend donc figure d'une véritable juridiction privée¹, appuyée sur l'autorité de la corporation et dont les décisions sont munies de sanctions qui pour être d'ordre psychologique n'en sont pas moins efficaces².

Il convenait de mettre en relief cet antagonisme entre la théorie légale de l'arbitrage et les usages de fait, parce qu'il n'est qu'un des aspects de tendances beaucoup plus générales. Cette création d'une véritable juridiction privée, est corroborée par la formation d'une véritable législation ayant même origine, législation qui apparaît dans les contrats-types et les codifications d'usages dont elle assure la sanction. Par là même la corporation organisée tend de plus en plus à se passer des organes de l'Etat. Elle fait à la fois sa propre règle et en assure l'application.

Il y a là tout un mouvement qui dépasse très largement le cadre de notre étude. Nous avons cherché à en

1. V. Tropé.

2. Dans les milieux d'affaires on préconise à défaut de sanctions légales l'arbitrage reposant sur les seules sanctions morales ou corporatives (« Arbitration outside the law » v. Owen D. Young).

fixer l'un des aspects particuliers. En voulant donner un tableau d'ensemble d'une organisation essentiellement diverse et changeante, nous avons sans doute été tenté d'exagérer la portée du mouvement qui se dessine et d'en donner un aperçu trop schématique. Ce mouvement dans un pays essentiellement individualiste comme la France, n'a pu prendre le caractère de généralité qu'il revêt ailleurs. Mais il faudrait se garder de croire que la France y échappe. Il suffit de considérer l'influence croissante de certaines Chambres syndicales pour s'en convaincre.

Notre étude qui nous a déjà amené à décrire le mécanisme de l'arbitrage corporatif, nous amène maintenant en face du problème de l'arbitrage dans les litiges du commerce international, où il est certainement moins développé à l'heure actuelle et ne saurait par conséquent aboutir à des résultats aussi définis.

Sur ce terrain nous serons amenés à envisager certaines tentatives qui ont été faites en dehors du plan corporatif en vue d'une meilleure solution des litiges commerciaux d'ordre international.

DEUXIÈME PARTIE

Le problème de l'organisation de l'arbitrage commercial sur le terrain international

OBSERVATION PRÉLIMINAIRE

INTERET DE LA QUESTION

En l'absence de toute association groupant les commerçants des divers pays, soit qu'ils appartiennent à une même branche de négoce, soit au contraire qu'ils représentent des activités différentes, l'arbitrage, corporatif ou non, a manqué en ce qui concerne les litiges entre ressortissants des divers pays, d'une base d'organisation vraiment internationale. Et cependant, s'il est un domaine où l'arbitrage pouvait trouver à s'appliquer s'était bien celui-ci. D'une part en effet, les relations engendrées par la production et l'échange sont essentiellement internationales.¹ D'autre part, en effet, dès lors qu'un contrat est intervenu entre commerçants de

1. V. Lévy-Ullmann, *Vers le Droit mondial du XX^e siècle*.

divers pays, et qu'à l'occasion de son exécution un litige vient à s'élever, il y aura le plus souvent lieu pour le demandeur d'aller plaider en pays étranger. Sans doute peut-il se faire que divers tribunaux soient compétents, et, en particulier, au pays du demandeur. Le droit français en particulier permet toujours, sauf le cas de renonciation à cette faculté de citer devant les tribunaux français le défendeur étranger (art. 14 C. civ. et 420 C. P. C. O.). Mais la décision obtenue, n'y aura-t-il pas difficulté lorsqu'il s'agira de la faire exécuter, et ne verra-t-on pas renaître à cette occasion tous les inconvénients que le demandeur avait cru éviter ? D'ailleurs, les solutions d'ordre purement national édictées par le législateur du Premier Empire, ne sont-elles pas dépassées par l'importance actuelle du commerce international ?

Or, s'il faut porter le litige devant les tribunaux étrangers, tout commerçant hésitera à tenter l'aventure ; il lui faut en effet compter avec les surprises que les réservent non seulement la propension trop humaine des juges à donner aisément raison à leurs compatriotes, mais surtout l'entrée en rapport obligatoire avec les hommes d'affaires des pays étrangers. L'intermédiaire coûteux d'un contentieux international, les difficultés que réserve une procédure dont il lui sera bien difficile de suivre la marche, le risque de compromettre à ses droits par une démarche malencontreuse, ou même l'impossibilité de se rendre compte de la façon dont ses intérêts seront défendus, ce sont là autant de risques très graves

auxquels le demandeur étranger sera exposé. Il faut y ajouter certaines exigences auxquelles la loi étrangère peut subordonner le droit du demandeur à plaider (caution judicatum solvi). Enfin, quelles que puissent être les précautions prises pour bien préciser la loi de ce contrat, le demandeur risque de se trouver désarmé en face d'une interprétation différente de celle de ses propres tribunaux. Or l'interprétation de la loi étrangère est simple question de fait dans notre droit. N'y eût-il même aucune difficulté de cet ordre, que le pouvoir discrétionnaire du tribunal étranger pourrait encore écarter la loi applicable, en invoquant l'atteinte à l'ordre public. Aucune règle précise ne permet par avance de mesurer l'importance de ce dernier risque, et le plaideur se verra imposer l'application de la loi du tribunal saisi, là même où il croyait l'avoir définitivement exclue. Ainsi donc, en présence des risques inhérents à toute action judiciaire, on conçoit tout l'intérêt qu'il peut y avoir pour des commerçants à régler, par la voie en apparence plus simple de l'arbitrage, leurs litiges avec l'étranger.

CHAPITRE VII

LES PREMIÈRES TENTATIVES¹

SECTION I

§ 1. — Du recours à l'arbitrage d'organismes non conçus selon une formule internationale

L'importance de certains organismes d'arbitrage, bien qu'ils n'eussent rien d'international dans leur conception, a permis de prévoir leur compétence pour des litiges ayant un caractère international. Il en est ainsi en particulier dans le commerce des grains, où la très importante union d'importateurs anglais, la London Corn Trade Association², a organisé dès longtemps un bureau d'arbitrage. L'importance du marché régi par cette association a permis aux membres de celle-ci d'imposer à la ronde³ des clauses et conditions générales et en particulier la clause prévoyant l'arbitrage à Londres par les soins d'arbitres anglais ayant

1. V. le très remarquable ouvrage de Grossmann, p. 71 et s.

2. V. Schwob, *Les contrats de la L. C. T. A.*

3. Les contrats de la L. C. T. A. se sont acquis dans le commerce des grains une renommée considérable et sont devenus d'un emploi généralisé en France. (Extrait d'un jugement de Rennes du 4 juin 1926.)

l'agrément du bureau de l'association et jugeant exclusivement d'après le droit anglais. Le mécanisme est en effet assez simple par lequel cette clause s'est trouvée imposée en de très nombreux contrats, alors même qu'aucun Anglais n'était en cause. En dehors des garanties que les étrangers pouvaient en effet trouver dans l'impartialité et l'expérience de cet important groupement corporatif, il faut tenir compte du fait que le commerce d'importation, dépend essentiellement de l'organisation de grands marchés tenus sur quelques places importantes, parfois même sur une seule d'entre elles, qui monopolise alors toutes les transactions d'une matière première déterminée. C'est sur cette place que se passeront les marchés initiaux, et les clauses et conditions de ces marchés se retrouveront fréquemment dans toute la chaîne des contrats qui se succèdent sur la matière, en quelques mains qu'elle passe. Il en est ainsi pour les marchés sur les blés importés d'outre-mer. La L. C. T. A. a longtemps dominé ce marché, et les clauses et conditions de ses formulaires sont adoptées par la plupart des négociants. Une fois ces clauses insérées dans le contrat initial, si plus tard des étrangers à l'association viennent à se transmettre ces blés, ils stipuleront, pour éviter toute difficulté dans les recours en garantie, la même clause d'arbitrage. Ainsi cette clause va se trouver dans les contrats intervenus même en dehors d'Angleterre et l'arbitrage par les soins de la L. C. T. A. s'imposera bien souvent alors qu'aucun Anglais n'est en cause.

D'autre part la fongibilité si recherchée par le commerce de gros, sera bien souvent une raison qui fera insérer dans des contrats ayant à l'origine échappé au contrôle de la L. C. T. A. les mêmes clauses et conditions.

Ce qui s'est passé pour le blé s'est également produit pour toutes les matières premières et denrées essentielles dont l'Angleterre a si longtemps contrôlé tout le commerce d'importation. A Londres même se sont constituées sur le type de la L. C. T. A. une « London Oil Seed Association » une « Refined Sugar Association », une « Jute Association¹», qui chacune pour la branche qui la concerne, ont acquis quant au champ d'application de leurs conditions et par conséquent de leur arbitrage, une importance mondiale. A Bradford² qui fut longtemps le plus important marché des laines, la Chambre de commerce a créé un bureau d'arbitrage auxquels ont été déférées toutes les contestations nées sur le marché, quelle que soit d'ailleurs la nationalité des parties en cause. Le grand marché d'importation des cotons durant tout le XIX^e siècle a été monopolisé par Liverpool. Il s'y est formé une Liverpool Cotton Association³, laquelle a eu son bureau d'arbitrage, et les clauses et conditions du marché de Liverpool prévoyant le recours à ce bureau d'arbitrage ont eu la même influence sur

1. V. Grossmann, p. 71 et *supra*, p. 85.

2. V. note Klein, *Jb.*, I, p. 264.

3. V. J. H. Cohen, p. 20. « Practically every difference that arose in the Liverpool cotton market between buyer and seller wherever english or foreigner, came to the arbitration comittee for settlement. »

le commerce international des cotons que celles de la L. C. T. A. dans le commerce des blés.

Enfin, il convient de signaler le Bureau de l'Union Lyonnaise des marchands de soie qui peut également être appelé à jouer un rôle international. Il est courant de stipuler sa compétence dans les achats de soie d'Extrême Orient¹. Signalons d'autre part, que la Cour d'Arbitrage de Londres a eu à connaître de nombreux litiges où l'une des parties n'était point un sujet britannique², et que les contrats conclus à la Foire de Leipzig, attribuent en général compétence à des arbitres nommés conformément au règlement de la foire, quelque soit la nationalité des parties.

La première organisation de l'arbitrage international, nous la trouvons donc réalisée au sein de certaines associations de marchands suffisamment puissantes pour faire accepter leurs conditions sur tout le marché d'un produit donné. La clause d'arbitrage sur tout le marché d'un produit donné. La clause d'arbitrage n'était qu'une modalité des clauses et conditions imposées par ces associations, et l'arbitrage ainsi prévu, intervenait par conséquent par les soins de celles-ci. Les inconvénients, voire les dangers, d'une semblable conception apparaissaient bien vite. S'il y a dans l'unité des clauses un avantage de clarté infiniment appréciable pour les

1. Déclaration de M. Etienne au Groupe lyonnais, *Bull. Soc. Légis. Comp.*, 1923, p. 364.

2. V. Bellot, *Clunet*, 1923, p. 803.

parties qui sont successivement en présence, toutes vont se trouver déferées à un tribunal arbitral, corporatif sans doute, mais qui ne représentera la corporation que d'une seule des parties¹. Tribunal d'ailleurs purement anglais et jugeant d'après les seuls usages locaux².

La résistance devait venir des intérêts qui à tort ou à raison pouvaient craindre d'être sacrifiés : les importateurs des autres pays. Dès lors que ceux-ci furent à même de se grouper ils cherchèrent à échapper à l'emprise du commerce anglais. Les grands ports allemands ont vu se créer vers la fin du siècle des grands marchés de matières premières importées. Si des raisons de commodité ont incité les commerçants allemands à adopter généralement des clauses et conditions calquées sur celles qui étaient déjà mises en usage par leurs concurrents anglais, ils ont tenu cependant à rédiger ces clauses et conditions de telle sorte que l'arbitrage soit déferé en

1. D'après Schwob, p. 355, la L. C. T. A. échapperait à ces critiques du fait de sa forme intercorporative. Cette association comprend en effet parmi ses membres et des maisons établies au pays d'origine (chargeurs), et des acheteurs européens (meuniers ou commerçants). Toutefois, si nous en croyons un opuscule déjà ancien (Praschkauer, *Ein Abriss über das englische Arbitragewesen*), et surtout les déclarations de M. Vincent au groupe lyonnais de la Soc. de Légis. comparée (*Bull.*, 1923, p. 366), les acheteurs verraient souvent leurs droits sacrifiés de telle sorte que « ceux-ci préférèrent accepter l'offre transactionnelle du vendeur plutôt que de soumettre leur litige à des juges dont ils n'auront que trop lieu de redouter la partialité ».

2. La clause d'arbitrage contenue dans tous les formulaires de contrat de la L. C. T. A. comporte en termes exprès :

1° Election de domicile au siège de la L. C. T. A.

2° Soumission à la loi anglaise pour l'interprétation des termes du contrat et la solution des litiges qui pourraient se présenter à cette occasion.

3° Attribution de compétence exclusive aux juridictions anglaises (judiciaires et arbitrales). V. Schwob, p. 74. N. B. — Les arbitres doivent aux termes du règlement, résider dans le Royaume-Uni.

cas de litige, à des organismes établis dans leur propre pays. C'est ce qui s'est produit en particulier en 1872 au port de Brême devenu grand marché de coton. Les clauses et conditions qui furent alors adoptées reproduisent presque intégralement celles du marché de Liverpool, mais, en cas de litige, les parties s'engagent à se soumettre à la décision du bureau créé à cet effet par le Comité pour le commerce du coton qui plus tard devint la Bourse de coton de Brême¹.

Au port de Hambourg un marché des blés existait dès avant la création de la L. C. T. A., et un tribunal arbitral y fonctionnait dès 1868²; mais son importance ne pouvait être comparée à celle du marché de Londres. Un effort a été fait au début de ce siècle par les importateurs allemands pour imposer aux exportateurs de la Baltique et de la mer Noire les clauses d'un contrat-type parmi lesquelles figure une clause d'arbitrage³. Cet effort n'a réussi que par l'intervention du *Deutscher Industrie und Handelstag*, organe central du commerce allemand, qui se chargea des négociations, et grâce à l'appui des importateurs de Rotterdam qui firent cause commune avec les Allemands. La clause d'arbitrage est conçue de telle façon que l'arbitrage intervienne selon la nationalité de l'importateur soit en Allemagne

1. V. Cramer, *Die Bremer Baumwollbörse*, p. 23; Grossmann, p.

2. V. Mathies, *Entwicklung*, etc., p. 4. Il y a également lieu de signaler comme jouant un rôle international dans le commerce des blés : l'arbitrage de Breslau. V. à ce sujet un article de Simm, *Jb.*, II, p. 178. Sur 1289 demandes soumises en 1927 à ce bureau, 69 émanaient de demandeurs étrangers, 138 étaient dirigées contre des étrangers.

3. V. Johrlinger-Hirschstein, p. 105 et s.

à Berlin, Brême, Hambourg ou Mannheim, soit à Rotterdam¹. Le conflit cependant fut aigu, les exportateurs se refusant à admettre semblables conditions, et tout le commerce des blés vers l'Allemagne et la Hollande fut un instant arrêté. Finalement les importateurs ont triomphé.

Le commerce des caoutchoucs s'est plus tardivement développé à Hambourg; mais dès son établissement, il est apparu aux commerçants allemands que la création d'un organisme d'arbitrage était indispensable pour assurer l'autonomie de ce marché. Et c'est pour cette raison expressément formulée qu'a été créée en 1911 la chambre arbitrale du commerce des caoutchoucs².

En Belgique, le port d'Anvers a vu s'organiser un grand marché d'importation des grains, et les négociants de la place, tenant à affirmer l'autonomie de leur marché ont établi une Chambre de conciliation et d'arbitrage destinée à régler les litiges nés à l'occasion des transactions intervenues sur ce marché et dont les intéressés sont unanimes à louer l'impartialité³.

Si les importateurs mieux organisés tout d'abord, ont été les premiers à pouvoir efficacement établir des organes arbitraux échappant à la mainmise anglaise sur le commerce des matières premières, les exportateurs à leur tour aux pays d'origine de ces matières se

1. *Ibid.*, p. 319. A l'heure actuelle ces contrats ont perdu beaucoup de leur importance à la suite de la diminution des exportations de provenance russe.

2. V. Mathies, *Die Entwicklung*, etc., p. 8.

3. V. Johrlinger-Hirschstein, p. 316.

sont plus tard groupés pour imposer leurs conditions et parmi celles-ci, le recours à leurs propres organes d'arbitrage. Les États-Unis ont toujours refusé de se laisser imposer les conditions des acheteurs étrangers¹. Sur les matières premières qu'ils expédient les marchés n'ont jamais prévu de recours possible par l'acheteur. Le blé, en provenance des États-Unis est vendu sur la production d'un certificat émanant d'un organisme de contrôle spécifiquement américain, et la seule production de ce certificat suffit pour que l'acheteur ne puisse plus tard élever aucune contestation². Par exception cependant, les exportateurs de fruits secs de Californie ont adopté des conditions générales de vente prévoyant le recours à l'arbitrage devant une organisation commerciale dépendant d'eux³.

C'est à cette solution que se sont arrêtés dès qu'ils ont été en état de lutter efficacement contre leurs co-contractants, les exportateurs de jute de l'Inde Anglaise. Les conditions type du marché de Calcutta prévoient en effet que tout litige serait soumis à l'arbitrage de la Calcutta Jute Fabric Shippers⁴.

L'importance capitale que peut prendre quant à la conclusion du marché la fixation du lieu de l'arbitrage se marque bien nettement dans un exemple rapporté

1. C'est en vain que les acheteurs européens de coton se sont groupés avant guerre, et qu'ils ont tenu de nombreux congrès, ils n'ont pas réussi à obtenir la modification des conditions de vente très rigoureuses que leur imposaient les Américains. V. Hirsch, p. 54.

2. Pour le blé, v. Jöhrlinger-Hirschstein, p. 323.

3. V. l'*Export Dried Fruit Contract* rédigé par l'*Export Dried Fruit Association of California*, Grossmann, p. 73.

4. Grossmann, p. 73.

par Mathies¹. Il s'agit du commerce des amandes. Les exportateurs de Sicile prétendaient imposer pour toutes ventes l'arbitrage à Barèse. Les importateurs de Hambourg, qui se plaignaient d'une excessive indulgence des arbitres ainsi désignés quant à l'appréciation de la qualité de la marchandise, prétendaient ne conclure aucun marché si l'arbitrage ne devait pas avoir lieu à Hambourg. Maintes affaires ont échoué par suite d'un désaccord portant uniquement sur cette question.

En somme la clause d'arbitrage, dans les contrats du commerce international des matières premières, reflète, comme d'ailleurs toutes les autres clauses de ces contrats, la lutte² qui se livre entre les deux intérêts en présence. Cette lutte se manifeste également dans les délais³ de déchéance que la partie qui dicte le contrat cherche à imposer à l'autre pour toute réclamation, à faire valoir éventuellement soit directement, soit devant des arbitres.

L'International Law Association s'est occupée de la question à la suite des plaintes nombreuses auxquelles ces délais trop courts avaient donné lieu en pratique. Elle a voté en 1924 une résolution invitant son comité à faire, d'accord avec la Chambre de Commerce de Londres, des démarches pour tenter d'obtenir une réglementation plus libérale de ces délais⁴.

1. Mathies, *Entwicklung*, p. 8.

2. V. Grossmann, p. 74 et s.

3. C'est ainsi qu'aux termes des contrats de la L. C. T. A., la demande d'arbitrage doit être introduite sous peine de déchéance, dans un délai variant de 7 à 10 jours après le déchargement final, s'il s'agit de réclamations relatives à la qualité ou au conditionnement. V. Schwob, p. 76.

4. V. *Ib.*, 1, p. 356.

SECTION II. — LES ORGANISMES D'ARBITRAGE INTERNATIONAUX LIMITANT LEUR CHAMP D'ACTION

§ I. Organismes de caractère professionnel ou inter-professionnel.

Si certains organismes purement nationaux ont pu jouer un rôle international, il n'en restait pas moins, que leur conception même se ressentait par trop de la loi du plus fort imposée à la partie économiquement la plus faible.

Des ententes internationales survenues entre certaines organisations nationales marquent au contraire un effort pour établir l'arbitrage sur une base d'égalité entre les parties qui convient mieux à l'esprit de l'institution.

Les commerçants de différents pays, appartenant à une même branche, peuvent s'entendre pour créer entre eux une base à leurs contrats futurs. Tout naturellement les organisations qui les groupent dans les divers pays, vont être amenées à chercher les conditions les plus pratiques pour un règlement équitable et simple des litiges. Les groupements de commerçants de divers pays tendent de plus en plus à former des fédérations internationales. Il se crée ainsi un secrétariat qui sera chargé de défendre les intérêts communs, d'ailleurs très variables. Dès lors qu'existe un semblable organe, il devient plus aisé d'envisager une organisation commune de l'arbitrage. Le secrétariat peut en effet établir des listes d'arbitres, et recommander aux membres de la

fédération l'insertion dans tous les contrats d'une clause prévoyant éventuellement le recours à l'arbitrage conformément à un règlement qu'elles établiront au mieux des intérêts de la profession.

C'est ainsi que les filateurs et tisseurs de coton de divers pays européens se sont groupés en une fédération dont le siège est à Manchester¹. Le but essentiel que poursuivait cette association d'intérêts était la lutte à entreprendre pour atténuer la rigueur des conditions de vente imposées par les exportateurs de coton américains. Cette fédération a adopté dès 1911 un Règlement pour l'arbitrage entre industriels cotonniers de pays différents dont l'auteur était M. Roberto Pozzi. A l'origine la compétence de cet organisme se limitait aux litiges entre filateurs et tisseurs de pays différents. L'on a voulu étendre par la suite son champ d'activité à tous les contrats intervenant dans le commerce ou l'industrie du coton. Mais les arbitres n'étant choisis que parmi les tisseurs et filateurs, les autres intéressés n'ont pas fait bon accueil à cette disposition, qui n'a pas produit grand effet pratique⁴.

Un règlement semblable est intervenu dans le commerce de l'édition, où une fédération internationale

1. « The International Federation of Master Cotton Spinners and Manufacturers Associations ».

2. V. note 3, p. 106 *supra*.

3. V. sur cette organisation un article de M. Henggeler dans le *Jb.*, II, p. 159.

4. Henggler, *op. cit.*, p. 165.

s'est également formée qui préconise l'arbitrage pour le règlement des litiges pouvant surgir entre ses membres¹.

En ce qui concerne le commerce des fourrures, il a été question au congrès tenu à Leipzig en juin 1930 de créer une fédération du même genre, laquelle, aurait comporté un organisme de conciliation. Mais il n'y a là qu'un projet. Au Congrès international des marchands grainetiers qui s'est tenu à Paris du 27 au 29 mai 1929, il a également été question d'unifier les règlements d'arbitrage en vigueur dans la branche, et de créer un Comité international d'appel.

Semblables organisations internationales se proposent donc un but très général, et ce n'est que chemin faisant et à titre accessoire, qu'elles envisagent l'utilité de la création d'un règlement d'arbitrage s'appliquant aux litiges qui pourraient surgir entre membres de la profession de pays différents.

*
* * *

Plus caractéristiques encore sont certains accords intervenus entre groupements professionnels ou économiques de différents pays, à seule fin de créer un organisme commun d'arbitrage.

C'est dans ce dessein qu'a été élaboré un « Traité d'arbitrage anglo-franco-belge » en date du 28 août 1925²

1. Règlement international des arbitrages entre éditeurs de pays différents approuvé par le Congrès des Editeurs de 1912. V. Rapp. Pozzi, brochure C. C. L., n° 13, p. 15.

2. Cet accord est reproduit au *Jb.*, t. I, p. 264 avec une note de M. Klein.

par lequel les plus importants groupements lainiers de la région du Nord, les Chambres de commerce de Bradford et d'autres importants organismes anglais, la Chambre de commerce de Verviers, s'entendaient pour inviter formellement leurs membres respectifs à soumettre tout litige à un arbitrage, et à éviter l'intervention des tribunaux officiels dans les différends commerciaux. Elles engageaient leurs membres à stipuler dans leurs contrats « la clause d'arbitrage des Chambres de commerce ». La compétence était attribuée plus spécialement à la Chambre de commerce du vendeur ou du façonnier, et les arbitres nommés par la Chambre de commerce compétente, les règles de procédure étant celles en usage au lieu de l'arbitrage. Une sanction d'ordre moral était prévue pour quiconque se refuserait à consentir un arbitrage après en avoir convenu; le fait devait être porté à la connaissance des membres de la Chambre de commerce de l'autre partie, qui en informait ses adhérents en donnant le nom de la maison qui avait violé ses engagements.

A cet accord, d'abord assez limité quant au nombre d'associations adhérentes, sont venus se rallier la plupart des grands organismes français du commerce ou de l'industrie de la laine, de nombreuses Chambres de commerce anglaises, Halifax, Leeds, etc. L'accord n'est d'ailleurs pas exclusivement anglo-franco-belge.

Les Chambres de commerce allemandes y ont adhéré de même les organismes d'Italie et de Tchécoslovaquie¹.

Beaucoup moins important sans doute, mais tout aussi caractéristique, est l'accord intervenu fin 1928 entre la Chambre syndicale du Bois du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, dont le siège est à Strasbourg, et le Syndicat du commerce du bois du Sud-Ouest de l'Allemagne, sis à Fribourg-en-Brigau². Cet accord prévoit l'établissement d'une liste commune d'arbitres dont le choix est recommandé aux parties. Le règlement élaboré à cette occasion, organise très soigneusement la procédure. L'arbitrage interviendra soit à Strasbourg, soit à Kehl selon que la sentence aura à être exécutée en France ou en Allemagne. La désignation des arbitres est faite par les parties, le tiers-arbitre seul étant nommé par la Chambre syndicale locale. Le règlement prévoit un recours possible devant un collège arbitral de cinq membres, mais seulement si le litige est supérieur à 3.500 francs suisses. Il existe aussi un semblable accord conclu entre la Chambre de commerce néerlandaise pour l'Allemagne, et le Syndicat des fabricants de verres soufflés de l'Allemagne centrale, dont le siège est à Dresde, intervenu en date

1. V. *Jb.*, II, p. 284.

2. V. Hertzner, « Die Wirtschaft und das Recht », février-mars 1929. Cette convention s'applique :

1° A tous les litiges entre membres des deux syndicats parties à la convention.

2° A toutes les affaires qui y seront soumises en vertu d'un accord entre deux parties quelles qu'elles soient.

3° A toutes les affaires (internationales?) que des parties étaient convenues de soumettre à l'arbitrage de l'un ou l'autre des deux syndicats.

des 4-10 octobre 1921. Nous en trouvons l'indication dans une référence faite à cette convention, pour tous contrats passés avec la Hollande dans les conditions générales de vente d'une verrerie allemande¹.

§ 2. Organismes d'arbitrages dépendant de groupements sans compétence professionnelle spéciale.

Il faut signaler, maintenant, l'existence d'accords bilatéraux intervenus entre certains groupements d'intérêt général, représentant les commerçants de deux pays différents, les accords prévoient une organisation commune de conciliation et d'arbitrage à laquelle pouvaient être soumis les litiges auxquels donnait lieu le commerce entre les deux pays intéressés.

De ces ententes bilatérales, la plus ancienne est intervenue le 10 avril 1916, entre la Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique (The Chamber of Commerce of the U. S. A.) d'une part, et de l'autre, la Chambre de commerce de Buenos-Aires². Aux termes de cette convention les deux institutions s'engagent à recommander à leurs membres l'usage de la clause prévoyant le recours à l'organisme d'arbitrage créé d'un commun accord, à constituer de part et d'autre des listes d'arbitres éventuels comprenant un nombre égal de noms et à nommer dans chacun des pays une comité ayant

1. « Allgemeine Verkaufs, Lieferung, und Zahlungsbedingungen der Glaswerke A. G. » reproduites dans Hellauer, p. 147.

2. V. Nussbaum, *Jb.*, I, p. 7-10

pour mission de propager l'idée de l'arbitrage et d'en diriger les opérations. Les parties doivent à l'avance, par l'insertion de clauses déterminées, fixer le lieu de l'arbitrage. Ces clauses peuvent même être insérées sous forme d'un symbole télégraphique dans les contrats à intervenir par câble. A défaut par les parties de désigner le lieu de l'arbitrage celui-ci sera fixé au pays où les marchandises seront adressées. A défaut pour les parties de s'entendre sur le nom d'arbitres, dans les trente jours à dater de la demande d'arbitrage, le comité d'arbitrage de la Chambre de commerce compétente désignera trois personnes impartiales qui seront chargées d'arbitrer le litige. Le refus par l'une des parties d'accepter l'arbitrage à intervenir, donnerait aux Chambres de commerce le droit de publier le nom de la maison responsable, sans encourir aucune responsabilité.

Des conventions, en tous points semblables, sont plus tard intervenues entre la Chambre de commerce des Etats-Unis et celles de divers pays de l'Amérique latine. En 1919, est également, intervenue une convention du même genre entre la Chambre de commerce argentino-brésilienne de Buenos-Aires et l'Association commerciale de Rio-de-Janeiro¹. Au lendemain de la guerre, à la suite des difficultés suscitées, en Allemagne, par la débâcle de la monnaie, les représentants du commerce et de l'industrie allemands ont cherché la solu-

1. On trouvera une traduction de cet accord dans la brochure de la C. C. I., n° 13.

tion des litiges intéressant le commerce avec les pays étrangers dans la création de semblables offices de conciliation et d'arbitrage. Une série d'accords bilatéraux ont été conclus, à cet effet, avec des groupements économiques étrangers d'intérêt général.

Un premier traité était intervenu en date des 3-11 mars 1921 entre les Chambres de commerce de Basse-Saxe d'une part, et la Chambre de commerce néerlandaise pour l'Allemagne (Nederland'sche Kammer von Koophandel Voor Duitschland), d'autre part. Il fut renouvelé avec certaines modifications le 6 janvier 1924. Dans chaque pays une liste d'arbitres devait être dressée et un secrétariat permanent était établi. En cas de litige, chacune des parties était appelée à choisir un arbitre sur les listes ainsi dressées; à défaut de ce faire dans le délai de quinzaine, l'arbitre était désigné d'office par le secrétariat compétent. Aux deux arbitres ainsi désignés devait être adjoint un tiers arbitre. Une liste spéciale était constituée à cet effet, et chacune des personnalités qui y figurait était à tour de rôle appelée à présider le tribunal arbitral. L'arbitrage devait en principe avoir lieu dans le pays du défendeur. Avant de trancher le litige, les arbitres devaient s'efforcer de concilier les parties. Si la conciliation échouait, une sentence était prononcée. Les arbitres n'avaient point à

1. V. à ce sujet un article de Wertheimer, J. W., 1921, p. 723.

2. Et en fait, tant les accords américains que les accords conclus par l'Allemagne, ont démontré que la plupart des litiges commerciaux pouvaient être réglés à la satisfaction des deux parties à la suite d'une simple procédure de conciliation. Pour les premiers, v. rapp. Pozzi, brochure C. C. I., n° 13, p. 16; pour les seconds, Nussbaum, *Deutsche Juristen Zeitung*, 1925, p. 1453.

appliquer le droit en vigueur dans l'un ou l'autre des deux pays. « Ils statueront en équité en tenant compte de tous les intérêts en présence (als goede mannen naar billijkheid, art. 12) »; c'est l'amiable composition !

*
*
*

Toute une série d'accords semblables furent conclus par la suite entre le « Deutscher Industrie und Handelstag », organe central du commerce et de l'industrie allemands, et les groupements économiques correspondants du Danemark, de Finlande, de Hongrie, de Grèce et de Tchécoslovaquie³. Un accord de même nature est également intervenu en 1922 entre les Chambres de commerce suisses et la Chambre de commerce néerlandaise de Zurich.

Ces conventions, forcément fragmentaires, puisqu'elles ne visent que certains commerces particuliers ou les rapports entre commerçants de deux pays déterminés, marquent cependant l'intérêt qui s'attache à une organisation de l'arbitrage dans le domaine des litiges du commerce international.

Il semble donc qu'une organisation plus générale devrait produire de bons résultats. Les premières tentatives avaient été faites dans ce sens dès avant la guerre. Elles n'ont pas eu à ce moment-là, du fait des circonstances, de résultats pratiques, mais, dès le lendemain de la cessation des hostilités, une institution nouvelle allait reprendre, sur un plan beaucoup plus général, cette tâche et la mener à bien.

CHAPITRE VIII

LA COUR D'ARBITRAGE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE

§ 1. — Organisation de l'arbitrage de la C. C. I.¹

A la veille de la guerre, l'on en était encore à la recherche de solutions fragmentaires qui, dans le domaine corporatif ou incorporatif, tendaient à établir l'organisation de l'arbitrage entre quelques industries de certains pays. Aucune organisation d'ordre général n'avait pu se constituer, et ce n'est qu'au printemps de 1914, que l'on a vu, pour la première fois, discuter de façon précise devant un congrès de Chambres de commerce réuni à Paris, un projet d'organisation systématique de l'arbitrage commercial international².

Le projet, tel qu'il était envisagé, se fondait sur l'existence d'organisations dont il entendait se servir pour donner à la procédure arbitrale son plein effet. Des bureaux d'arbitrage existaient, dans différents pays, nous l'avons vu, auprès d'un certain nombre d'organisations d'intérêt général, principalement des Chambres

1. V. les articles de M. René Arnaud et de M. de Lavergne.

2. V. le rapport de M. Roberto Pozzi présenté au Congrès de Paris de 1914.

de commerce. Le projet de la Chambre de commerce de New-York qui fut discuté au Congrès de Paris, demandait la reconnaissance de la compétence de ces bureaux pour les litiges survenus entre commerçants de pays différents, et, la création là où il n'en existait pas, de semblables bureaux. De la sorte, l'on pouvait envisager la compétence de l'un quelconque de ces organismes pour les litiges commerciaux s'élevant entre pays adhérents. Sur chaque place importante, eût existé un bureau d'arbitrage et, par conséquent, une liste d'arbitres. Quant à la question de compétence elle avait également été envisagée. Les Chambres de commerce adhérentes se seraient engagées à faciliter dans leur rayon, à la demande d'un bureau d'arbitrage rattaché au système, tous actes de procédure, expertise, enquêtes, etc. et à intervenir, le cas échéant, pour forcer l'exécution des sentences. Le nom des parties qui, après avoir accepté l'arbitrage des Chambres de commerce eussent refusé d'exécuter une sentence, aurait été publié dans un bulletin spécial envoyé à tous les adhérents. C'est de ce système que se sont plus tard inspirés le « Traité anglo-franco-belge », de l'industrie lainière¹ et les accords bilatéraux entre groupements d'intérêt général de deux pays, précédemment envisagés².

Au lendemain de la guerre, le moment parut favorable, à raison des rapports très étroits qui s'étaient établis

1. V. p. 177 *supra*.

2. V. p. 180 *supra*.

entre les divers pays alliés, de rendre permanente cette collaboration entre groupements économiques d'intérêt général ou particulier, commerçants, banquiers ou industriels de pays différents, qui, avant la guerre, se manifestait de façon intermittente aux congrès des Chambres de commerce. Il y avait, en même temps, une œuvre très importante à accomplir, la liquidation des conséquences des hostilités, et la remise en marche de l'activité normale du commerce international; œuvre à laquelle l'organisation envisagée pouvait apporter un concours précieux. C'est pour répondre à ces besoins que fut créé en mai 1920 la Chambre de commerce internationale (C. C. I.), qui constitue aujourd'hui la plus vaste organisation économique internationale. Elle compte aujourd'hui près de mille membres actifs, Chambres de commerce, syndicats d'industriels, unions de banquiers, associations de transporteurs, répartis dans quarante-six pays. Dans vingt-huit pays ses membres se sont groupés en « Comités nationaux » ayant leur siège propre et un secrétariat permanent. Tout en étant d'initiative privée, la C. C. I. est une institution d'intérêt général. Institution considérable vu le nombre et l'importance des groupements qui y sont adhérents. On l'a souvent appelée, non sans raison, la S. D. N. des hommes d'affaires.

Parmi les questions qui devaient forcément s'imposer à l'activité de la C. C. I., celle de l'arbitrage commercial international, apparaissait comme l'une des plus

immédiatement utiles au développement des relations commerciales internationales. D'ailleurs sur ce terrain la C. C. I. pouvait agir sans que l'intervention des organes législatifs des différents pays fût indispensable. Si, en matière de tarifs douaniers, de transports internationaux, de doubles impositions, des intérêts très importants étant engagés, il n'apparaissait pas qu'une solution pût être imposée à l'ensemble des pays, sans une œuvre de propagande lente et persévérante, sur le terrain de l'arbitrage au contraire, la C. C. I. pouvait agir par ses propres moyens. Elle n'avait en effet qu'à développer chez ses adhérents l'idée d'un recours à l'arbitrage. Sur ce point, les hommes d'affaire étaient pour la plupart déjà tout acquis à cette possibilité de régler leurs litiges.

Il lui fallait d'autre part, mettre sur pied une organisation arbitrale internationale, tâche qui parut d'emblée réalisable, étant donné l'organisation de la C. C. I. elle-même, son secrétariat général de Paris, et ses nombreuses ramifications dans tous les pays du monde. Sans doute était-il nécessaire d'améliorer le statut légal de l'arbitrage, qui, nous l'avons montré, est encore bien insuffisant dans de nombreux pays. La C. C. I. n'a pas manqué de faire une active propagande en ce sens. C'est à son intervention que l'on doit, en grande partie, les deux conventions de Genève, relatives à la reconnaissance internationale des clauses d'arbitrage¹ d'une part,

1. V. p. 110 *supra*.

et, de l'autre, à l'exécution internationale des sentences arbitrales¹. Aujourd'hui encore la C. C. I. s'efforce d'intervenir pour engager les différents pays à ratifier ces accords collectifs, et améliorer le cas échéant leur législation sur l'arbitrage.

La tâche que s'était fixée la C. C. I. était ambitieuse : créer un organisme arbitral qui pût connaître de tous les litiges commerciaux d'ordre international, qui serait à la disposition de tous les commerçants, banquiers ou industriels à quelque nationalité qu'ils appartenissent, quelque soit le montant de l'objet en litige.

Le problème à résoudre ne laissait pas d'être complexe. Il fallait, tout d'abord, tenir compte des diverses législations et des différentes traditions juridiques qui, nous l'avons montré, s'écartent souvent, dans une large mesure, les unes des autres. Il apparut bien vite que la seule solution possible était l'élaboration d'un règlement suffisamment souple pour pouvoir s'adapter aux exigences de la loi applicable dans chaque cas particulier. Ce règlement fut d'ailleurs établi avec le souci constant de ne rien y inscrire qui pût violer l'une de ces lois.

L'œuvre entreprise se donnant dès l'abord, la portée la plus vaste, aucune limite n'étant par avance fixée, à la compétence de l'organisme d'arbitrage que l'on se proposait de fonder, si ce n'est qu'il ne connaîtrait que

1. V. p. 123 *supra*.

des litiges ayant un caractère international, comment allait-on donner aux plaideurs disposés à y recourir, la certitude de trouver chez les arbitres de la Chambre toutes les garanties, non seulement d'indépendance, mais en même temps de compétence professionnelle spéciale ?

En présence de cette difficulté, la C. C. I. a préféré s'abstenir de toute désignation faite par avance, se réservant, pour chaque litige particulier, de rechercher après examen de l'affaire, l'arbitre le plus qualifié. Grâce à ses nombreuses ramifications, à ses comités nationaux établis dans les différents pays, la Chambre était à même de trouver de tels arbitres dans tous les cas susceptibles de se présenter.

Pour répondre aux susceptibilités très légitimes qui pouvaient naître chez les parties de la perspective d'un arbitrage fait par une personnalité de la nationalité, même de l'adversaire, il fut décidé qu'on s'adresserait toujours, pour la désignation de l'arbitre, à un comité national d'un pays autre que ceux dont relèvent les parties.

Pour plus de simplicité, on décida, en principe, de ne pas faire appel à plusieurs arbitres dans la même affaire. Les parties — sauf si elles en conviennent autrement — ne se voyaient pas accorder le droit de désigner chacune un arbitre. L'expérience a en effet montré que l'arbitre nommé de la sorte, agit bien souvent, plutôt comme représentant de la partie qui l'a désigné, que

comme un juge impartial. Le principe de l'arbitre unique, choisi à l'occasion de chaque litige par la Chambre elle-même, l'a donc emporté.

Il est de l'esprit de l'arbitrage d'éviter, autant qu'on le peut une solution contentieuse des litiges. La conciliation aboutissant à une transaction, ne pouvait donc être laissée de côté dans l'organisation arbitrale de la Chambre. L'expérience des organismes d'arbitrage qui fonctionnaient déjà avait d'ailleurs démontré que la plupart des litiges commerciaux pouvaient être réglés sans qu'intervint une sentence en bonne et due forme.

La C. C. I., tout en faisant à l'arbitrage une large place, a voulu instituer une procédure spéciale distincte de l'arbitrage, et tendant à la conciliation. Elle utilise à cet effet l'intervention des commissaires administratifs représentant en permanence les Comités Nationaux auprès du Secrétariat général de Paris.

Une telle organisation, faisant appel à des comités constitués dans les différents pays, appelée éventuellement à investir de son autorité des arbitres choisis à raison de leur compétence particulière, doit pour asseoir son autorité et assurer la bonne marche des affaires dont elle a la charge, comporter des organes dont l'autorité et la permanence inspirent aux intéressés toute confiance.

C'est dans ce dessein qu'a été fondée la Cour d'arbitrage de la C. C. I. Cette Cour n'est autre qu'un comité de patronage de l'institution, dont les membres ont été

choisis dans les différents pays parmi les personnalités les plus représentatives du monde des affaires. Il faudrait se garder de croire ainsi que l'appellation « Cour d'arbitrage » pourrait inciter à le penser, que ces personnalités qui en font partie prennent la moindre part au règlement des litiges déferés à la Cour.

Celle-ci a délégué ses pouvoirs à un Comité exécutif composé d'une vingtaine de personnalités résidant habituellement à Paris. La Constitution de ce comité est internationale, c'est-à-dire que tous les comités nationaux sont, en principe, représentés. La présidence en est exercée avec toute l'autorité que l'on sait par M. Nicolas Politis. On a eu soin de choisir ses membres parmi les personnalités, juristes ou hommes d'affaires, particulièrement qualifiés pour exercer les délicates fonctions qui lui sont dévolues. Ce comité se réunit périodiquement, en principe tous les mois. Ses attributions seront examinées, par la suite, en détail; disons dès maintenant qu'il est chargé de veiller à la bonne marche des arbitrages confiés à la C. C. I. et, qu'il y jouit à cet égard, d'un pouvoir réglementaire étendu. Il intervient, également, pour examiner les titres et la compétence des arbitres, auxquels il sera fait appel.

Nous avons déjà vu quel rôle important était celui des divers Comités nationaux. C'est par leur entremise que les parties entreront en rapport avec la Cour d'arbitrage de la C. C. I. dont le secrétariat général, sis à Paris, expédie les affaires. Le secrétariat centralise les

dossiers, suit la marche de la procédure, se charge de la correspondance indispensable, enregistre les décisions. C'est lui qui assure la régularité du fonctionnement de l'organisme arbitral.

§ 2. Fonctionnement pratique de l'arbitrage de la C. C. I.

a) *La demande d'arbitrage.* — La compétence des arbitres de la C. C. I. dépend essentiellement des clauses insérées aux contrats particuliers qui interviennent entre commerçants acceptant par avance de soumettre leurs litiges à cet arbitrage. La C. C. I. a cherché à faire insérer dans les contrats conclus avec l'étranger, une clause type qui prévoyait cette compétence. La clause est ainsi conçue : « Tous différends découlant du présent contrat seront tranchés suivant le règlement de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce règlement¹ ».

Il en résulte que les parties souscrivent par avance aux conditions de ce règlement.

Au cas où cette clause n'aurait pas été convenue dès l'abord, il resterait toujours loisible aux parties de se mettre d'accord au moment du litige pour en attribuer connaissance aux arbitres de la C. C. I. Celle-ci est alors, généralement, saisie par l'une des deux parties. En ce cas, elle interviendrait auprès de l'autre par l'inter-

1. Règlement de conciliation et d'arbitrage de la C. C. I. en vigueur au 1^{er} janvier 1928. Les articles cités dans le texte du présent chapitre sont ceux dudit Règlement.

médiaire du Comité national dont relève cette dernière, pour l'engager à accepter l'arbitrage. Celle-ci resterait, bien entendu, libre d'accepter ou non les bons offices qui lui sont ainsi proposés.

Si la partie défendresse est d'ores et déjà liée par une clause d'arbitrage, ou si elle accepte que le litige soit soumis à la C. C. I., la demande lui est immédiatement notifiée. Il lui est donné un mois pour examiner les termes de cette demande et présenter un mémoire en réplique, par lequel elle exposera son point de vue (art. 7, 2°). Le demandeur peut alors présenter une duplique en réponse à ses arguments dans les délais fixés par la Cour. L'on admet toujours une triplique de la part du défendeur (art. 18 1°). Copie de toutes les notes et pièces versées au débat par l'une des parties est adressée à la partie adverse.

b) *La procédure de conciliation.* — Il convient tout d'abord d'envisager la procédure de conciliation qui intervient dès lors que les parties y consentent. La C. C. I. a toujours vivement conseillé le recours préalable à la conciliation avant tout arbitrage, et même l'intervention d'une tentative de conciliation au cas où les parties n'accepteraient pas le recours à l'arbitrage.

Dès lors que les parties acceptent la tentative de conciliation, le Secrétaire général de la C. C. I. qui préside la Commission de conciliation, en possession des éléments du litige, s'adjoit deux membres de la Commis-

sion administrative de la C. C. I. Autant que possible, il choisira les commissaires de la nationalité des deux parties en cause (art. 2, 2^o). La Commission ainsi constituée étudie l'affaire, et, au besoin, correspond avec les parties, si possible elle les entend. De l'examen de l'affaire résulte une formule de conciliation que la Commission propose aux parties (art. 3, 1^o). Si celles-ci acceptent de se concilier, la Commission constate leur accord par un procès-verbal écrit, que devront signer les parties et les membres de la Commission (art. 3, 2^o). Lorsque les parties ne sont point présentes, la Commission envoie la formule par l'entremise des comités nationaux qui usent de leur influence pour la faire accepter (art. 3, 3^o). En cas d'échec de la tentative, il faut distinguer selon que les parties se sont engagées par avance à l'arbitrage ou qu'elles n'ont accepté la tentative de conciliation que sous réserve de s'adresser le cas échéant aux tribunaux compétents. Mais, en aucun cas, les propositions qu'elles pourraient faire, et, plus généralement, leurs dires devant la Commission ne pourraient leur être opposés dans la procédure engagée par la suite (art. 4).

Cette procédure ainsi conçue a donné dès maintenant des résultats excellents. D'importants litiges commerciaux ont été résolus de la sorte à la satisfaction des intéressés et moyennant un minimum de frais. L'impartialité des membres de la Commission inspire aux parties la plus absolue confiance, et il est rare

qu'elles ne finissent pas par se rallier à la solution de bon sens qui leur est suggérée.

c) *La procédure d'arbitrage.* — Si la conciliation échoue, ou si les parties y ont renoncé d'emblée, il y a lieu de recourir à l'arbitrage.

Après avoir décidé si le litige est susceptible d'être réglé par cette voie, le Comité exécutif de la Cour d'arbitrage choisira le comité national auquel il s'adressera pour la désignation d'un arbitre (art. 11). Il fixera également, s'il y a lieu, le pays où devra intervenir l'arbitrage (art. 12). Deux principes le guident dans cette double détermination. Tout d'abord, nous l'avons vu, l'arbitre devra appartenir à un pays autre que ceux dont relèvent les parties. D'autre part, le Comité devra tenir compte de la commodité de l'arbitrage et des possibilités d'obtenir l'exécution éventuelle de la sentence. Or, bien souvent, l'arbitrage devra nécessairement intervenir dans le pays, et même au domicile de l'une des parties, soit qu'il y ait à prévoir des difficultés d'exécution, soit qu'il y ait lieu de procéder à des constatations de fait. Il ne sera pas toujours aisé de trouver un arbitre présentant toute garantie d'impartialité, appartenant à un pays tiers, et résidant à proximité du lieu de l'arbitrage. C'est là une des principales difficultés que la pratique a révélées. En fait, l'arbitre n'interviendra qu'après le « compromis ». Ce compromis est une des caractéristiques de la procédure d'arbitrage de la C. C. I.

Il a l'avantage de préciser très exactement les prétentions des parties, les circonstances de l'affaire, le nom et les pouvoirs de l'arbitre. Il comporte renouvellement de l'engagement exprès d'exécuter la sentence à intervenir (v. art. 14). Il fixe un délai pour le prononcé de la sentence. Ce délai est en général de trois mois. Il peut être prononcé par décision de Comité exécutif. Ce compromis rédigé par le Secrétariat Général est soumis à la signature des parties (art. 15, 1^o) qui pourront naturellement y apporter d'un commun accord, telle modification qui leur paraîtrait utile. Si l'accord des parties ne peut pas être obtenu sur certaines des dispositions du compromis, on y énoncera séparément le point de vue de chacune des parties. Mais le refus de signer le compromis ne saurait, en aucun cas, arrêter le cours de la procédure. Si les parties étaient convenues de soumettre leurs litiges à l'arbitrage de la C. C. I., la sentence interviendrait malgré ce refus (art. 15, 2^o).

Ce caractère d'œuvre commune du compromis donne à l'exposé des faits toute sa valeur, et facilite beaucoup la tâche de l'arbitre.

Une fois le compromis signé, les arbitres sont en possession de tous les documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Ils procèdent à l'étude de l'affaire à leur gré, sous réserve de respecter le délai qui leur est imparti. Si certains aspects du litige ne leur paraissent pas suffisamment éclaircis, ils peuvent recueillir des témoignages, et, faire procéder à des expertises (art. 16, 2). Cependant ils devront tenir compte des dispositions

de la loi locale, car il faut que la sentence qu'ils rendront, soit susceptible d'être exécutée (art. 16, 2^o). Le compromis leur attribue dans les pays qui en admettent la possibilité, et si les parties y consentent, les pouvoirs d'amiabls compositeurs (art. 16, 3^o); c'est-à-dire qu'ils se voient accorder le droit de ne point suivre dans l'instruction de l'affaire les règles de la procédure ordinaire et du droit; la sentence n'aura pas besoin d'être motivée, et ne sera susceptible d'aucune voie de recours. Cette procédure d'amiable composition, il faut en convenir, est la seule conforme à l'esprit de l'arbitrage et au règlement de la C. C. I.

L'arbitrage peut juger sur pièces. Les parties ne comparaissent devant l'arbitre que si les parties veulent être entendues ou si l'arbitre juge cette comparution utile (art. 17, 2^o). S'il en est ainsi, la Cour, d'accord avec l'arbitre, cite les parties à comparaître dans un délai convenable. Au cas de défaut de l'une des parties, si celle-ci ne peut avoir d'excuse valable, l'arbitre procède à sa mission comme si le débat avait été contradictoire (art. 17, 3^o).

Les parties pourront toujours être représentées par des conseils et les audiences ne sont pas publiques (article 17, 4^o). En aucun cas les parties ne peuvent présenter d'autres notes écrites que celles que nous avons indiquées (art. 18). Si un accord intervient entre les parties au cours de l'arbitrage, l'arbitre pourra le constater

en un procès-verbal semblable à celui qui intervient devant la Commission de conciliation (art. 19).

Quant à la sentence à intervenir, l'arbitre n'a aucune indication à trouver dans le règlement qui lui laisse entière liberté de décision. Sans doute l'arbitre pourra-t-il se voir conférer les pouvoirs d'amiable compositeur, mais, dans le silence du compromis sur ce point, c'est à lui seul qu'il appartiendra de décider dans quelle mesure il pourra faire appel à l'équité.

La diversité des législations en présence empêchait les rédacteurs du règlement de fixer à l'arbitre des règles de conduite à cet égard. L'eussent-ils pu, qu'ils ne l'auraient point fait : ils entendaient ne limiter en rien la liberté de jugement de l'arbitre.

Sur ce point le règlement de la C. C. I. diffère donc profondément de la plupart des autres règlements d'arbitrage qui cherchent à fixer les normes que les arbitres devront appliquer.

La sentence, une fois rendue, est examinée au point de vue de la forme par le Comité exécutif. Elle ne devient définitive qu'après l'approbation du comité (art. 21). L'on a voulu éviter par là que la sentence pût être entachée de vices de forme, qui ne permettraient pas à la partie gagnante d'en poursuivre l'exécution.

Cette vérification faite, la Cour adresse aux parties copie certifiée conforme de la sentence, et, si la législation applicable l'exige pour la mise à exécution, l'original lui-même (art. 23). Cependant pour qu'une partie

puisse exiger cette sentence, elle devra verser à la C. C. I. le montant de tous les frais auxquels l'arbitrage a pu donner lieu, sauf à se retourner par la suite contre la partie adverse (art. 24, 2^o).

La sentence liquide en effet les frais et dépens et, selon le cas, les met à la charge de l'une des parties ou les partage entre elles dans une proportion quelconque. Aucune obligation n'est faite aux arbitres d'y condamner la partie perdante (art. 22, 1^o).

Ces frais sont, en général, minimes. Ils comprennent les frais de correspondance, éventuellement aussi les frais d'expertise, enfin les honoraires de l'arbitre lorsqu'il lui en est alloué. Le Comité décide de cette allocation et en fixe le montant. Le plus souvent ces honoraires sont des plus réduits.

Au cours de la procédure le Comité peut toujours demander soit aux parties soit à l'une d'elles de déposer à la C. C. I. une somme qu'il fixera pour garantir éventuellement le paiement des frais et dépens de l'arbitrage (art. 24, 1^o). Toute demande d'arbitrage doit d'ailleurs être accompagnée d'une provision de cent francs lorsqu'elle émane d'une partie n'appartenant pas à la C. C. I.

Les parties s'étant engagées à exécuter la sentence ne sauraient se dérober à cette exécution. Le plus souvent elles n'y songeront point et l'exécution de la sentence, grâce à l'autorité morale de la C. C. I., ne donnera lieu à aucune difficulté.

Cependant il a bien fallu prévoir le cas où une des

parties prétendrait ne point accepter la décision intervenue contre elle, ou tarderait à s'y soumettre. Un délai de trente jours est accordé à partir de la notification pour l'exécution de bonne volonté (art. 25, 2^o). Ce délai expiré, la partie gagnante aviserait son comité national, lequel en référerait à la Cour d'arbitrage. Une intervention se produira alors auprès de la Chambre de commerce ou du groupement dont relève plus particulièrement la partie en défaut, qui sera mieux à même de faire pression sur la partie récalcitrante et l'engager à exécuter la sentence (art. 25, 3^o).

Le bénéficiaire de la sentence peut, bien entendu, user de toute voie légale d'exécution concurremment avec les mesures prises par la C. C. I. (art. 25, 4^o).

*
* *

Ce qui caractérise essentiellement la procédure instituée par la C. C. I., si on la compare à celle des tribunaux, c'est son caractère secret. En effet, non seulement les parties seront assurées du huis clos le plus absolu au cours des séances de conciliation ou d'arbitrage, mais de plus, les décisions intervenues, ne font l'objet d'aucune publication. C'est tout au plus si l'on trouve les rapports relatifs à l'activité de la Cour d'Arbitrage certaines indications sur le nombre et la nature des litiges qui lui sont soumis, le nationalité des parties le nom des arbitres.

Le caractère secret de la procédure de la C. C. I.

s'inspire de deux ordres de préoccupations. D'une part, l'on a voulu mettre les hommes d'affaire qui y recourent à l'abri des inconvénients très sérieux pouvant résulter pour eux de la divulgation des renseignements qu'ils pourraient être appelés à donner au cours des débats. D'autre part, en décidant de ne donner aucune publicité aux sentences intervenues, même sous la forme de compte rendus où ne figurerait pas le nom des parties, l'on a voulu éviter qu'il se crée des précédents. On a voulu que les arbitres jouissent, dans chaque cas, de la plus entière liberté d'appréciation.

C'est assurément là une conception qui heurtera l'esprit de plus d'un juriste. Elle aboutit en effet à la négation de toute jurisprudence. Mais n'oublions pas que nous sommes ici sur le terrain de l'arbitrage et non sur celui de la justice d'Etat. Or l'absence de toute jurisprudence nous semble inhérente à la notion même d'arbitrage¹. L'arbitre prend en considération le seul litige qui lui est soumis sans se préoccuper de l'extension possible de la solution donnée à d'autres espèces. Sans doute pourrait-on faire valoir qu'une jurisprudence arbitrale pourrait contribuer à donner plus de fixité à certaines règles de droit. Elle pourrait jouer un rôle précieux pour le commerce international en précisant sur certains points la coutume internationale, le sens et la portée de bien des clauses d'usages. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que la Cour d'arbi-

1. V. p. 17 *supra*.

trage n'est pas une juridiction ayant pour mission d'appliquer la loi, mais un organisme privé qui n'a d'autre but que de faciliter aux commerçants qui y recourent le règlement des litiges qu'ils peuvent avoir entre eux. Elle assure un « service » dans le sens le plus élevé du terme.

§ 3. — Valeur pratique de la procédure instituée sous les auspices de la Chambre de Commerce Internationale.

Il est certain que l'organisation de la C. C. I. et son intervention dans le domaine du règlement des litiges du commerce international constituent un progrès manifeste sur tout ce qui existait jusqu'alors et que la C. C. I. est appelée à rendre ici les plus grands services¹.

L'amélioration ainsi réalisée tient surtout au caractère vraiment international, à l'étendue de la compétence, et au caractère d'institution d'intérêt général de la Cour d'Arbitrage.

D'autre part, groupant, soit dans ses comités nationaux, soit par l'affiliation de membres appartenant à un grand nombre de pays les organisations économiques les plus importantes, la C. C. I. est la mieux à même de représenter les intérêts généraux du commerce international. Elle constitue un organe de liaison entre ces

1. V. Gounot, *Bull. Soc. de Législation comparée*, 1923, p. 356; Morel, *Revue critique*, 1926, p. 496.

divers groupements et met à leur disposition des services dont l'importance matérielle ne saurait être passée sous silence. La transmission des demandes d'arbitrage ou de conciliation, l'office de traduction, le travail de mise en état des dossiers effectué par son Secrétariat, les conseils que celui-ci peut donner aux commerçants d'une façon tout à fait désintéressée, soit quant à la rédaction de leurs contrats, soit quant au règlement des difficultés intervenues entre eux, tous ces services donnent à la C. C. I. des moyens d'action tout à fait intéressants.

Par ailleurs le règlement a très heureusement prévu que, même en l'absence de toute clause d'arbitrage, une conciliation pouvait être tentée sans engager le moins du monde la liberté de ceux qui y recourent au cas où la tentative ne réussirait pas. L'intervention des commissions de conciliation, à raison même de leur composition qui assure aux parties toutes garanties d'impartialité, et de leur caractère permanent, est appelée à produire en pratique les plus heureux résultats. Toutes les susceptibilités sont ainsi ménagées et les commerçants peuvent envisager sans appréhension le recours aux bons offices de la C. C. I.

S'agit-il d'autre part de passer à la procédure d'arbitrage, la C. C. I. bénéficie par l'intermédiaire de ses Comités nationaux, d'une très grande facilité pour choisir des arbitres particulièrement compétents et indépendants.

Est-ce à dire que l'institution soit à l'abri de toute critique, et qu'elle réponde entièrement à ce qu'en attendaient les milieux intéressés? D'aucun ne l'ont point pensé¹ et la nouvelle institution a été l'objet de critiques les plus vives de leur part, les critiques visent d'une part certaines lacunes du Règlement, d'autre la prétendue insuffisance des résultats pratiques obtenus par la Cour d'Arbitrage, et enfin son organisation même.

Dans le règlement lui-même il est difficile de relever un certain nombre de lacunes qui sont de nature à limiter les services que l'on doit attendre de l'arbitrage de la C. C. I.

1. Tout d'abord, même si l'on doit envisager une conclusion très rapide des litiges, il n'en reste pas moins vrai que des mesures provisoires peuvent s'imposer. Le règlement garde sur ce point un silence total, et les parties ne peuvent par conséquent demander ces mesures qu'aux tribunaux. Or, cette intervention dans plus d'un cas sera trop lente pour être utile. On songe surtout au cas où la marchandise litigieuse serait une denrée périssable. Le comité exécutif de la Cour d'arbitrage ne serait-il pas qualifié pour se voir donner par le règlement les pouvoirs nécessaires à cet effet, en attendant que l'arbitre soit nommé. Ne conviendrait-il pas de lui donner pouvoir de faire procéder, le cas échéant, à la vente de la marchandise litigieuse menacée de périr?

1. V. les articles de MM. Carlander et de Monzie.

2. Bien qu'en pratique un seul arbitre soit prévu, les parties tiennent fréquemment à se réserver le droit de nommer chacune un arbitre. Le règlement n'a pas cru devoir interdire aux parties pareille convention, il dispose simplement que dans ce cas la Cour nommera le tiers arbitre. Mais rien n'est prévu pour le cas où l'une des parties, postérieures à la naissance du litige, se refuserait à effectuer la désignation qui lui incombe. Dès lors la clause d'arbitrage se trouverait paralysée par la carence d'une seule des parties en cause. Une mise en demeure devrait sans doute être prévue pour ce cas, et à l'expiration du délai imparti au récalcitrant, la Cour devrait avoir pouvoir de désigner elle-même l'arbitre en son lieu et place.

3. Au cas où il s'agirait d'un litige ouvert par l'insolvabilité de l'une des parties, ou plus simplement d'un refus de payer malgré une mise en demeure formelle, l'on ne voit pas quel peut être l'intérêt d'un recours à l'arbitrage obligatoire. C'est une mesure d'exécution à laquelle on prétend recourir, et il serait plus simple de reconnaître au demandeur le droit de s'adresser directement aux tribunaux, sans que l'on puisse lui opposer de manière purement dilatoire le recours à l'arbitrage¹.

4. Le règlement est muet sur la récusation possible des arbitres. L'on ne peut par conséquent que s'en rap-

1. V. Règles et Usages français pour le commerce des graines de semences, etc., jugement des litiges : « Le créancier conserve toutefois le droit d'intenter devant les tribunaux ordinaires une action en paiement des créances payables par traites acceptées ». V. Robert, p. 109.

porter dans chaque espèce à la loi applicable à la procédure arbitrale. Mais cette loi peut amener l'intervention des tribunaux généralement prévue par les textes, et, dès lors, il suffirait d'une demande de récusation pour entraver l'arbitrage.

Il n'eût pas été difficile d'apporter remède à cette situation. Le comité exécutif semble particulièrement qualifié pour connaître des récusations. Sans doute a-t-on voulu ne point ouvrir aux parties l'idée même d'une récusation possible. Mais, comme l'impartialité de l'arbitre doit par-dessus tout être assurée, il eût été, semble-t-il, plus indiqué de prévoir expressément la possibilité d'une récusation, et d'en confier l'appréciation au comité exécutif¹. Une décision pourrait être prise très rapidement, et l'on serait ainsi assuré que la récusation n'intervienne pas à seule fin de retarder la procédure.

5. L'arbitre ne se voit pas donner par le Règlement la qualité d'amiable compositeur. Cette qualité semble cependant en accord avec l'esprit même de l'arbitrage. L'on évite ainsi toute chicane ultérieure, puisque l'arbitre juge en équité et sans appel. Mais les rédacteurs du règlement se sont trouvés en présence d'une opposition très nette à cet égard de la part des pays anglosaxons qui ne connaissent pas l'amiable composition. Le règlement s'est donc contenté de permettre aux parties l'attribution de ces pouvoirs lors du compromis. Il semble cependant que les discussions qui peuvent

1. Il peut être intéressant de mentionner ici une décision de la Cour Suprême de Leipzig reconnaissant aux parties le droit de s'en remettre à une tierce personne (autre que le tribunal) du soin de décider souverainement du bien ou du mal fondé d'une demande de récusation (v. J. W., 1919, p. 109).

se produire à ce sujet lors de la rédaction du compromis pourraient être évitées, si le règlement attribuait aux arbitres cette qualité, à moins que la loi à appliquer ne se refuse elle-même à l'admettre.

6. Les premiers rédacteurs du Règlement se sont efforcés de lui donner la plus grande simplicité tout en préservant sa souplesse. Aussi n'ont-ils peut-être pas poussé assez loin la précision de certaines de ses dispositions. L'article 27 du règlement se contente par une formule générale de renvoyer à l'esprit de ses dispositions pour tous les cas non expressément prévus. Une telle clause si utile qu'elle puisse être, peut sembler dangereuse. Son caractère trop général ne peut donner aux parties le sentiment de sécurité qu'elles devraient trouver dans la soumission aux dispositions du règlement. Elle ne saurait non plus combler aucune des insuffisances que nous avons relevées.

Telles sont quelques-unes des lacunes du règlement que la pratique a révélées. Ces lacunes concernent des points de détails. Elles seraient faciles à combler. Nul doute que le Comité chargé de réviser le Règlement et qui doit se réunir prochainement ne s'efforce d'y pourvoir¹.

*
* *

Bien plus que les lacunes du Règlement les détracteurs font valoir l'insuffisance des résultats pratiques obtenus.

1. Ainsi que nous le laissions prévoir, le Comité d'Etude de l'Arbitrage de la Chambre de commerce Internationale, qui s'est réuni pour sa 6^e session le 21 février 1931, a adopté la plupart des amendements au Règlement que nous suggérions. Ainsi se trouvent comblées les lacunes que nous avons relevées et les critiques que nous avons formulées à cet égard deviennent sans objet.

A la date du 1^{er} février 1931, quelque quatre cent cinquante litiges (466 exactement)¹ seulement ont été soumis à cette juridiction, dont la compétence s'étend à tous les litiges susceptibles de naître dans les relations d'affaires d'ordre international. De ces quatre cent cinquante affaires. La moitié environ (222 exactement) n'ont pas eu de suite, le défendeur ayant décliné l'intervention de la Chambre. Les 175 affaires qui ont été réglées à la suite de l'intervention de la C. C. I. ont pour la plupart (une centaine) été réglées à l'amiable sans que la commission de conciliation ait eu à intervenir. 50 affaires ont fait l'objet d'une conciliation devant la commission. 27 seulement ont donné lieu à une sentence arbitrale. Enfin, 69 affaires sont en cours.

Quelles sont les causes du peu de succès qu'a connu jusqu'à présent la Cour d'arbitrage de la C. C. I. ?

Elles sont assurément complexes. On a dit que la Cour d'arbitrage n'était pas suffisamment connue dans les

1. Voici comment se répartissent ces litiges d'après la nationalité des demandeurs et défendeurs.

Demandeurs : 214 Français, 45 Allemands, 30 Anglais, 30 Belges, 23 Italiens, 22 Hollandais, 17 Bulgares, 9 Américains, 8 Grecs, 10 Espagnols, 6 Mexicains, 6 Tchécoslovaques, 4 Polonais, 4 Suisses, 3 Yougoslaves, 2 Autrichiens, 2 Egyptiens, 2 Luxembourgeois, 2 Suédois, 1 Cypriote, 1 Danois, 1 Dantzigois, 1 Finlandais, 1 Hongrois, 1 Indochinois, 1 Japonais, 1 Mésopotamien, 1 Norvégien, 1 Persan, 1 Portugais, 1 Rhodésien, 1 Roumain, 1 Siamois, 1 Syrien.

Défendeurs : 120 Français, 59 Anglais, 45 Allemands, 28 Américains, 27 Belges, 25 Hollandais, 20 Espagnols, 18 Italiens, 10 Suisses, 10 Tchécoslovaques, 9 Autrichiens, 8 Yougoslaves, 6 Egyptiens, 6 Norvégiens, 5 Portugais, 5 Turcs, 4 Danois, 4 Grecs, 4 Suédois, 4 Syriens, 3 Arabes, 3 Argentins, 3 Brésiliens, 3 Japonais, 3 Roumains, 2 Australiens, 2 Canariens, 2 Colombiens, 2 Costa-Riciens, 2 Hongrois, 2 Indiens, 2 Luxembourgeois, 2 Mexicains, 2 Polonais, 1 Afghanistan, 1 Africain, 1 Bulgare, 1 Canadien, 1 Chilien, 1 Chinois, 1 Cubain, 1 Finlandais, 1 Haïtien, 1 Irlandais, 1 Letton, 1 Libanais, 1 Lithuanien, 1 Nicaraguayais, 1 Palestinien, 1 Porto-Ricien, 1 Soudanais, 1 Vénézuélien.

milieux intéressés. On a dit que son organisation était trop compliquée, ce qui l'empêchait d'intervenir toujours utilement, avec toute la célérité voulue. Enfin on lui a reproché de ne pas inspirer aux intéressés une confiance et une sécurité absolues. Que valent ces griefs ?

Sans doute en sommes-nous encore à la période d'adaptation pendant laquelle toute institution qui n'a pas fait ses preuves ne voit pas aisément les intéressés recourir à elle. Il semble bien que cette méfiance instinctive ait quelque part à la carence des commerçants. Peut-être n'a-t-on pas fait auprès des intéressés eux-mêmes, la propagande nécessaire pour faire connaître l'existence de la Cour d'arbitrage et les facilités qu'elle offre. Partout d'ailleurs l'institution éveille l'intérêt qu'elle mérite et la clause d'arbitrage apparaît de plus en plus fréquemment dans les contrats de la pratique.

Mais d'autres causes de caractère permanent peuvent en partie expliquer le peu de succès obtenu par la Cour d'Arbitrage.

La procédure instituée par la C. C. I. peut sembler à première vue bien complexe. Complexité qui se manifeste dans le dédoublement de la procédure en deux phases : conciliation et arbitrage, dans la transmission obligatoire de tous les documents par l'intermédiaire des comités nationaux, dans l'intervention du Comité Exécutif. La complexité de cette organisation semble devoir ralentir la marche de la procédure. Les délais prévus

semblent également trop longs, certains n'ont même pas été fixés.

Ces griefs ne semblent cependant guère justifiés, et ils sont contredits par le fonctionnement pratique de l'institution.

Et tout d'abord la procédure de conciliation instituée parallèlement à celle de l'arbitrage s'est révélée particulièrement heureuse en pratique. Même si elle aboutissait à un échec toujours possible, elle ne saurait avoir pour effet de retarder beaucoup la solution du litige par la voie de l'arbitrage.

L'entremise des comités nationaux ne complique qu'en apparence la procédure. Elle présente en revanche d'incontestables avantages. Le défendeur se pliera bien plus facilement à une démarche appuyée par un comité national, que si elle venait directement du Secrétariat de Paris. D'autre part, il est utile que la comité national puisse être au courant des affaires qui concernent ses ressortissants. En cas d'urgence, le règlement prévoit d'ailleurs la transmission directe à l'intéressé. C'est ainsi que les choses se passent bien souvent en pratique, le Comité national recevant alors copie des communications ainsi faites.

L'intervention du Comité exécutif a parfois donné lieu à des critiques qui ne semblent pas fondées. Il est en effet indispensable, à raison même du caractère occasionnel que présente la compétence des arbitres, qu'un contrôle s'exerce sur la marche de l'instance, si l'on

veut offrir toutes garanties aux parties. Le Comité exécutif est, il est vrai, doté de très larges pouvoirs; mais il faut reconnaître qu'il n'en abuse pas en pratique, semblant plutôt vouloir éviter toute responsabilité, alors même que l'intérêt des parties semblait demander une initiative de sa part.

L'on reproche à cette procédure d'être beaucoup trop lente pour les besoins du commerce. Il ne dépend, il est vrai, que des parties de ne pas user jusqu'au bout des détails qui leur sont accordés et par là même, de hâter considérablement la solution. L'expérience a montré que celle-ci peut intervenir en un temps très court si les parties tiennent l'une et l'autre à ce résultat.

Le mode de désignation des arbitres, dit-on encore, n'inspire pas aux intéressés une absolue confiance. L'on ne sait, en effet quelle compétence spéciale le Comité prendra en considération lorsqu'il fixera son choix, ni s'il trouvera un arbitre vraiment compétent. Les arbitres une fois nommés, ajoute-t-on, ne chercheront pas le plus souvent à entrer en rapport avec les parties, mais au contraire ils prétendront s'abstraire de toute intervention de leur part pour juger sur pièces.

Cette méfiance semble peu justifiée. Et, tout d'abord, un coup d'œil jeté sur la liste des personnes ayant déjà exercé les fonctions d'arbitres de la C. C. I., suffit pour se convaincre que l'on a toujours fait appel à des personnes particulièrement qualifiées pour la mission qui leur était dévolue. D'autre part, ayant eu la possibilité

de fournir deux exposés successifs, et de proposer toute rectification utile lors de la rédaction du compromis, il semble que les parties aient suffisamment eu l'occasion de préciser leurs prétentions. D'ailleurs les arbitres entreront toujours en rapport avec les parties les entendront même s'il est besoin.

La pierre d'acchoppement de la procédure instituée par la C. C. I. semble bien être la difficulté qu'elle peut avoir à traduire en résultats pratiques une sentence intervenue. L'on part, en effet, de l'idée que les parties seront également prêtes à mettre fin à leur différend de bonne foi, à s'incliner par conséquent devant la décision intervenue. La forte proportion de conciliations ou d'arrangements en cours de procédure qui se produisent, alors même que les parties n'étaient pas convenues d'une clause d'arbitrage, prouve que ce point de vue est juste dans bien des cas. L'on ne saurait en conclure que l'intervention d'un organisme de conciliation soit inutile et que les parties auraient pu se concilier même en son absence. L'étude objective de l'affaire par des personnes compétentes et désintéressées permet aux parties de se détacher elles-mêmes de la considération exclusive de leurs prétentions.

Mais l'on ne saurait supposer que les parties en litige seront toujours parfaitement dociles et désireuses de s'arranger au mieux. Si l'on se trouve en présence d'un contractant rebelle ou chicanier, eût-il signé, une clause d'arbitrage, l'on ne serait par là même assuré que toute

difficulté ultérieure serait exclue. Si, en effet, une seule des parties peut s'opposer à toute conciliation, elle peut tout aussi bien après l'intervention de la sentence arbitrale soulever des difficultés lorsqu'on lui demande de l'exécuter. Sans doute, la partie viole ainsi un engagement formel, sans doute le règlement prévoit-il l'intervention des Comités nationaux pour faire accepter la sentence à la partie perdante, mais on peut se demander si cette intervention se fera toujours avec une suffisante énergie et si elle sera bien accueillie !

En dernière analyse, seule la menace de faire intervenir les sanctions légales et de recourir aux tribunaux pour obtenir l'exécution de la sentence pourra être d'un certain poids auprès de la partie récalcitrante. Or, bien que les tribunaux évitent en général toute révision au fond de la sentence, il reste suffisamment de critiques de forme à faire valoir pour que le sort de cette sentence reste incertain, la révision faite par le Comité Exécutif ne s'impose pas en effet aux juges, lesquels interpréteront peut-être en sens différent la loi applicable. Cette intervention des tribunaux entraînera en tout cas des frais, des lenteurs, c'est-à-dire en somme tout ce que l'on avait voulu éviter en recourant à l'arbitrage. Il n'y a donc pas lieu de trop s'étonner de l'hésitation trop certaine des intéressés à recourir aux offices de la Cour Arbitrage. Il faudrait pour qu'il en fût autrement, que la certitude de l'exécution fût telle, qu'elle décourageât toute ten-

tative de chicane. Or malgré la Convention de 1792¹, et malgré l'attitude beaucoup plus favorable à l'arbitrage dont fait preuve la jurisprudence dans certains pays, il faut reconnaître qu'il reste encore beaucoup à faire à cet égard.

Sans doute la quasi totalité des sentences rendues sous les auspices de la C. C. I. ont-elles été exécutées de bonne foi jusqu'à présent, mais ceci ne permet pas de donner aux commerçants l'assurance que la sentence rendue en leur faveur sera exécutée. Tout le prestige dont jouit la C. C. I. ne saurait remplacer la menace d'une sanction légale certaine.

On ne doit donc pas oublier que l'arbitrage lui-même n'est pas toujours efficace, et que certains litiges seulement se prêtent à une telle solution, l'arbitrage ne fonctionne utilement qu'entre des parties déjà disposées à régler leurs différends dans un esprit amiable, ou qui ont une idée assez élevée des engagements qu'elles assument. Enfin il semble qu'en ce qui concerne les litiges de métier proprement dits, des organismes purement corporatifs et spécialisés auront toujours la préférence des intéressés².

Ceci dit, il faut reconnaître à la Chambre de Commerce Internationale le très grand mérite, de la réalisation pratique. Malgré ses imperfections inévitables l'organi-

1. V. p. 123 *supra*. L'article de Grimm (*Jb.*, t. II, p. 182) donne une idée des difficultés auxquelles peut se heurter dans certains pays une demande d'exequatur.

2. V. un article de Hertzner.

sation d'arbitrage qu'elle a mise sur pied est tout à fait remarquable tant par sa conception même, que par les services que celle-ci peut être appelée à rendre au monde des affaires. Pour tous les litiges commerciaux d'ordre international, la Cour d'Arbitrage de la C. C. I. offre en effet une instance impartiale, facile d'accès, bénéficiant déjà d'une précieuse expérience. Elle fait le plus grand honneur aux hommes d'affaire clairvoyants qui en ont conçu l'idée, aux juristes sagaces qui lui ont donné un règlement, aux membres distingués de son comité exécutif qui exercent leur fonctionnement à titre purement bénévole, enfin au Secrétariat Général de la C. C. I. qui assure le fonctionnement pratique de l'institution. Il convient ici de rendre un hommage tout spécial à M. René Arnaud qui dirige avec toute la compétence et le zèle que l'on sait le service d'arbitrage de la C. C. I.

APPENDICE

Des clauses d'arbitrage figurant dans certains documents internationaux particulièrement importants.

Il convient de rattacher à ce mouvement qui tend à organiser systématiquement l'arbitrage commercial international, certaines clauses qui, à raison de l'importance des documents où elles figurent, ne sauraient être passées sous silence.

Il s'agit, d'une part, des clauses figurant dans certaines ententes internationales connues sous le nom de cartels, et, d'autre part, de celles des statuts de la Banque des Règlements internationaux.

A) Des clauses d'arbitrage de certains cartels internationaux¹.

Les cartels ont pour objet essentiel la réglementation de la production; chacun des membres du cartel se voit attribuer un certain « contingent » qu'il n'est point autorisé à dépasser, ou qu'il ne peut excéder qu'en payant une indemnité à la caisse commune.

La plupart des cartels prévoient le recours à l'arbitrage pour le règlement des litiges auxquels leur appli-

1. Sur cette question, v. Reinhold Wolff. On nous signale également un article de H. Friedländer qui doit paraître prochainement dans le *Jb.* t. III.

cation peut donner lieu. La clause compromissoire fait ainsi partie des dispositions destinées à assurer, de la part des membres du cartel, le respect des obligations qu'ils assument. A ce titre, cette clause constitue l'une des dispositions les plus importantes de ce genre de conventions. Notons que l'exécution des sentences est en général garantie, grâce à des sûretés fournies à l'origine par chacun des adhérents¹.

Semblable clause figure en particulier dans les cartels de l'acier, de la potasse et des lampes incandescence, qui intéressent plus spécialement la France.

Aux termes de l'article 13 du Pacte de l'acier², conclu en date du 30 septembre 1926 par les principaux producteurs d'acier d'Europe (principalement la France et l'Allemagne), tous litiges relatifs à l'application de cette entente devront être tranchés, à défaut d'entente amiable, par un tribunal arbitral désigné pour en connaître. Ce tribunal ne présente d'ailleurs aucun caractère permanent, chaque partie étant appelée à désigner un arbitre, les deux arbitres ainsi nommés pouvant s'adjoindre un tiers³.

Aux termes de la Convention franco-allemande de la Potasse⁴ les questions de contingentement doivent en principe être tranchées par une commission mixte de

1. V. Wolff, *op. cit.*, p. 173 et s.

2. *Ibid.*, p. 165.

3. Notons toutefois qu'à défaut par l'une des parties de désigner son arbitre, ou des deux arbitres de se mettre d'accord sur le nom d'un tiers, il sera fait appel au président de la Chambre de commerce internationale pour procéder à cette désignation.

4. V. Respondek, p. 139.

contrôle dont chacune des parties est appelée à désigner l'un des membres, les deux experts ainsi nommés pouvant s'adjoindre un tiers. Pour tous les autres litiges qui ne peuvent être réglés à l'amiable, on prévoit le recours à une commission arbitrale de cinq membres, chacune des parties nommant deux arbitres, le tiers étant désigné par le président de la Cour d'arbitrage de La Haye, au cas où les arbitres désignés par les parties ne pourraient pas se mettre d'accord sur un nom déterminé.

Dans l'industrie des lampes, une entente est intervenue entre les producteurs de tous les pays à l'exception des Etats-Unis d'Amérique¹. Cette entente prévoit une instance arbitrale permanente, composée de trois membres de nationalité suisse. Le président seul, fut désigné dès l'origine en la personne du professeur Borel de Genève. Il devait ultérieurement s'adjoindre un juge du Tribunal fédéral et un spécialiste du droit des cartels. Ce système présente, évidemment, l'avantage d'éviter toute discussion quant à la désignation des arbitres. L'arbitrage a lieu en principe, à Genève, conformément à un règlement élaboré à cet effet par M. Borel, règlement dont les dispositions sont en plein accord avec le Code de procédure local. Une particularité remarquable du dit règlement doit être signalée : c'est le rôle qu'y joue un « procureur général ». A l'instar de la procédure pénale, le rôle de celui-ci consiste dans la défense de l'intérêt collectif.

1. V. à ce sujet un article de Meinhart, *Jb.*, II, p. 166.

Notons encore la disposition qui fixe les normes que les arbitres devront appliquer dans leur décision. Ils devront statuer « en droit et en équité, conformément à l'intention présumée et à la volonté contractuelle des parties¹ ».

B) *La clause d'arbitrage des statuts de la Banque des Règlements Internationaux*².

Aux termes de l'article 56 des statuts de la B. R. I., tous différents venant à s'élever quant à l'interprétation ou à l'application des dits statuts soit entre la Banque, d'une part et telle banque centrale, établissement financier ou autres banques qui s'y trouvent visés, soit entre la Banque et ses actionnaires, doit être soumis, pour décision définitive, au tribunal prévu par l'accord de La Haye du 20 janvier 1930.

Cette clause, à la différence de celles que nous venons d'envisager, ne prévoit donc point la constitution d'une instance arbitrale *ad hoc*, mais le recours à une juridiction préétablie, instituée par d'autres accords, en vue d'autres litiges.

Si l'on se reporte, en effet, à l'accord en question (plan Young) on y trouve prévu à l'article 15, une commission arbitrale de cinq membres, qui sera appelée à connaître de tous les litiges auxquels l'application du nouveau plan pourrait donner lieu, soit entre Gouvernements

1. Traduit de l'allemand, *op. cit.*, p. 170.

2. Les statuts de la Banque sont reproduits dans une thèse de Karanikas, Paris, 1930.

signataires, soit entre un ou plusieurs d'entre eux et la Banque.

Le président de ladite commission doit être citoyen des Etats-Unis d'Amérique. Deux autres membres doivent être choisis parmi les ressortissants des Etats ayant été neutres pendant la dernière guerre; enfin les deux derniers membres sont désignés, l'un par le Gouvernement allemand, et l'autre par le Gouvernement français d'accord avec les autres puissances créancières de l'Allemagne.

Pour la période de cinq ans à dater de la mise à exécution du nouveau plan, ce tribunal est composée des cinq membres qui constituaient la juridiction instituée par l'accord de Londres du 30 août 1924 (plan Dawes) qui a déjà eu l'occasion de statuer à plus d'une reprise¹.

En cas de litige, les parties ne sont point tenues de saisir le tribunal tout entier; elles peuvent, d'un commun accord, désigner comme arbitre unique le président, ou l'un quelconque des membres du tribunal (art. 56, 4^o des statuts).

Il y a assurément là une disposition propre à simplifier le règlement des litiges éventuels.

Quant aux pouvoirs des arbitres, les statuts de la Banque les précisent en deux points importants :

Il est tout d'abord prévu, que : « faute d'accords sur les termes du compromis, chacune des parties au dif-

1. V. Dr. Magdalene Schoch.

férend, pourra saisir le tribunal qui statuera, fût-ce par défaut, sur toutes questions y compris celles relatives à l'étendue de sa compétence. »

Pour saisir toute la portée de cette première disposition, il faut savoir que les accords de La Haye ne reconnaissent pas au tribunal le droit de décider souverainement de leur propre compétence. En cas de contestation sur ce point la question devra, préalablement, être tranchée par la Cour de Justice Internationale. Dans les statuts de la Banque, il n'y avait évidemment pas les mêmes raisons de limiter ainsi les pouvoirs du tribunal. Quoiqu'il en soit, sous sa forme succincte, la disposition ci-dessus, nous paraît particulièrement heureuse. Elle permettra aux arbitres d'éluder les moyens évasifs ou dilatoires auxquels les parties les plus puissantes ne craignent point parfois de recourir !

Par ailleurs, le président du tribunal se voit autorisé à procéder, ou à faire procéder sur la requête de la partie la plus diligente, à toute mesure conservatoire ou provisoire aux bénéfices des parties (art. 56, 3^o.) Il faut encore applaudir à cette disposition dont l'opportunité pourrait se révéler un jour !

Il y a lieu, par contre, de déplorer le silence que gardent les statuts sur un certain nombre de points des plus importants.

En effet, on n'y trouve aucune indication ni quant à la procédure, ni quant aux normes applicables par le tribunal, ni quant aux conditions dans lesquelles pour-

rait être poursuivie, le cas échéant, l'exécution des sentences à intervenir.

Sans doute les accords de La Haye ont-ils réglé ces différentes questions pour les litiges qui s'y trouvent visés. C'est ainsi qu'ils prévoient¹, concernant la procédure, l'application des dispositions de la Convention de La Haye de 1907 (ch. III) ; de cette dernière, on peut induire que les arbitres devront baser leur décision sur le droit et non sur l'équité pure². Enfin en ce qui concerne les sanctions éventuelles, l'accord de La Haye y a également pourvu : C'est en principe au conseil de la S. D. N. qu'il appartient d'en décider³.

Mais l'accord de La Haye ne vise que des litiges où l'une des parties au moins, est un Etat souverain, l'autre pouvant être la B. R. I. Au contraire, les litiges prévus par les statuts de la banque, se rattachent tous au droit privé. On peut donc se demander dans quelle mesure les dispositions ci-dessus leur sont applicables.

En présence d'un tel litige, le tribunal devra-t-il procéder, *mutatis mutandis*, conformément aux règles que lui dictent les accords de La Haye, ou, au contraire, devra-t-il tenir compte d'autres règles ? Devra-t-il appliquer les principes du droit international ou, au contraire, telle loi nationale qu'il lui appartienn-

1. V. l'annexe XII.

2. La doctrine est d'ailleurs unanime en ce sens. V. l'article de M. J. Garnier-Corignet.

3. V. l'article de M. Pepy.

drait de déterminer ? La décision rendue devra-t-elle être exécutée comme jugement émanant d'une juridiction internationale, ou comme sentence arbitrale privée ?

Ce sont là autant de questions qui se posent dans le silence des textes. La difficulté provient du caractère hybride de l'instance envisagée. D'une part en effet, on se trouve en présence d'une juridiction internationale, instituées pour connaître de litiges où des Etats se trouveraient partie, d'autre part, cette juridiction se voit attribuer, en vertu d'une clause compromissoire, compétence pour des litiges de droit privé. On est donc amené à se demander, si ces dernières ont entendu instituer comme arbitre l'instance prévue par le plan Young, ou au contraire, si elles n'ont fait que se soumettre par une clause attributive de compétence à une juridiction préétablie.

Dans le premier cas les arbitres devraient nécessairement tenir compte des lois nationales en présence, pour déterminer et la procédure à suivre, et les normes applicables. Dans l'autre ils statueraient dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un litige mettant aux prises deux Etats.

Nous nous heurtons ici à une difficulté qui nous force à examiner de plus près le statut même de la B. R. I. Cette difficulté, notre maître M. Lévy-Ullmann, l'avait déjà signalée dans une étude¹ sur le statut de la R. B. I. et,

1. V. *La France économique et financière* du 27 juillet 1929.

le droit international, parue dès avant la conférence de La Haye. Analysant avec sa finesse coutumière les caractères particuliers auxquels devaient répondre le statut du futur organisme, le savant professeur montrait que la B. R. I. ne pouvait être considérée comme une simple entreprise privée effectuant des opérations commerciales quelconques. Il soulignait le caractère international du futur organisme, la nature toute spéciale des opérations dont celui-ci allait être chargé en qualité de trustee, et il concluait à la nécessité d'attribuer à la Banque un statut vraiment international, de reconnaître pour tous litiges compétence à une juridiction ayant même caractère. Cette juridiction, notre maître eut désiré que ce fut la Cour de justice internationale. Les rédacteurs des accords de la Haye ont préféré maintenir le tribunal que prévoyait déjà l'accord de Londres d'août 1924. C'est tout naturellement à cette juridiction que l'on devait songer lors de la rédaction des statuts de la Banque.

Quoiqu'il en soit, cette analyse tranche, croyons-nous, la question. Le statut tout spécial de la banque, le caractère international de la juridiction envisagée doit dispenser cette dernière de tenir compte des dispositions de la loi d'un Etat déterminé, tant en ce qui concerne la procédure à suivre, qu'en ce qui touche les normes applicables par l'arbitre.

Cette solution se justifie d'ailleurs par les liens étroits qui existent entre les accords de La Haye et la charte

de la Banque, par l'habilitation que celle-ci implique non seulement de la part du Gouvernement helvétique, mais également de la part de tous les autres Etats intéressés.

Nous croyons donc, qu'en présence d'un litige entre la B. R. I. et l'un de ses actionnaires, ou entre la banque et l'un des établissements financiers visés aux statuts, le tribunal devra procéder comme s'il s'agissait d'un litige entre Etats ou, entre la banque et un Etat. Il suivra, *mutatis mutandis* les règles énoncées à l'annexe XII de l'accord de La Haye et au chapitre III de la Convention de 1907.

Pour déterminer les normes applicables au fond, le tribunal devra faire appel au droit international et à l'esprit du plan Young. Les décisions rendues ne sauraient être assimilée à des sentences arbitrales, telles que les différents systèmes nationaux les conçoivent. Elles devraient être considérées comme décisions émanant d'une véritable juridiction internationale, tout à fait comparable à celles que rendent les tribunaux arbitraux mixtes institués par les traités de paix. Seulement ces traités avaient eu soin de pourvoir à l'exécution éventuelle des sentences rendues dans les différents pays, alors que les accords de La Haye n'envisagent point la difficulté.

Il y a là une lacune qu'il y a lieu de signaler, tout en souhaitant que la question reste purement théorique.

CONCLUSION

Ayant ainsi achevé cette esquisse de l'organisation actuelle de l'arbitrage commercial international, nous devons constater à quel point aujourd'hui un mouvement très net se fait sentir favorable au recours à cette procédure, pour la solution des litiges commerciaux.

Dans le champ du droit interne l'arbitrage tend de plus en plus à s'organiser sur des bases corporatives permettant aux commerçants de trouver des juges déjà préparés du point de vue technique à la solution des litiges dans lesquels se rencontrent bien plus souvent des questions d'ordre pratique que des difficultés de droit proprement dites.

L'arbitrage, tel que le conçoit le Code de procédure est aujourd'hui très nettement dépassé, car il ne s'agit plus de la désignation occasionnelle d'arbitres faite par les parties dans le compromis, en vue d'un litige déjà pendant, mais bien d'une organisation qui tend à devenir permanente et générale. Si en France, les tribunaux de commerce ont montré l'exemple en établissant des listes d'arbitres pour résoudre certains points techniques des litiges qui leur sont soumis, à

l'étranger, les grands groupements corporatifs ont dès longtemps pourvu à l'organisation de l'arbitrage, établi des clauses compromissaires, et bien souvent en ont imposé la pratique à leurs adhérents. Le législateur français lui-même a dû céder au mouvement en consacrant récemment la valeur de la clause compromissoire longtemps déniée par la jurisprudence.

S'il en est ainsi dans le cadre du droit interne, là où s'offre au plaideur des juridictions d'Etat appliquant une loi qu'ils connaissent selon une procédure qui leur est familière, à plus forte raison le même besoin devait-il se faire sentir dans le domaine du commerce international où la sécurité et la rapidité indispensable à la bonne conduite des affaires, ne sauraient s'accommoder de l'incertitude et des lenteurs qui résultent trop souvent hélas du recours à des tribunaux étrangers, lesquels interpréteront peut-être les contrats d'une manière tout à fait imprévue. A ce point de vue, et aussi en ce qui concerne la solution rapide des litiges, si désirable en matière commerciale, l'arbitrage devait apparaître comme une solution possible, nécessaire. Nous avons constaté sans doute, qu'il n'était pas une panacée; reposant sur une base contractuelle, il fait toujours appel à une certaine bonne foi de la part des parties, et l'obligation de recourir aux tribunaux pour toute mesure d'exécution à envisager retirera bien souvent à l'arbitrage, sinon une partie de sa souplesse, du moins beaucoup de son

intérêt. Quoiqu'il en soit, par l'arbitrage les intéressés ont pourvu dans une large mesure aux insuffisances que révèle aujourd'hui encore l'organisation de la justice d'Etat, dès lors qu'un litige met en cause plus d'une souveraineté. A cet égard, la Chambre de Commerce Internationale a eu le très grand mérite, de mettre sur pied une organisation qui est appelée à rendre de réels services au monde des affaires, car tout en étant d'initiative privée, elle n'en est pas moins une institution d'intérêt général.

Le Président,
Henri LÉVY-ULLMANN

Vu : Le Doyen,
H. BERTHELEMY

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

A) EN LANGUE FRANÇAISE.

I. — Ouvrages.

- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, t. XII, 5^e éd., par Martin, 1922.
- BARTIN. — *Principes de droit international privé, selon la loi et la jurisprudence françaises*, 1930.
- *Etudes de Droit international privé*, 1899.
- *Etude sur les effets internationaux des jugements*. Paris, 1907.
- CHAMPLAIR. — *L'ami de la Concorde, ou essai sur les motifs d'éviter les procès, et sur les moyens d'en tarir la source*, 1779. Monory, édit., Paris.
- CHARMOLU. — *La justice gratuite et rapide par l'arbitrage amiable*, 1889.
- CITROEN (Hugues). — *Le Manuel de l'arbitre*, 1925. « La Perle », édit., Paris.
- GARSONNET. — *Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale*, 4^e éd. par César-Bru, 1925.
- GLASSON. — *Traité théorique et pratique de procédure civile*, 2^e édit., par Tissier; 3^e édit., 1921.
- GENEVOIS. — *Histoire critique de la juridiction consulaire*. Paris et Nantes, 1866.
- GOMBEAU de la BILLENIERE. — *Traité général de l'arbitrage en matière civile et commerciale*, ou recueil complet des règles à suivre tant par les parties que par l'arbitre, Paris, Renaud. édit., 1829.
- HUVELIN. — *Essai historique sur le droit des marchés et des foires*, 1897.

LAPRADELLE (de) et NIBOYET. — *Répertoire de droit international*, 1929.

LÉVY (Emmanuel). — *La vision socialiste du Droit*, 1911.

LÉVY-ULLMANN. — *Elément d'introduction générale à l'étude des sciences juridiques. II. Le système juridique de l'Angleterre. Tome premier. Le système traditionnel*, 1928.

MERLIN. — *Questions de droit*, 4^e édit., 1825.

MORIN. — *La loi et le contrat, leur décadence*, 1927.

NIBOYET. — *Manuel de droit international privé*, 1928.

PILLET. — *Traité pratique de droit international privé*, 1924.

POLITIS. — *La Justice internationale*, Paris, 1921.

— *Les nouvelles tendances du Droit international*, Paris, 1927.

II. Thèses.

BRACHET. — *De l'exécution internationale des sentences arbitrales*. Thèse, Paris, 1928.

GODRON. — *La clause compromissoire*. Thèse, Paris, 1916.

ISHIZAKI. — *Le droit corporatif international de la vente des soies*. Thèse, Lyon, 1928.

KARANIKAS. — *La Banque des Règlements internationaux*. Thèse, Paris, 1930.

KRAUSS. — *De l'effet international en Allemagne des actes judiciaires et extrajudiciaires étrangers, avec des aperçus sur le Droit français correspondant*. Thèse, Paris, 1930.

MAGNIER. — *La Chambre de Commerce internationale*. Thèse Paris, 1928.

PARIS. — *La clause compromissoire et la loi du 31 décembre 1925*. Thèse, Rennes, 1930.

ROBERT. — *La clause compromissoire et l'organisation de l'arbitrage*. Thèse, Paris, 1929.

SCHWOB. — *Les contrats de la London Corn Trade Association*. Thèse, Paris, 1928.

WEILL. — *Les sentences arbitrales en droit international privé*. Thèse, Paris, 1906.

II. Articles, rapport, etc.

RENÉ ARNAUD. — *L'exécution des sentences arbitrales étrangères et la Société des Nations (Revue Economique internationale, avril 1928)*.

- L'Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale. *Internationales (Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, tome II, 1928)
- La Chambre de Commerce internationale. Répertoire de droit international, 1929.
- L'Angleterre et l'arbitrage. L'Economie internationale (*Journal de la Chambre de Commerce internationale*, janvier 1930).
- Conseils pratiques pour l'Arbitrage commercial international, *ibid.*, octobre 1930.
- Lettre au directeur de la *Revue de Paris* en réponse à un article de M. A. de Monzie, *Revue de Paris*, 1^e octobre 1930.
- BELLOT. — *L'exécution des sentences arbitrales en Angleterre*, Clunet, 1923, p. 797.
- BRACHET. — Clause compromissoire et sentences arbitrales. (*Répertoire de Droit international*, 1929.)
- BRUNET (René). — Proposition de résolution déposée à la Chambre des Députés (*Journal Officiel*), annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 27 juin 1929.
- CATALOGNE. — Rapport présenté au Sénat. Documents parlementaires (*Journal Officiel* du 27 novembre 1925), annexe 44.
- CLÉMENTEL. — Réponse aux critiques du Groupe Lyonnais sur la clause compromissoire (*Bulletin de la Société de législation comparée*, 1924, p. 212.
- COHENDY. — La clause compromissoire au point de vue du droit international (*Bulletin de la Société de législation comparée*, 1923, p. 348).
- DREYFUS (L.-L.). — Projet de loi sur la reconnaissance de la clause compromissoire en matière commerciale, adopté par la Chambre des Députés le 2 juillet 1908 (voir *J. O.*).
- GARNIER-COIGNET. — Procédure judiciaire et Procédure arbitrale (*Revue de Droit international*, 1930, n° 3, p. 123 et suiv.).
- GIDE (Pierre). — Les articles 7 et 19 de l'Arbitration act 1889; leur application pratique. Clunet, 1926.
- GODRON. — La Clause compromissoire dans les rapports in-

- ternationaux devant les tribunaux français. *Clunet*, 1919, p. 654.
- GOUNOT. — Rapport sur la clause compromissoire présenté au Groupe Lyonnais de la Société de Législation comparée. *Bulletin*, 1923, p. 347.
- HAMEL. — La clause compromissoire dans les rapports de commerce internationaux (*Revue de Lapradelle*, 1922-23, p. 721, et 1924 p. 657).
- La clause compromissoire dans les rapports commerciaux (*Dalloz hebdomadaire*, 25 mars 1926).
- LAMBERT (Edouard). — Préface pour l'ouvrage de M. Ishizaki, 1928 (V. thèse).
- LAINÉ. — *De l'exécution en France des sentences arbitrales étrangères*. *Clunet*, 1899, p. 641.
- LAPRADELLE (A. de). — L'excès de pouvoir de l'arbitre (*Revue de Droit international*, 1928, II, p. 401).
- LAVERGNE (de). — La Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (*Bulletin de la Soc. de Légis. Comp.*, 1923, p. 206).
- LEPAULLE. — Les fonctions du « Trust » et les institutions équivalentes du Droit français (*Bull. de la Soc. de Légis. Comp.*, 1929).
- LÉVY-ULLMANN. — Vers le Droit mondial du ^{xx}e siècle. Préface au tome I^{er} de la Collection d'Etudes théoriques et pratiques de Droit étranger, de Droit comparé et de Droit international, 1923.
- Le statut de la Banque des règlements internationaux et le Droit international (*La France Economique et Financière*, 27 juillet 1929).
- MONZIE (A. de). — La Technicité juridique de la Paix (*Revue de Paris* du 15 juin 1930).
- MOREL. — La clause compromissoire en matière commerciale (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1926, p. 486).
- NIBOYET. — Les tribunaux arbitraux mixtes organisés en exécution des traités de paix (*Bulletin de l'Institut Intermédiaire International*, octobre 1922).

- Quelques considérations sur la Justice internationale et le Droit international privé. Dans *Pillet Mélanges*, 1929.
- Qu'est-ce que la loi étrangère aux yeux des juges d'un pays déterminé (*Revue de Droit international*, 1928, p. 753-812).
- PALEWSKI. — *L'Arbitrage commercial en France et la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale*. Clunet, 1926, p. 43.
- PEPY. — Le Plan Young (*Revue de Droit international*, 1930).
- PICARD. — La clause compromissoire et l'arbitrage dans les rapports internationaux (*Clunet*, 1923, p. 510).
- POZZI (Roberto). — La conciliation et l'arbitrage entre commerçants de pays différents. Public. de la C. C. I. Brochure, n° 13, p. 7.
- L'Arbitrage dans le Droit international privé. Rapport pour le Congrès des Chambres de Commerce de Paris, 1914.
- PRUDHOMME (André). — De la clause compromissoire dans l'état actuel du droit français (*Jahrbuch*, tome I, 1926).
- SALEILLES (Raymond). — Traduction de l'Arbitration act, 1889 (*Annuaire de législation étrangère*, 1890, p. 39.)
- SARRANT. — Rapport présenté à l'Association nationale des Avocats de France et des colonies (*Bulletin*, avril-juillet 1930, p. 122).
- THALLER. — De la place du commerce dans l'histoire générale et du droit commercial dans l'ensemble des sciences (*Annales du droit commercial*, 1892).
- WEISS (André). — De l'exécution des sentences arbitrales étrangères en France (*Revue de Lapradelle*, 1906, p. 34).

B) EN LANGUE ALLEMANDE.

I. — Ouvrages.

- BOHNHOFF. — *Das Verfahren vor dem Schiedsgericht. Marki-bericht « Hansablum »*. Hambourg, 1924.
- BRANDE. — *Internationales Börsenprivatrecht*, 1925.
- GRAMER. — *Die Bremer Baumwollbörse*, 1922.
- CURTI. — *Zivilprozess Englands*, 1928.

- FRANKENSTEIN. — *Internationales Privatrecht*, t. II. Berlin, 1929.
- GIERKE (Otto von). — *Das Deutsche Genossenschaftsrecht*.
- GROSSMANN (Dr Hans). — *Das Recht des Ueberseeskaufes*, Hambourg, 1930.
- HAFFNER. — *Die Ständigen kaufmännischen Schiedsgerichte*, 1911.
- HAEGER. — *Schiedsgerichte für Rechtstreitigkeiten der Handelswelt*, 1910.
- *Die Vollstreckung von Urteilen und Schiedssprüchen im Internationalem Recht*, 1910.
- HAHN. — *Materiale zur Zivilprozessordnung*.
- HELLAUER. — *Kaufverträgen in Warenhandel und Industrie*, Berlin, 1927.
- HIRSCH. — *Der moderne Handel*, Berlin, 1925.
- JOHLINGER-HIRSCHSTEIN. — *Die Praxis des Getreidegeschäfts*, Berlin, 1925.
- JUDEL. — *Die Einrichtung der Schiedsgerichte an den Hauptbörsen Deutschlands* Mannheim, 1924.
- KISCH. — *Der Schiedsmann im Versicherungsrecht*, 1924.
- KOHLER. — *Gesammelte Beiträge zum Zivilprozess*, 1894.
- KRAUSE. — *Die geschichtliche Entwicklung des Schiedsgerichtswesens in Deutschland* 1930.
- LEIST. — *Untersuchungen zum inneren Vereinsrecht*.
- LESKE-LOEWENFELD. — *Rechtsverfolgung im Internationalen Verkehr*, t. III, 1929.
- LEUCKFELD UND MATHIES. — *Hamburgisches Börsenhandbuch*, 1927.
- LINDHEIM (von). — *Ueber das Schiedsgericht im modernen Zivilprozess*, 1891.
- MAGNUS. — *Tabellen zum Internationalen Zivilprozess*, 1926.
- MATHIES. — *Die ständigen Schiedsgerichte des hamburgers Grosshandels*, 1921.
- *Die Geschäftsbedingungen des Vereins zur Förderung des hamburgers Handels mit Kolonialwaren, etc...* Hamburg, 1926.
- NORD. — *Das Wesen des schiedsrichterlichen Amtes und des Schiedsspruches*, 1929.

- NUSSBAUM. — *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, 1926; t. II, 1928.
- *Die gesetzliche Neuordnung des schiedsrichterlichen Verfahrens*, 1918.
- PINCKERNELLE. — *Die Arbitrageklausel*, 1929.
- PRASCHKAUER. — *Ein Abriss über das englische Arbitragewesen*, Leipzig, 1894.
- PUTSCHKA. — *Das Institut des Schiedsgerichts nach seinem heutigen Brauchbarkeit*, Erlangen, 1823.
- RESPONDEK. — *Wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen Deutschland und Frankreich*, Berlin, 1929.
- RICHTER. — *Das deutsche Schiedsgerichtsverfahren*, VDI-Verlag, Berlin, 1927.
- RUNGE. — *Der Schiedsgerichtsgedanke in Recht und Wirtschaft (Einführung in Wesen und Aufgaben der Schiedsgerichtsbarkeit)*, 1926.
- SCHETZEL. — *Das deutsch-französische Gemischte Schiedsgericht; seine Geschichte, Rechtsprechung und Ergebnisse*, 1930.
- SCHREIBER. — *Handelsbräuche*.
- SKALKA. — *Handelsbräuche der hamburger Getreidebörse*, 1924.
- STAFF (von). — *Das Schiedsgerichtsverfahren nach dem heutigen deutschen Recht*, 1926.
- STEIN-JONAS. — *Kommentar zur Zivilprozessordnung*, 14^e éd., 1929.
- TESSMER. — *Der Schiedsvertrag als Voraussetzung und Grundlage des Schiedsspruches*, Berlin, 1912.
- WILLEN. — *Hat die Handelskammer eine Zukunft?* 1929.
- WALDER und WOMMKE. — *Schiedsgerichtswesen in Arbeitssachen*, Berlin, 1929.
- WENDTLAND. — *Jahrbuch der Deutschen Industrie-und Handelskammern*, 1928.
- WOLFF (Dr. Reinhold). — *Die Rechtsgrundlagen der internationalen Kartelle*, 1929.
- ZEHME. — *Schiedsgerichte für Rechtstreitigkeiten im Gebiete von Handel und Gewerbe*, Leipzig, 1912.

II. — Thèses¹.

- DAENIKER. — *Untersuchungen über Wesen und Aeusserungen der Körperschaftsgewalt bei privaten Verbänden*, thèse Zurich, 1922.
- GLYSTRAS. — *Schiedsgerichtsorganisation und kaufmännische Schiedsgerichte in kaufmännischen Verbänden*. Thèse Zurich, 1916.
- FEHR. — *Das Schiedsgericht in der Schweizerischen Zivilprozess gesetzgebung*. Thèse Zurich, 1903.
- STEINER. — *Börsenschiedsgerichtbarkeit*. Thèse Zurich, 1925.

III. — Articles, rapports, etc.

- BERLINER. — Schiedsgerichte (*Handwörterbuch der Betriebswirtschaft*, t. IV, p. 1110-1117, 1928).
- BORNHAK. — Schiedsvertrag und Schiedsgericht nach geschichtlichen Entwicklung und geltendes Recht (*Zeitschrift für Deutschen Zivilprozess*, t. XXX).
- BRANDT. — Schiedsgerichtswesen im Landesproduktenhandel (*Handbuch des Landesproduktenhandels*, 1929).
- BREIT. — Schiedsrichter und staatliches Recht (*Leipziger Zeitschrift*, 1918).
- GROSSMANN. — Weltusancen für den Ueberseeskauf (*Hanseatische Rechtszeitschrift*, 1^{er} février, 1925).
- HALBERSTADT. — Der Schiedsvertrag und seine Anwendung in der Praxis (*Technik und Wirtschaft*, 1924, n° 12, p. 285).
- Gedanken zum Schiedsgerichtsverfahren (*ibid.*, 1929, p. 134).
- HAERICKE. — Ein Handelsschiedsgericht (*Wirtschafts Zeitung*, 1926, N° 13, p. 2).
- HEILBERG. — Schiedsgerichtsvertrag, Schiedsgericht und schiedsrichterliche Verfahren, Entwurf eines Gesetzes zur Abänderung der Bestimmungen des 10. Buches der Zivilprozessordnung nebst Begründung (*Deutscher Anwaltsverein*, Drucksache, n° 15, 1929).
- Article paru dans la *Juristische Wochenschrift*, 1926, p. 2793).

1. Il ne s'agit ici que de thèses soutenues en Suisse, les dissertations allemandes ayant été groupées sous la rubrique précédente.

- HENGGELE, — Die Schiedsgerichtsordnung des Internationalen Verbandes der Baumwoll-Spinner und Weber-Vereinigungen (*Jahrbuch für Internationales Schiedsgerichtswesen*, tome II, p. 159).
- HERTZER, — Ein internationales Fachschiedsgericht (*Die Wirtschaft und das Recht*, n° février-mars, 1929).
- JONAS, — Anerkennung und Vollstreckung ausländischer Schiedssprüche (*Juristische Wochenschrift*, 1927, p. 1297).
- Die protokollarischen Aeusserungen zu einigen Fragen des Deutsch-russischen Schiedsgerichtsabkommens (*ibid.*, 16 février 1929).
- Die Novelle zum schiedsrichterlichen Verfahren, etc. 1930, supplément du *Kommentar Stein Jonas*.
- KANN, — *Festgabe für Fuchs*, 1926, p. .
- KOLLMANN, — Zersplitterung des Schiedsgerichtswesens (*Technik und Wirtschaft*, 1922, n° 8, p. 413).
- KUNZ, — Wirtschaftsrecht und Schiedsgerichtswesen (*Wirtschafts Zeitung*, 1922, n° 23, p. 413).
- LEO, — Gutachten zum 34. Juristentag, « Welche Hauptgrundsätze sind für die Neuregelung des Schiedsgerichtswesens zu empfehlen » (*Deutscher Juristentag*, Köln, 1925, t. I, Gutachten, p. 179).
- LUKAS, — Gutachten, 16 octobre 1925, Sammlung von Entscheidungen und Gutachten des Kartellgerichts (*Kartellstelle, R. V. D.*, I. éd.).
- MAGNUS, — Zur Schiedsgerichtsfrage (*Deutsche Juristenzeitung*, 1912, p. 1179).
- MEINHARDT, — Das Schiedsgericht der Internationalen Glühlampenvereinigung (*Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. II, 1928).
- MATHIES, — Die Entwicklung der Hamburger Arbitrage und ihre Stellung in Weltverkehr (*Wirtschaftsdienst, Beilage : Zeitfragen des Wirtschaftsrechts*, 1924, n° 1).
- MENDELSON-BARTHOLDY, — Die Rechtskraft des Schiedsspruches (*Festschrift für Klein*, Vienne 1914).
- MEYER (Oscar), — Compte rendu de l'ouvrage de Willen (*Juristische Wochenschrift*, 2 février 1929).

- MITTELSTEIN. — Recht und Praxis der Schiedsgerichte in Deutschland (*Internationales Jahrbuch des Schiedsgerichtswesens*, t. I, 1926).
- Schiedsgerichtsfragen (*Hanseatische Rechtszeitschrift*, 1925-1927).
- MORGENROTH. — Bestimmungen für das Schiedsgericht des Vereins Berliner Getreide- und Produktenhändler e. V. *Handbuch des Landesproduktenhandels*, 1929. p. 633.
- NEUNER. — Zum Problem der ausländischen Schiedssprüche (*Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1929, n° 1, p. 37).
- NUSSBAUM. — Neuere Entwicklung und Ausbau des Schiedsgerichtswesens, (*Zeitschrift für deutschen Zivilprozess*, t. 42, 1912, n° 254).
- Probleme des internationalen Schiedsgerichtswesens (*Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, 1926).
- Schiedsgericht und Rechtsordnung (*Juristische Wochenschrift*, 1926, p. 13).
- OERTMANN. — Schiedsrichter und Staatsrecht (*Zeitschrift für deutschen Zivilprozess*, t. 47, p. 105).
- PRAGER. — Das beiderseitige Gehör im Zivilprozess (*Archiv für die Civillistische Praxis*, 1930, p. 143).
- Die Reform des Schiedsverfahrens (*Die Justiz*, 1931).
- PRYTEK. — Schiedsgerichtsfragen (*Marktbericht Hansablum*, 1925-1930).
- RABINOVITSCH. — Das Deutsch-Russische Abkommen, etc. (*Deutsche Juristen-Zeitung*, 1927, p. 459).
- SCHOCH (D Magdalene). — Die Entscheidungen des Internationalen Schiedsgerichts zur Auslegung des *Daws-Plans*, 1929).
- SCHWENKE. — Schiedsgerichte bei Handelskammern, Vortrag gehalten vor der Vereinigung deutscher Handels- und Gewerbekammersekretäre, 1919.
- SIMM. — Schlesisches Getreideschiedsgericht (*Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. II, 1928).
- STEINER. — Vollstreckung ausländischer Schiedssprüche (*Zeitschrift für schweizerisches Recht*, 1928, p. 282).

- TROPS. — Grenzen der Privatgerichtsbarkeit. Ein Beitrag zur Schiedsgerichts Frage (*Zeitschrift für Deutschen Zivilprozess*, 1927, p. 273).
- Schiedsgedanke und Rechtsgedanke, *ibid.*, p. 479.
- VOLKMAR. — Das Genfer Abkommen über die Vollstreckung ausländischer Schiedssprüche (*Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. II, 1928).
- WEISBART. — Die Vergleich und Schiedsgerichtsordnung der Internationalen Handelskammer (*Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. II, 1928).
- WERTHEIMER — Internationale Schiedsgerichte in Privaten Streitigkeiten (*Juristische Wochenschrift*, 1921, p. 723; 1925, p. 1195).
- WOLFF (Ernst). — Die Gültigkeit der Schiedsklausel im Internationalen Verkehr (*Juristische Wochenschrift*, 1925, p. 1202).

C) EN LANGUE ANGLAISE.

I. — *Ouvrages.*

- American Arbitration Association.* — Yearbook on commercial arbitration in the United States, 1927.
- The Practice of commercial arbitration in the United States, 1928.
- BACON (R. S.) and (W. T.) RYLANDS. — *Commercial Arbitration as governed by English Law*, 1925.
- BUTTERWORTH. — Ten Years, Digest of reported cases (1898-1907) (paraît annuellement depuis 1907) sub titulo « Arbitration ».
- DICEY. — *A digest of the laws of England with reference to the conflicts of laws*, 4^e éd., par Berriadale-Keith, 1927.
- NUSSBAUM. — International Year Book on Civil and Commercial Arbitration (*Oxford University Press*, 1929). «

II. — *Articles, rapports, etc.*

- BERNHEIMER (Charles). — Rapport présenté au Congrès international des Chambres de Commerce, Paris, 1914.
- Préface de l'ouvrage de M. J. H. Cohen, 1918.

- CARLENDER. — A Court for the Settlement of international commercial disputes, Index (*Svenska Handlsbanken*, éd. avril 1930).
- COHEN (Julius Henry). — *Commercial Arbitration and the Law*, 1918.
- THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE OF BRITISH EMPIRE.
Report of Special Committee on Arbitration within the Empire, presented at the eleventh Congress, octobre 1927.
- HOOVER (Herbert). — Préface du Yearbook on Commercial Arbitration, 1927.
- KAHN. — Arbitration in England and Germany, a study of comparative legislation and conflicts of laws (*The Journal of Comparative legislation and International law*, 1930, Part. I, 4).
- STURGES (W. A.). — Commercial Arbitration in the United States of America (*Internationales Jahrbuch*, etc., t. I, 1926 t. 1119).
- SUTTON (Ralph). — Arbitration in English Law (*Internationales Jahrbuch*, etc., t. I, 1926).
- YOUNG (Owen D.). — International Commercial Arbitration, International Chamber of Commerce, *Digest*, n° 3.

D) PÉRIODES ET PUBLICATIONS DIVERSES.

Bulletin de la Société de législation comparée.

La Chambre de Commerce internationale publie en trois langues :

- 1° Une revue trimestrielle, l'*Economie internationale* (World Trade, die Internationale Wirtschaft).
- 2° Une « Chronique de l'arbitrage (ne paraît plus).
- 3° Diverses brochures, en particulier :
 - a) *L'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale* (brochure de propagande);
 - b) *L'Arbitrage commercial et la Loi française* (brochure n° 65).
 - c) *L'Arbitrage commercial et la Loi allemande* (brochure n° 72).
 - d) *L'Arbitrage commercial et la loi Anglaise* (en préparation);

c) *L'Arbitrage commercial et les lois Américaines* (en préparation).

Deutsche Juristen Zeitung.

Die Deutsche Wirtschaft. Zeitungsgorgan, des Deutschen Industrie- und Handels tags.

Handbuch des Landesproduktenhandels, 1929.

Hanseatische Rechtszeitschrift.

Gazette du Palais.

Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen in Zivil und Handelsachen (deux volumes parus en 1926 et 1928).

Journal de Droit international privé (Clunet).

Juristische Bücherkunde, von D. J. W. Fuchs, Linz et New-York, 1928.

Juristische Wochenschrift.

Máas-Magnus. — Abkürzungsverzeichnis der Rechtssprache, Berlin, 1929.

Marktberichtsbericht « Hansabum », Beilage « Gericht und Schiedsgericht.

La Production Française.

Revue Economique internationale.

Revue Critique de Législation et de Jurisprudence.

Revue de Droit International (Revue de Lapradelle).

Technik und Wirtschaft.

Die Wirtschaft und das Recht.

Zeitfragen des Wirtschaftsrecht, Beilage des « Wirtschaftsdienst ».

Zeitschrift für ausländisches und Internationales Privatrecht.

Zeitschrift für Deutschen Zivilprozess.

Zeitschrift für schweizerisches Recht.

Spruchsammlung des Obersten Schiedsgerichts beim Einheitverband des Deutschen Kartoffelhandels.

E) PRINCIPAUX RÈGLEMENTS D'ARBITRAGE

(en vigueur fin 1930)

Bestimmungen für das Schiedsgericht des Vereins Berliner Getreide und Produkthändler e. V. (Handbuch des Landesproduktenhandels, 1929).

Convention pour Tribunaux d'Arbitrage et d'Expertise établi d'un commun accord entre les Chambres de Commerce

Argentino-Brésilienne de Buenos-Aires et l'Association Commerciale de Rio-de-Janeiro (Brochure C. C. I., n° 13, p. 35).

Règlement de Conciliation et d'Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale en vigueur au 1^{er} janvier 1928.

Règlement de la Chambre Arbitrale de Paris avec modification du 28 mars 1928.

Règlement de la Chambre Arbitrale de la Bourse de Commerce de Strasbourg.

Rules of the American Arbitration Association.

— of the London Court of Arbitration.

— of the New-York Chamber of Commerce.

— of the New-York Silk Association.

Schiedsgerichtsordnung des Deutschen Ausschusses für das Schiedsgerichts Wesen vom 1. April 1925 (in der Fassung vom 1. April 1929).

Schiedsgerichtsordnung des Einheitsverbandes des Deutschen Kartoffelhandels (Handbuch des Landesproduktenhandels, 1929).

Schiedsgerichtsordnung der Seidenindustrie gesellschaft, Zurich.

Vertrag über die Erledigung von Streitigkeiten zwischen deutschen und niederländischen Handel-und Gewerbetreibenden vor deutsch-niederländischen Einigungsstellen und Schiedsgerichten (6-12 janvier 1924).

(Cet accord est reproduit dans l'*Internationales Jahrbuch*, t. I, p. 248).

Etc., etc.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

DE L'ARBITRAGE EN GENERAL

Chapitre premier. — La notion d'arbitrage.	13
§ 1. Définition	13
§ 2. Distinction entre l'arbitrage et la justice d'Etat...	15
§ 3. Distinction entre l'arbitrage et la transaction, la médiation, la conciliation	23
§ 4. Distinction entre l'arbitrage et l'expertise.....	24
Chapitre II. — Les fondements théoriques de l'arbitrage. (Essai d'une théorie générale de l'arbitrage.)	28
<i>Section première. — La convention d'arbitrage (le compromis)</i>	28
§ 1. Définition, conditions d'existence, interprétation..	28
§ 2. Modalités du compromis; la clause compromis- soire	30
§ 3. Effets du compromis	33
§ 4. Nature juridique et caractères du compromis.....	35
<i>Section II. — La convention avec les arbitres (le receptum)...</i>	38
§ 1. Définition du receptum; ses rapports avec le com- promis	38
§ 2. Effets du receptum	40
§ 3. Nature juridique et caractères distinctifs du recep- tum	43
<i>Section III. — La sentence arbitrale.</i>	46
§ 1. Nature juridique de la sentence.....	46
§ 2. Effets de la sentence.....	51
Chapitre III. — La réglementation légale de l'arbitrage (Droit comparé français, allemand, anglo-américain)	56
§ 1. Place faite à l'institution dans les différents sys- tèmes envisagés.....	56
§ 2. Organisation de l'arbitrage.....	61
a) Conditions de validité de la convention d'ar- bitrage	61
b) Désignation des arbitres et composition du col- lège arbitral	63

c) Procédure arbitrale	66
d) La sentence arbitrale	69
§ 3. Sanctions de la convention d'arbitrage.....	74
Chapitre IV. — Rapports de l'arbitrage et de la justice d'Etat.	89
§ 1. Attitude générale des tribunaux vis-à-vis de l'arbitrage en général	89
§ 2. De la jurisprudence sur quelques points particuliers	94
a) Le consentement dans la convention d'arbitrage	94
b) Des appels en garantie.....	98
c) Portée de la convention d'arbitrage. Compétence des arbitres; récusation	100
Chapitre V. — L'arbitrage en droit international	104
Entrée en matière.....	104
<i>Section première. — Valeur internationale de la clause compromissoire</i>	105
§ 1. Les solutions jurisprudentielles.....	105
§ 2. Le Protocole de Genève du 24 septembre 1923....	110
<i>Section II. — L'exécution internationale des sentences arbitrales</i>	114
§ 1. Les solutions jurisprudentielles.....	114
§ 2. Les conventions internationales.....	120
A) Les conventions bilatérales.....	120
B) La convention de Genève du 26 septembre 1927	123
Chapitre VI. — Organisation pratique de l'arbitrage commercial. ..	128
§ 1. De l'arbitrage commercial en général.....	128
§ 2. Du développement de l'arbitrage corporatif à la fin du XIX ^e et au début du XX ^e siècle.....	135
§ 3. Fonctionnement pratique de l'arbitrage corporatif	146
a) Compétence des Chambres d'arbitrage	146
b) Les arbitres	150
c) Le règlement du litige.....	152
§ 4. Caractère et tendances de l'arbitrage corporatif...	157

DEUXIEME PARTIE

(Partie spéciale)

LE PROBLEME DE L'ORGANISATION DE L'ARBITRAGE COMMERCIAL SUR LE TERRAIN INTERNATIONAL

Observation préliminaire. — Intérêt de la question	163
Chapitre VII. — Les premières tentatives	166
<i>Section première. — Du recours à l'arbitrage d'organismes non conçus selon une formule internationale</i>	166
Paragraphe unique	166

<i>Section II. — Des organismes d'arbitrage internationaux limitant leur champs d'action.....</i>	175
§ 1. Organismes de caractère professionnel.....	175
§ 2. Organismes dépendant de groupements sans compétence professionnelle spéciale.....	180
Chapitre VIII. — La Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale	184
§ 1. Organisation de l'arbitrage de la C. C. I.....	184
§ 2. Fonctionnement pratique de l'arbitrage de la C. C. I.	192
a) La demande d'arbitrage.....	192
b) La procédure de conciliation.....	193
c) La procédure d'arbitrage.....	195
§ 3. Valeur pratique de la procédure de la C. C. I.....	202
Appendice. — Des clauses d'arbitrage figurant dans certains documents internationaux particulièrement importants...	216
A) Des clauses d'arbitrage de certains cartels internationaux	216
B) La clause d'arbitrage des statuts de la Banque des Règlements internationaux	219
Conclusion	227
Bibliographie	231
Table des Matières	245

